

FÉDÉRATION ÉTUDIANTE
COLLÉGIALE DU QUÉBEC

LA GRATUITÉ SCOLAIRE AU COLÉGIAL

L'accessibilité en perspectives

33^e Congrès ordinaire
101^e Conseil d'administration ordinaire
13, 14 et 15 Octobre 2006
St-Hyacinthe

Fédération étudiante collégiale du Québec

Recherche, analyse et rédaction :

Laurent Viau, chercheur

Correction :

Benoît Bhérer-Simard, coordonnateur à la recherche

Guy-Aume Descoteaux, Secrétaire-Trésorier

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

La Fédération étudiante collégiale du Québec est un organisme qui regroupe plus de 40 000 étudiantes et étudiants, des secteurs collégiaux pré-universitaire et technique, dans plus d'une douzaine de régions du Québec. Fondée en 1990, la FECQ étudie, promeut, protège, développe et défend les intérêts, les droits et les préoccupations des étudiantes et étudiants des collèges du Québec, en tant qu'étudiantes et étudiants tout comme en tant que citoyennes et citoyens. L'accessibilité universelle de tous les paliers de l'éducation dans un enseignement de qualité constitue la principale base de revendication de la FECQ : tous devraient avoir accès aux études post-secondaires, peu importe leur condition socio-économique ou celle de leurs parents. De plus, la FECQ s'est donné comme mission première la cause sociale des jeunes Québécoises et Québécois.

La voix des étudiantes et étudiants québécois au niveau national

La FECQ, à travers toutes ses actions se veut l'organisme porteur du message des jeunes Québécoises et Québécois. Autant dans ses activités militantes que politiques, elle livre l'opinion des étudiantes et étudiants de niveau collégial. Présente aux différentes tables sectorielles et nationales du Ministère de l'Éducation, elle est la mieux située pour faire entendre son message, en créant des partenariats utiles tant aux étudiantes et étudiants qu'aux instances du ministère et du gouvernement.

La FECQ entretient des relations avec les partis politiques, autant provinciaux que fédéraux, sans être partisane pour autant. Elle se fait un devoir de communiquer à tous les intentions des politiciens pour que les étudiants effectuent des choix éclairés quand vient le temps de choisir les gestionnaires qui s'occuperont du développement des institutions québécoises.

FECQ

3449 Saint-Denis, suite 1

Montréal, Québec, H2X 3L1

Téléphone : 514-396-3320

Télécopieur : 514-396-3329

Site Internet : www.fecq.org

Courriel : fecq@fecq.org

TABLE DES MATIERES

<u><i>Table des matières</i></u>	3
<u><i>Liste des tableaux et graphiques</i></u>	5
<u>1. Introduction</u>	7
<u>1.1 L'accessibilité aux études supérieures et les cégeps</u>	7
<u>1.2 La recherche</u>	7
<u>2. pourquoi la gratuité au collégial ?</u>	9
<u>2.1 L'accessibilité aux études supérieures</u>	9
<u>2.1.1 Le rapport Parent et l'accessibilité aux études</u>	9
<u>2.1.2 La question de l'accessibilité de nos jours</u>	10
<u>2.2 La perception et la définition de la gratuité scolaire</u>	13
<u>2.2.1 La réglementation en vigueur</u>	13
<u>2.2.2 La définition de la gratuité contestée</u>	14
<u>2.2.3 Les positions des acteurs de l'éducation au collégial</u>	16
<u>2.3 Les conditions de l'accessibilité</u>	18
<u>2.3.1 Les conditions de vie des étudiants collégiaux</u>	18
<u>2.3.2 Les facteurs influençant l'accessibilité et la persévérance</u>	21
<u>2.3.3 L'élasticité-prix de la demande en éducation postsecondaire</u>	25
<u>2.3.4 Conclusion</u>	28
<u>2.4 Le rendement du diplôme</u>	29
<u>2.4.1 Le rendement du diplôme pour l'individu</u>	29
<u>2.4.2 Rendement pour la société</u>	33
<u>3. L'évolution du financement étudiant au collégial</u>	37
<u>3.1 Définition des différents types de droits et frais</u>	37
<u>3.1.1 Les droits et les frais</u>	37
<u>3.1.2 Les droits d'inscription</u>	38
<u>3.1.3 Les droits d'admission</u>	38
<u>3.1.4 Les droits afférents</u>	39
<u>3.1.5 Les droits de toute autre nature</u>	39
<u>3.1.6 Les frais pour services tarifés</u>	40
<u>3.1.7 Les frais pour services en vente libre</u>	40
<u>3.2 Évolution dans le temps des frais assumés par les étudiants</u>	40
<u>3.2.1 Les frais universels</u>	41
<u>3.2.2 Les frais pour services tarifés et en vente libre</u>	43
<u>3.2.3 Évolution du financement étudiant par rapport aux revenus des cégeps</u>	45
<u>4. Comparaisons internationales</u>	47
<u>4.1 Tendances mondiales</u>	47
<u>4.2 Les politiques en vigueur en Europe</u>	48
<u>4.3 Les politiques en vigueur en Amérique du Nord</u>	50
<u>5. Les différents scénarios envisageables</u>	55
<u>5.1 L'avis de 2001 de la FECQ sur la gratuité</u>	55

<u>5.2</u>	<u>Les scénarios envisageables de modification du cadre de la gratuité</u>	56
<u>5.2.1</u>	<u>Abolition des droits universels et gratuité du matériel didactique</u>	56
<u>5.2.2</u>	<u>Abolition de frais ciblés</u>	59
<u>5.2.3</u>	<u>Instauration de droits de scolarité</u>	61
<u>5.2.4</u>	<u>Modification du régime d’aide financière aux études</u>	63
<u>6.</u>	<u>Conclusion</u>	66
	<u>Bibliographie</u>	67
	<u>Annexe I – Frais exigés dans les différents collèges</u>	72
	<u>Annexe II – Évolution des droits universels</u>	102

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

<u>1. EVOLUTION DU TAUX DE PARTICIPATION UNIVERSITAIRE DES PERSONNES DE 18 A 21 ANS, SELON LE STATUT SOCIOECONOMIQUE (SSE) DE LA FAMILLE (1986-1994)</u>	12
<u>2. REPARTITION DES ETUDIANTS SELON LE REVENU ANNUEL</u>	19
<u>3. REPARTITION DES ETUDIANTS SELON L'USAGE PRINCIPAL DU REVENU D'EMPLOI ET LE STATUT A L'AFE</u>	20
<u>4. PROPORTION DE CANADIENS DE 18 A 21 ANS AYANT ACCES A UNE EDUCATION POSTSECONDAIRE PAR QUARTILE DE REVENU (EDTR 1998)</u>	23
<u>5. PROPORTION DE PERSONNES AYANT ECHOUÉ AU MOINS UN COURS DANS LES SEGMENTS DE CLIENTELE ETUDIANTE DEFINIS SELON LES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES</u>	23
<u>6. INTERRUPTION DES ETUDES SELON LA SCOLARITE DU PERE</u>	24
<u>7. REPARTITION DES ETUDIANTS SELON LA RAISON PRINCIPALE DE L'INTERRUPTION PASSEE DU PROGRAMME D'ETUDES ET LE STATUT DE L'AIDE FINANCIERE AUX ETUDES</u>	25
<u>8. RESUME DES POLITIQUES, DE L'INCIDENCE PREVUE SUR LES INSCRIPTIONS ET DE L'INCIDENCE REELLE SUR LES INSCRIPTIONS, PAR TERRITOIRE</u>	26
<u>9. LA DEMANDE CHEZ LES ETUDIANTS DE MILIEUX RICHES ET DEFAVORISES AVEC LES EFFETS DE L'AIDE FINANCIERE AUX ETUDES</u>	28
<u>10. PARTICIPATION A DES ACTIVITES DE FORMATION CONTINUE SELON LE NIVEAU DE SCOLARITE</u>	32
<u>11. L'AVANTAGE SALARIAL PROCURE PAR LE NIVEAU DE FORMATION – REVENUS RELATIFS DE LA POPULATION AGEÉ DE 25 A 64 ANS PERCEVANT DES REVENUS DU TRAVAIL (DEUXIEME CYCLE DU SECONDAIRE = 100)</u>	33
<u>12. TENDANCES EN NOMBRE D'ANNEES MOYENNES DE SCOLARITE ET PIB PER CAPITA POUR LA POPULATION AGEÉ ENTRE 15 ET 64 ANS – 1960 A 2000</u>	35
<u>13. POPULATION, RECETTES FISCALES ET TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX SELON LE NIVEAU DE SCOLARITE</u>	36
<u>14. REVENUS DES INDIVIDUS ET RECETTES FISCALES PERÇUES EN FONCTIONS DU NIVEAU DE SCOLARITE</u>	36
<u>15. EVOLUTION DES DROITS UNIVERSELS EXIGES DES ETUDIANTS COLLEGIAUX DE 1995 A 2005 EN DOLLARS CONSTANT (1995 = 100)</u>	41
<u>16. REPARTITION DES DROITS UNIVERSELS PAR ANNEE – 2005-2006</u>	43
<u>17. DROITS EXIGIBLES DE CERTAINS ELEVES EN ORDRE DECROISSANT D'IMPORTANCE SELON LE MONTANT MEDIAN DEMANDE (PLUS DE 100\$)</u>	44
<u>18. DROITS EXIGIBLES DE CERTAINS ELEVES EN ORDRE DECROISSANT D'IMPORTANCE SELON LE MONTANT MEDIAN DEMANDE (100\$ ET MOINS)</u>	44

<u>19. REVENUS DE FONCTIONNEMENT DES CEGEPS, SELON LA PROVENANCE, DE 1999-2000 A 2003-2004 (EN MILLIONS DE DOLLARS)</u>	45
<u>20. REVENUS DES COLLEGES ISSUS DES DROITS D’INSCRIPTION ET DE SCOLARITE – 1995 A 2004.....</u>	46
<u>21. EVOLUTION DE LA PART DE FINANCEMENT DES GOUVERNEMENTS ET DU PRIVE DANS LES UNIVERSITES CANADIENNES – 1986-87 A 2000-01.....</u>	51
<u>22. DROITS DE SCOLARITE ET FRAIS OBLIGATOIRES POUR L’ANNEE EN COURS, SELON LA REGION</u>	54

1. INTRODUCTION

1.1 L'accessibilité aux études supérieures et les cégeps

Il a amplement été question d'accessibilité aux études ces dernières années, notamment avec la grève étudiante de 2005. En fait, l'accessibilité aux études post-secondaires, tant géographique que financière, a toujours été le plus grand cheval de bataille du mouvement étudiant. Depuis que le réseau d'éducation a pris sa forme moderne dans les années 1960, avec la création du réseau collégial et de l'Université du Québec notamment, de nombreuses interventions gouvernementales ont été apportées afin de favoriser l'accessibilité aux études, dont plusieurs sont issues de bras de fer entre les étudiantes, les étudiants et le gouvernement. Mais peut-on vraiment affirmer que les études post-secondaires sont accessibles au Québec ? Accessibles pour qui ? Il importe de clarifier le concept d'accessibilité aux études supérieures afin de mieux connaître les paramètres sur lesquels il faut travailler pour améliorer la capacité des jeunes à y accéder.

L'un des aspects les plus importants qui est généralement abordé lorsque l'on pose la question de l'accessibilité financière est celui des frais de scolarité. Au moment de la création du réseau collégial, il a été déterminé que pour favoriser la démocratisation des études supérieures, il fallait que l'école soit gratuite du préscolaire au collégial. Est-ce que l'accès aux études collégiales peut être considéré comme étant gratuit aujourd'hui ? Plusieurs en doutent et attribuent au concept de gratuité des définitions divergentes.

L'époque dans laquelle nous nous trouvons appelle à remettre en question les choix qui ont été faits dans l'édification du Québec moderne. C'est dans le cadre de cette remise en question que des « vaches sacrées » comme le gel des droits de scolarité au niveau universitaire et la gratuité scolaire au collégial sont régulièrement critiquées. Sans doute y a-t-il des modifications à apporter à l'ensemble des politiques d'accessibilité financières aux études dont s'est doté le Québec, mais quelles voies emprunter ? Cette recherche tente d'apporter des réponses à toutes ces questions en abordant le sujet de façon franche et sans parti pris.

1.2 La recherche

Dans un premier temps, nous traiterons des raisons qui ont pu faire en sorte que des politiques d'accessibilité financière aux études ont pu être mises sur pied. Il sera donc question de l'évolution du principe d'accessibilité. Nous aborderons également dans ce chapitre les perceptions de la gratuité scolaire au collégial selon certains acteurs ainsi que le cadre juridique entourant ce principe. Par la suite, il sera question des facteurs ayant une influence sur l'accessibilité aux études supérieures. Enfin, nous ferons le tour des raisons qui expliquent les efforts importants consentis par les différents gouvernements afin de garantir l'accès aux études supérieures pour tous.

Le troisième chapitre est davantage orienté sur le réseau collégial québécois. À ce moment, nous traiterons de l'évolution des droits et frais au collégial. Pour se faire, une définition préalable des

différents types de droits et frais sera établie dans un premier temps. Ensuite, il sera question de la part provenant des étudiantes et des étudiants par rapport au financement du réseau collégial et de son évolution à travers le temps.

Le chapitre 4 fera état des tendances générales au niveau mondial en matière de politiques relatives aux droits de scolarité et d'accessibilité. À l'intérieur de cette section, nous tenterons également d'établir brièvement certaines bases de comparaisons régionales entre le Québec et l'Europe dans un premier temps, et avec certains états d'Amérique du Nord par la suite.

Finalement, après avoir abordé le thème de l'accessibilité en long et en large, nous examinerons divers scénarios envisageables dans la modification ou le maintien des politiques actuelles en ce qui a trait à l'accessibilité financière aux études, en nous limitant au niveau collégial québécois.

Il est à espérer que cette recherche pourra faire avancer le débat sur l'accessibilité aux études supérieures et qu'elle contribuera à enrichir le discours des militantes et des militants du mouvement collégial pour les années à venir.

2. POURQUOI LA GRATUITE AU COLLEGIAL ?

Pourquoi la gratuité au collégial ? Pourquoi est-ce que, dans leur ensemble, les politiques québécoises en matière d'éducation et d'accessibilité aux études post-secondaires sont demeuré pratiquement inchangées depuis près de 40 ans ? Ces questions sont beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît et reposent sur l'édifice de principes et d'analyses empiriques dont les défenseurs et détracteurs s'affrontent régulièrement dans l'arène publique en faveur du maintien de la structure actuelle ou de sa modification. Pour répondre à ces questions, nous procéderons par étapes et tenterons de ratisser le plus large possible afin de pouvoir en illustrer l'ensemble des tenants et aboutissants.

Dans un premier temps, nous aborderons la question de l'accessibilité aux études post-secondaires. À partir de là, nous tenterons de montrer ce que pouvait représenter l'accessibilité aux études supérieures à l'époque où notre système d'éducation s'est mis en place et de voir aujourd'hui si les choses ont pu changer. Par la suite, nous traiterons du contexte juridique encadrant le principe de gratuité au collégial aujourd'hui et des positions de différents acteurs et actrices à travers le temps par rapport à celui-ci.

Nous venons de l'aborder brièvement et le verrons tout au long de ce rapport, l'accessibilité est au cœur de tout débat entourant le principe de gratuité au collégial. La troisième partie de ce chapitre tentera donc de définir les conditions de l'accessibilité, en s'attardant sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants, les facteurs ayant un impact sur l'accessibilité et enfin sur le concept d'élasticité-prix de la demande, afin de déterminer dans quelle mesure l'accessibilité aux études supérieures est affectée par les variations du coût des études.

Finalement, après avoir répondu au « comment », nous tenterons de répondre au « pourquoi » de la question de l'accessibilité. En d'autres mots, nous aborderons dans la dernière partie de ce chapitre les motifs qui peuvent justifier les investissements consentis aux établissements d'enseignement post-secondaire et les politiques d'accessibilité en place.

2.1 L'accessibilité aux études supérieures

2.1.1 *Le rapport Parent et l'accessibilité aux études*

Comme cela a été dit à maintes reprises, la majeure partie de l'édification du système éducatif québécois, tel qu'on le connaît aujourd'hui, est issu des réformes qui ont suivi la publication du Rapport Parent¹ en 1966. Les grands objectifs alors visés étaient de démocratiser l'accès à l'enseignement et de mener la société québécoise vers la société du savoir que nous connaissons aujourd'hui et qui nécessite de hauts niveaux de qualification à tous les échelons de la société.

La constitution des cégeps avait alors été imaginée dans le but de favoriser l'accessibilité géographique aux études supérieures et l'acquisition d'une culture générale assurant le développement des individus comme citoyen et comme travailleurs. L'accessibilité géographique a été pensée de telle façon que chaque région soit dotée d'institutions de qualité comparable

¹ Monseigneur Parent, *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement*, 1966.

capables d'accueillir des étudiantes et des étudiants qui autrement auraient dû parcourir des centaines de kilomètres pour étudier dans les grands centres urbains.

Pour ce qui est du volet de l'accessibilité financière, deux moyens ont été envisagés pour permettre au plus grand nombre de pouvoir continuer leurs études. D'une part, dès 1964, le gouvernement québécois a mis sur pied son propre système d'aide financière aux études avec le principe de couverture complète des besoins de façon supplétive et contributive. Sans entrer dans les détails de la philosophie qui a vu naître le système d'aide financière aux études, mentionnons simplement que son caractère supplétif fait en sorte qu'il doit suppléer au manque à gagner de l'étudiante ou de l'étudiant en ce qui a trait à la couverture complète des besoins de logement, d'habillement, de nourriture, etc. Pour ce qui est du caractère contributif, il fait en sorte que l'étudiante ou l'étudiant, premier responsable de sa démarche éducative, doit contribuer à la hauteur de ses moyens à la poursuite de ses études, avec le soutien de sa famille. D'autre part, il a été convenu qu'à partir de leur création, l'enseignement régulier dans les collèges d'enseignement général et technique serait gratuit et exempt de tout droit de scolarité.

Les arguments en faveur de la gratuité qui furent mentionnés à l'époque par les commissaires étaient les suivants :

« En premier lieu, l'importance des effectifs scolaires que devront accueillir les instituts (ce qui allait plus tard être nommé cégeps), ensuite l'intérêt vital que représente pour l'avenir socioéconomique du Québec la formation professionnelle et technique qu'on y dispensera. On prévoit qu'environ 50% des jeunes gens et jeunes filles de 17 et 18 ans auront la préparation et les aptitudes voulues pour fréquenter les instituts, lorsqu'on aura atteint la scolarisation optimum au niveau secondaire. »²

À ces arguments, les commissaires ont ajouté la nécessité de briser les barrières psychologiques à l'entrée aux études supérieures. Si l'instauration de la gratuité représentait un certain coût additionnel, estimé à 15 M\$ pour 1967³, cette somme était beaucoup moins importante que la nécessité d'envoyer le message sans équivoque que l'enseignement supérieur était dorénavant accessible à tous et plus nécessaire que jamais.

2.1.2 La question de l'accessibilité de nos jours

De nos jours, les droits de scolarité dans les systèmes d'éducation post-secondaire sont la norme en Amérique du Nord et sont de plus en plus courants dans le monde, même dans certains pays européens qui ont toujours pratiqué des politiques de gratuité scolaire jusqu'à l'université, comme nous le rappelle d'ailleurs l'étude de la Fondation canadienne des Bourses d'Étude du Millénaire (FCBEM) parue en 2004 et portant sur les changements de politiques relatives aux droits de scolarité⁴. La FCBEM explique que les principaux arguments en faveur ou à l'encontre des droits de scolarité seraient les suivants :

² Rapport Parent, p.162.

³ *Ibid.*, p.163.

⁴ FCBEM, *Changement dans la politique relative aux frais de scolarité; Expériences naturelles effectuées dans cinq (5) pays*. Montréal : FCBEM, Août 2004.

« Premièrement, les étudiants qui paient des frais de scolarité obtiennent un bon rendement sur leur investissement : il est donc naturel qu'ils en paient une partie du coût. Deuxièmement, les droits de scolarité favorisent la concurrence dans le secteur de l'éducation postsecondaire (chaque établissement fixe son prix) et les étudiants peuvent choisir, même lorsqu'un monopole est exercé par l'État. Troisièmement, un système qui fait payer ses utilisateurs encourage généralement les étudiants à considérer leurs études avec plus de sérieux. Le fait que les droits de scolarité puissent constituer un obstacle important à l'accès aux études postsecondaires reste cependant le principal argument en leur défaveur. »⁵

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) est également d'avis que la tendance générale est à l'instauration ou l'augmentation des droits de scolarité et avance que cela est dû notamment à la croissance importante des dépenses, qui commencent à dépasser les ressources disponibles⁶. D'autre part, l'OCDE mentionne que :

« [...] les problèmes que posent le financement de l'enseignement supérieur et l'injustice flagrante liée au montant élevé des subventions dont bénéficient les étudiants à revenu moyen et élevé dans les universités sont deux éléments qui ont contribué à lever le tabou qui empêchait de débattre des droits de scolarité dans certains pays scandinaves. »⁷

Cette attitude envers les politiques relatives aux frais de scolarité, qu'il s'agisse de la gratuité ou du gel des droits, est de plus en plus répandue à travers l'occident, comme en fait foi le débat actuel au Québec, sur lequel nous reviendront plus tard.

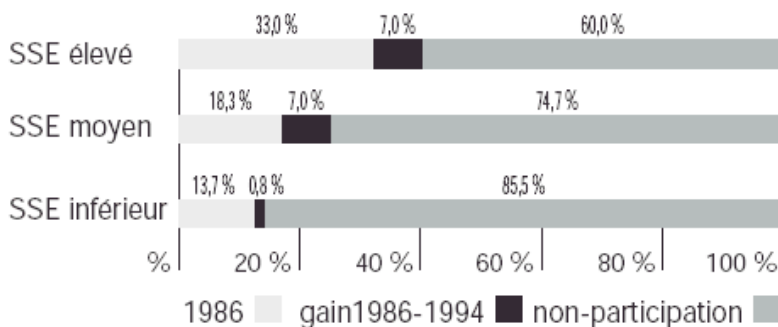
Deux éléments importants ont d'ailleurs contribué à ce changement de mentalité relativement à la question des frais de scolarité. En premier lieu, l'accès des masses aux études supérieures a pu se concrétiser suite aux grandes réformes des années 1960 et les effectifs actuels se rapprochent maintenant du maximum envisageable en fonction des capacités et aptitudes de la population. Ensuite, certaines études ont démontré que les politiques relatives au gel des droits de scolarité, pour ce qui est du Québec notamment, avaient davantage favorisé les classes moyennes et aisées au fil des années. À cet égard, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) mentionne, dans son avis d'initiative publié en 2004 selon des données fournies par Statistique Canada, qu'il a été déterminé que de 1986 à 1994, le taux de participation aux études supérieures pour les familles ayant un statut socioéconomique élevé est passé de 33% à 40% (+7%), de 18,3% à 25,3% (+7%) pour les familles au statut socioéconomique moyen et de 13,7% à 14,5% (+0,8%) pour celles au statut plus bas.

⁵ Ibid., p.3.

⁶ OCDE, *Analyse des politiques d'éducation 2004*. Paris : OCDE, 2005, p.38.

⁷ Idem.

1. ÉVOLUTION DU TAUX DE PARTICIPATION UNIVERSITAIRE DES PERSONNES DE 18 À 21 ANS, SELON LE STATUT SOCIOÉCONOMIQUE (SSE) DE LA FAMILLE (1986-1994)⁸



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1994, cité par Junor et Usher, 2002.

Si les politiques concernant les droits perçus auprès des étudiantes et des étudiants sont contestées par les temps qui courent, certaines voix s'interposent et rappellent l'importance de ces politiques. À ce niveau, le CCAFE s'est montré préoccupé récemment par ce débat et la perspective d'un dégel des frais de scolarité au Québec. À ce sujet, les membres du comité consultatif demandent au ministre de l'Éducation de faire preuve de la plus « *grande prudence avant de modifier l'équilibre actuel entre les trois composantes du système d'aide financière aux études, à savoir la réglementation des droits de scolarité, les programmes d'aide financière aux études et les mesures fiscales reliées aux études* » et ajoutent qu'il « *importe donc d'envisager les droits de scolarité comme une composante du système d'aide financière qui favorise l'accessibilité aux études, en particulier à l'université* »⁹. La position du CCAFE est clairement favorable au maintien de l'absence de droits de scolarité au niveau collégial¹⁰. Outre cet appel à la prudence, il est également intéressant de noter le rappel de certains éléments importants qu'il faut considérer lorsqu'il est question d'accessibilité financière aux études. À ce niveau, bien que les référents soient légèrement différents, les arguments demeurent les mêmes. Premièrement, le CCAFE souligne l'importance des barrières psychologiques à la participation aux études post-secondaires.

Selon la FCBEM, ces barrières psychologiques proviendraient notamment d'un « *calcul rationnel déformé des coûts/avantages de l'enseignement post-secondaire, dans un contexte de développement humain normal* »¹¹. Cette déformation serait issue de la mauvaise connaissance ou compréhension des coûts et avantages réels de l'enseignement post-secondaire, de la différence dans ce que le calcul des coûts et des avantages inclus, et de la différence dans la méthode d'évaluation des coûts et avantages. Il a été démontré également que le Canadien moyen surestime les droits de scolarité et sous-estime de façon importante les avantages d'un diplôme et que ce phénomène est inversement proportionnel au revenu ; c'est-à-dire que les Canadiens à faible revenu sont davantage susceptibles de mésestimer fortement à la fois le coût et les

⁸ CCAFE, *L'accessibilité financière à la réussite du projet d'études*. Québec : CSE, CCAFE, mai 2004, p.16.

⁹ *Ibid.*, p.6.

¹⁰ *Ibid.*, p.21.

¹¹ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.109.

avantages des études universitaires¹². D'autres, tel que Fernand Dumont, ont avancé des thèses légèrement différentes. Pour le sociologue, pour atteindre les études supérieures, il faut être capable de passer de la culture première à la culture seconde¹³. La culture première serait constituée du milieu familial et social de l'individu et la culture seconde en est une acquise par le savoir, la littérature, la science, et dont la représentation est l'université. Donc, dépendamment de l'origine sociale, la distance entre la culture première et la culture seconde est plus ou moins importante. La distance entre les deux types de culture jouerait ainsi un rôle important dans la perception de l'individu sur sa capacité et sa volonté de poursuivre des études supérieures.

Ensuite, toujours pour ce qui est des arguments justifiant le maintien de mesures favorisant l'accessibilité financière aux études, la préoccupation de la formation du plus grand nombre est toujours présente. Effectivement, au courant des dernières années, les appels se sont multipliés afin de souligner l'urgence de préparer la société québécoise à l'ère de la société du savoir dans laquelle nous vivons. Dernièrement, ce message a été réitéré dans le cadre du Rapport Gervais sur l'accès à l'éducation au Québec, qui mentionnait ceci :

« D'une part, avec la mondialisation s'effectue un déplacement de l'activité économique à l'extérieur des pays industrialisés. D'autre part, des problématiques complexes se dessinent sur le plan social, en matière de relations interculturelles, d'environnement, de santé, d'énergie et de transport. Le développement du Québec repose sur sa capacité de faire face à ces situations, notamment à utiliser, à adapter et à inventer des façons de faire et des technologies qui seront de plus en plus exigeantes en savoir. Dans ce contexte, l'éducation constitue un enjeu stratégique pour l'avenir du Québec. »¹⁴

L'accessibilité aux études supérieures demeure donc l'une des grandes priorités pour le système éducatif québécois et pour la société dans son ensemble. Seul l'accès au plus grand nombre à des études avancées pourra nous permettre de conserver un niveau de vie comparable et l'amélioration de la société aux points de vue culturel, social, environnemental et économique.

2.2 La perception et la définition de la gratuité scolaire

2.2.1 La réglementation en vigueur

Afin de garantir l'accessibilité aux études à tous les niveaux, l'Assemblée nationale s'est dotée d'une législation et d'une réglementation qui a connu une certaine évolution entre les années 1960 et aujourd'hui. Pour ce qui est des niveaux préscolaire, primaire, secondaire et professionnel, la *Loi sur l'Instruction Publique*¹⁵ est l'élément qui garantit la gratuité scolaire sur

¹² Source : Ipsos-Reid, *Les attitudes des Canadiens envers le financement des études postsecondaires : qui devrait payer et comment?*

¹³ Fernand Dumont, *Le lieu de l'homme: la culture comme distance et mémoire*. Montréal : HMH, 1968.

¹⁴ Équipe de travail sur le maintien de l'accès à des services éducatifs, présidé par Michel Gervais, *L'éducation : l'avenir du Québec ; Rapport sur l'accès à l'éducation*. Québec : MELs, octobre 2005, p.21.

¹⁵ Publications du Québec, *Loi sur l'instruction publique*, L.R.Q. chapitre I-13.3.

une base juridique. En ce qui concerne les cégeps, c'est la *Loi sur les Collèges d'Enseignement Général et Professionnel*¹⁶ qui assure et définit la gratuité des études.

En ce qui concerne la gratuité à l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et professionnel, les articles 3 et 7 de la Loi sur l'Instruction publique mentionnent que tout résident du Québec a « droit à la gratuité des services d'alphabétisation et à la gratuité des autres services de formation prévus par le régime pédagogique applicable aux services éducatifs pour les adultes »¹⁷. Il y est également mentionné que le matériel pédagogique et didactique doit être gratuit¹⁸. Par contre, la gratuité ne s'applique pas dans le cas du matériel avec lequel l'élève écrit, dessine ou découpe. De plus, tout ce qui appartient directement à l'élève comme les crayons, le papier, la calculatrice n'est pas considéré comme étant du matériel didactique.

Pour ce qui touche au collégial, c'est l'article 24 de la Loi sur les cégeps qui régit l'application de la gratuité scolaire et des différents droits applicables. Cet article garantit l'absence de droits de scolarité pour l'enseignement régulier à temps plein dans les cégeps, autant à l'enseignement pré-universitaire que technique. À l'article 24.5, la loi mentionne qu'un collège « ne peut, si ce n'est par règlement, prescrire le paiement de droits de toute autre nature »¹⁹. Il faut également souligner le fait que les règlements concernant les droits d'admission, d'inscription, les droits afférents et les droits de toute autre nature doivent être soumis à l'approbation du ministre pour éviter que des frais exagérés ou limitant l'accessibilité aux études ne puissent être appliqués. Par contre, en ce qui concerne les étudiantes et les étudiants à temps partiel, ils doivent s'acquitter de droits de scolarité équivalents à 2\$/heure de cours et les étudiants étrangers doivent payer des droits variant entre 3 931\$ et 6 093\$ par session, dépendamment du programme²⁰. Ces droits de scolarité sont définis à partir du *Règlement sur les droits de scolarité qu'un collège d'enseignement professionnel doit exiger*²¹ pour ce qui est des étudiantes et des étudiants à temps partiel.

2.2.2 La définition de la gratuité contestée

S'il existe une définition juridique telle que présentée dans la Loi sur l'Instruction publique et dans la loi sur les collèges d'enseignement professionnel et technique, l'application de la gratuité dans la réalité a souvent été contestée. Il est intéressant de citer ici deux événements où des individus ou des groupes ont tenté de modifier ou de clarifier la définition de la gratuité scolaire.

Premièrement, au niveau collégial, l'Association générale des étudiants du cégep de Drummondville a poursuivi la direction de leur cégep en justice en 1990 pour non respect du principe de gratuité scolaire après l'introduction de frais spéciaux par règlement pour des

¹⁶ Publications du Québec, *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*, L.R.Q. chapitre C-29.

¹⁷ Publications du Québec, *Loi sur l'Instruction publique*, L.R.Q. chapitre I-13.3, art. 3.

¹⁸ *Ibid.*, art. 7.

¹⁹ *Idem.*

²⁰ MELS. 2006. Mise à jour du 19 avril. *Régime budgétaire et financier des cégeps, Annexe C-028-v1 : Droits de scolarité des étudiants étrangers et des étudiants canadiens non-résidents du Québec*. En ligne.

<<http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/FTP/reg-bud/Prive/028-v13.doc>> (page consultée le 17 août 2006).

²¹ Publications du Québec, *Règlement sur les droits de scolarité qu'un collège d'enseignement général et professionnel doit exiger*, *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*, L.R.Q. chapitre C-29, r.3.5.

photocopies de notes de cours²². Malheureusement pour les étudiantes et les étudiants, ils furent déboutés lorsque le jugement fut rendu le 28 mai 1990 et à nouveau le 1^{er} mai 1996 après que le jugement fût porté en appel. Le juge avait alors précisé que :

« Ne rien exiger d'un étudiant à qui un cours est donné, veut dire qu'on le recevra dans une salle quelconque, où on lui fournira un meuble pour s'asseoir et prendre des notes, une salle qui sera éclairée, nettoyée, chauffée et ventilée au besoin. »²³

Il existe donc une jurisprudence en la matière qui rendrait difficile aujourd'hui la modification de l'application du principe de gratuité en se basant sur des arguments juridiques. Pour qu'il y ait quelque modification que ce soit, il faudrait avant tout qu'une volonté politique de changement soit présente.

En deuxième lieu, il est intéressant de se rappeler la bataille qui a eu cours il y a quelques années concernant l'application du principe de gratuité à l'enseignement obligatoire. En effet, les élèves des écoles publiques sont également soumis dans bien des cas à une panoplie de frais afférents déterminés par les commissions scolaires et ayant trait à l'organisation de sorties socioculturelles, de surveillance sur les heures du dîner, etc. L'augmentation rapide de ces frais ainsi que leur généralisation à travers le réseau a fini par alerter les associations de parents qui ont réclamé la fin de pratiques excessives en matière de frais afférents à l'enseignement obligatoire public. L'argument avancé par les associations de parents à l'époque était que l'enseignement primaire et secondaire devenait de moins en moins accessible. Le bras de fer avait commencé en 2004, alors que la Fédération des Comités de Parents du Québec (FCPQ) avait rendu public un rapport sur les frais exigés aux parents²⁴. La FCPQ se plaignait alors d'une augmentation de 44% des frais exigés entre 1999-2000 et 2002-2003, ce qui représentait des sommes de 100,1 M\$ et 149,3 M\$ respectivement²⁵. Au primaire, cela représente des frais minimaux de 39,55\$ et maximaux de 78,96\$ par année ; et entre 70,73\$ et 114,95\$ au secondaire. Par ailleurs, c'est sans compter les frais pour surveillance le midi, les frais de transport, les dépenses en matériel scolaire et les frais pour les programmes particuliers d'art, de musique, de sport, etc.

Ce n'est qu'un an plus tard que le gouvernement, suite aux pressions exercées par les parents, se décida à adopter certaines modifications à la loi sur l'instruction publique, en adoptant le *projet de loi 106*, le 15 juin 2005. Le premier objectif de ce projet de loi était de donner aux conseils d'établissements le pouvoir d'établir les principes d'encadrement du coût des documents qui ne sont pas gratuits et d'approuver la liste des crayons, papiers et autres objets qui ne sont pas mis gratuitement à la disposition des élèves et d'autre part, il prévoit aussi que les commissions scolaires adoptent, après consultation auprès des comités de parents, une politique relative à

²² Véronique Raymond, *Rapport sur les charges financières assumées par les étudiants et les étudiants au collégial*. Montréal : FECQ et Fédération des Cégeps, avril 2001, p.41.

²³ Cour d'appel de Montréal. *Procès-verbal de l'appel pour l'action en nullité, règlement/Appel d'un jugement du 28 mai 1990*. Cause numéro 500-09-000959-908. Numéro de la première instance : 405-05-000083-881. Province de Québec : District de Montréal. Par l'honorable juge André Biron, de la cour supérieure du district de Drummond, 1996, p.14.

²⁴ Groupe de travail sur les frais exigés des parents, *Rapport sur les frais exigés des parents*. Québec : MEQ, août 2004.

²⁵ *Ibid.*, p.5.

certaines contributions financières²⁶. Outre le projet de loi qui fut adopté, le ministère publia en 2005 un document à l'intention des commissions scolaires ayant pour but de mieux baliser les frais exigibles aux parents à l'école obligatoire²⁷.

2.2.3 Les positions des actrices et des acteurs de l'éducation au collégial

On a pu le voir avec le temps, les positions des différentes actrices et acteurs du milieu de l'éducation ont souvent divergé sur la définition qui convenait d'apporter au concept de la gratuité scolaire. Si le jugement de 1996 confirmait la vision restrictive du droit à une éducation gratuite, les positions étudiantes sont souvent allées beaucoup plus loin, jusqu'à prôner le salaire étudiant à certaines occasions. Voici donc un bref résumé de différentes positions qui ont eu trait aux charges à assumer par les étudiants à travers le temps.

Les positions ont varié en fonction des organisations qui portaient ces revendications. Par rapport aux droits et frais de scolarité au collégial, l'ANEEQ (Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec) revendiquait en 1981 la « gratuité intégrale », c'est-à-dire :

« L'abolition des frais de scolarité, des frais d'admission, des frais différentiels, des frais afférents, la gratuité du matériel didactique nécessaire à l'apprentissage, de qualité et en quantité suffisante, [...] l'abolition de la contribution minimale de l'étudiant (relativement à l'aide financière aux études)... »²⁸

Cette définition se rapprochait beaucoup du salaire étudiant, principalement dans le volet sur l'aide financière aux études où l'on voulait abolir le volet contributif du régime, ce qui aurait fait de l'État l'unique pourvoyeur dans la couverture des besoins de l'étudiant.

Le ministère de l'Éducation reconnu à une certaine époque l'ambiguïté entourant la définition de la gratuité scolaire. Un rapport datant de 1982 reconnu en effet qu'il « n'y a pas de définition univoque de la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement »²⁹. À partir de ce constat, un comité tenta de mieux cerner le concept en faisant la distinction entre, d'une part, les exigences essentielles à l'apprentissage sans quoi les chances de succès sont compromises et, d'autre part, les éléments qui viennent enrichir la culture personnelle et permettent l'atteinte d'objectifs de dépassement³⁰.

La FECQ, pour sa part, semble avoir été divisée longtemps entre une vision proche de celle de l'ANEEQ et une approche plus modérée allant dans le sens du rapport du MEQ de 1982. En effet,

²⁶ Publications du Québec. 2006. Mise à jour du 17 août. *Projet de loi No. 106, Loi modifiant la loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, Assemblée Nationale, 37^e législature, 1^{ère} session*. En ligne. <<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2005C16F.PDF>> (page consultée le 17 août 2006).

²⁷ MELS, *Frais exigés des parents ; Quelques balises*. Québec : MELS, 2005.

²⁸ A. Querry, 1981 : 46-47, cité dans : Véronique Raymond, *Rapport sur les charges financières assumées par les étudiants et les étudiants au collégial*. Montréal : FECQ et Fédération des Cégeps, avril 2001, p.40.

²⁹ MEQ, 1982, pp.6-7, cité dans : Véronique Raymond, *Rapport sur les charges financières assumées par les étudiants et les étudiants au collégial*. Montréal : FECQ et Fédération des Cégeps, avril 2001, p.40.

³⁰ *Idem*.

on peut voir dans les cahiers de positions de la FECQ des propositions telles que la gratuité des manuels scolaires, la gratuité du matériel de papeterie nécessaire et l'abolition de tous les droits d'inscription, d'admission et afférents³¹. Par contre, le travail de la FECQ dans les dernières années a porté davantage sur une réglementation plus serrée entourant l'application des droits et frais au collégial et l'élimination progressive de certains frais en fonction de l'atteinte qu'ils portaient au principe d'accessibilité. C'est ainsi que des frais de vaccination, de révision de note ou de changement de programme par exemple, ont été combattus et éliminés au tournant des années 2000. Les travaux les plus importants de la Fédération ont sans doute été ceux qui ont entouré le Sommet du Québec et de la Jeunesse (SQJ), avec la publication de travaux portant sur ce qui avait été surnommé les « frais champignons »³², la « taxe à l'échec »³³, et la modification de l'article 24.5 de la loi sur les cégeps³⁴. La publication de ces documents avait été suivie d'un processus de revendication et de la création d'un comité mixte avec la Fédération des Cégeps et le MEQ pour analyser la situation des droits et frais au niveau collégial et l'abolition subséquente d'une série de ceus-ci dont l'existence était contestée par la FECQ. C'est également à partir des travaux de ce comité mixte qu'un guide ayant pour but de baliser la réglementation des cégeps en matière de droits et frais et d'en normaliser la nomenclature fut publié par le ministère³⁵.

Le CCAFE, dans un avis d'initiative paru en mai 2004 et portant sur l'accessibilité aux études supérieures en générales, pencha dans le même sens que la FECQ lorsqu'il fut question de la part du financement étudiant au niveau collégial. Sans entrer dans les détails de ce que représente la gratuité, le CCAFE réitéra la position qu'avaient prise les commissaires du rapport Parent en affirmant que « *l'absence de droits de scolarité à la formation professionnelle du secondaire et aux études collégiales, dans les établissements publics, est un acquis social que l'on ne devrait pas remettre en question* »³⁶. Rappelons que la prise de position du CCAFE à cet égard concorde avec une coupure importante au niveau des bourses dans le système de l'aide financière aux études et de la résurgence du débat entourant le gel des droits de scolarité au niveau universitaire.

Pour conclure ce tour d'horizon des positions des actrices et des acteurs de l'éducation concernant la question des droits de scolarité au niveau collégial, il est important de rappeler l'ouverture avancée par la Fédération des Cégeps qui, sans appuyer ouvertement l'introduction de droits de scolarité à l'enseignement collégial régulier, s'est dite en faveur de la déréglementation des droits de scolarité pour les étudiantes et les étudiants étrangers³⁷ et rappelle régulièrement la dépendance envers le gouvernement provincial pour ce qui est des sources de financement avec notamment l'absence de droits de scolarité à cet ordre d'enseignement.

³¹ FECQ, *Cahier des affaires socio-politiques*, Montréal : FECQ, XVI AGA, avril 2004, p.4.

³² FECQ, *Frais champignon au collégial : compilation, analyse et revendications*. Montréal : FECQ, 1999.

³³ FECQ, *Taxe à l'échec une fusion pour aider les étudiants à réussir*. Montréal : FECQ, 1999.

³⁴ FECQ, *Les frais dans les collèges et la modification de l'article 24.5 : pour y voir un peu plus clair*. Montréal : FECQ, 1999.

³⁵ MEQ, *Document d'encadrement sur les droits prescrits en vertu de l'article 24.5 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*. Québec : MEQ, Direction générale des affaires universitaires et collégiales, Direction des affaires étudiantes, décembre 2002.

³⁶ CCAFE, *L'accessibilité financière à la réussite du projet d'études*. Québec : CSE, CCAFE, mai 2004, p.21.

³⁷ Fédération des Cégeps, *Un cégep résolument ancré dans l'enseignement supérieur*. Montréal : Fédération des Cégeps, mai 2004, p.24.

2.3 Les conditions de l'accessibilité

Si la gratuité a été instaurée au collégial, c'est en raison d'une préoccupation importante pour l'accessibilité aux études supérieures qui existait à l'époque et qui n'a pas été remise sérieusement en question depuis la Révolution tranquille. Malgré le contexte de la gratuité telle que définie actuellement, est-ce que le réseau collégial peut réellement prétendre être accessible ? Existe-t-il toujours d'importantes difficultés d'ordre financier qui bloquent les projets d'études ? Afin de répondre à ces questions, nous jetterons dans un premier temps un regard sur les conditions socioéconomiques des étudiantes et des étudiants collégiaux, pour ensuite faire un tour d'horizon des facteurs ayant une influence sur la persévérance et l'accessibilité aux études post-secondaires. Enfin, nous aborderons le concept d'élasticité-prix de la demande appliqué aux études post-secondaires afin d'examiner dans quelle mesure une variation des frais de scolarité peut entraîner une variation des inscriptions dans les établissements d'enseignement.

2.3.1 Les conditions de vie des étudiantes et des étudiants collégiaux

Pour comprendre l'accessibilité, il faut mettre en perspective les conditions de vie des étudiantes et des étudiants, puisque si ces derniers ne sont pas en mesure de combler leurs besoins élémentaires, il y a fort à parier qu'ils hésiteront entre accéder au marché du travail dès la fin du secondaire et poursuivre leurs études. Par ailleurs, des conditions socioéconomiques favorables leur offre la possibilité de poursuivre leurs études le plus loin que leur permettent leurs aptitudes et motivations. L'étude des conditions socioéconomiques peut également illustrer les capacités financières des étudiantes et des étudiants qui font en sorte qu'il faudrait songer à abaisser les barrières financières aux études ou à augmenter la tarification des services éducatifs.

Il existe peu de sources documentaires qui nous permettent d'évaluer directement les conditions de vie des étudiantes et des étudiants québécois au niveau collégial. Les plus récentes en la matière sont celles ayant été publiées par le MEQ en 2003 et portant sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants pour les niveaux secondaire professionnel, collégial et universitaire³⁸, ainsi que l'étude réalisée en 1998 par Philippe Ricard pour le compte de la Fédération des Cégeps³⁹. Il faut également ajouter que la Fondation des Bourses d'Études du Millénaire (FCBEM) a aussi produit récemment une étude portant sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants collégiaux. Par contre, ces résultats sont à prendre avec plus de réserve puisque les données contenues dans ce rapport proviennent d'une enquête pancanadienne à laquelle seulement quatre collèges québécois ont participé⁴⁰. C'est donc à partir de ces études qu'il nous est possible d'obtenir un aperçu général de ce à quoi ressemble les conditions socioéconomiques des étudiantes et des étudiants au niveau collégial. Nous nous contenterons ici de résumer les informations qui concernent le degré d'autonomie des étudiantes et des étudiants collégiaux, leurs revenus et leurs dépenses.

³⁸ AFE, *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003.

³⁹ Philippe Ricard, *Les conditions socio-économiques des étudiants et des étudiantes des cégeps du Québec*. Montréal : Fédération des Cégeps, 1998.

⁴⁰ FCBEM, *La situation financière des étudiants des collèges canadiens ; 3^e éditions*. Montréal : FCBEM, avril 2005.

En premier lieu, il est important de comprendre les données sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants en parallèle avec le degré d'autonomie qu'ils ont atteint. En effet, les besoins d'un individu ne sont pas les mêmes s'il réside chez ses parents qu'en appartement, où il doit subvenir à tous ses besoins en plus, éventuellement, de ceux de son ou sa conjointe et/ou d'enfants à charge. Au niveau collégial, le niveau de dépendance envers les parents est encore très important, bien qu'il diminue avec l'âge. Selon l'étude de Ricard, 70,7% des étudiantes et des étudiants collégiaux résideraient chez leurs parents durant l'année scolaire et cette proportion grimperait à 79,9% pendant l'été⁴¹. L'enquête de 2003 du département de l'aide financière aux études (AFE) du MEQ allait dans le même sens, en précisant toutefois les différences existantes entre les bénéficiaires de l'AFE et les autres étudiantes et étudiants. Selon l'étude de 2003, 36,9% des bénéficiaires de l'AFE résideraient chez au moins l'un de ses parents, alors qu'ils seraient 77,4% chez les non-bénéficiaires⁴². Cela veut donc dire qu'une portion importante, mais minoritaire, des étudiantes et des étudiants doivent déboursier pour un loyer, qu'il s'agisse d'un logement en résidence, avec une conjointe, un conjoint ou en collocation. Par contre, cette préoccupation devient très importante dès qu'il s'agit d'étudiante ou d'étudiant devant recourir à l'AFE.

Si le degré d'autonomie des étudiantes et des étudiants collégiaux est relativement faible dans son ensemble, cela ne signifie pas pour autant que la famille subvienne à l'ensemble des besoins de ceux-ci comme les frais reliés à l'éducation, l'habillement, la nourriture, etc. Au niveau du revenu des étudiants collégiaux, les études disponibles nous permettent de savoir que la réalité socioéconomique des étudiantes et des étudiants est extrêmement diversifiée et qu'il ne suffit pas de se fier à la moyenne des revenus, mais également aux différents seuils de revenu ainsi qu'aux sources de revenu. À ce sujet, Philippe Ricard mentionne que bien que le revenu annuel moyen se situait à 5770\$ dans son étude, plus de la moitié des étudiants déclaraient des revenus inférieurs à 5000\$ alors que 20% avaient des revenus d'au moins 8000\$, comme le démontre le tableau suivant⁴³ :

2. REPARTITION DES ETUDIANTS SELON LE REVENU ANNUEL

Revenu annuel brut	% des répondants
Entre 0 et 1999\$	27,1%
Entre 2000 et 4999\$	33,2%
Entre 5000 et 7999\$	20,2%
8000\$ et plus	19,5%

Il faut noter également que l'écart entre l'étude de Ricard en 1998 et celle de l'AFE en 2003 est relativement important en ce qui concerne le revenu moyen des étudiantes et des étudiants collégiaux. Effectivement, le revenu moyen, selon l'*Enquête sur les conditions de vie*, serait de 7868\$ chez les hommes et de 7062\$ chez les femmes⁴⁴. Dans tous les cas, il faut comprendre que ces chiffres sont nettement en dessous du seuil de faible revenu établi par Statistique Canada, qui se situait à 16 273\$ pour une personne seule vivant dans une ville de moins de 30 000 habitants

⁴¹ *Ibid.*, p.29.

⁴² AFE, *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003, p.79.

⁴³ Philippe Ricard, *Les conditions socio-économiques des étudiants et des étudiantes des cégeps du Québec*. Montréal : Fédération des Cégeps, 1998, p.35.

⁴⁴ AFE, *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003, p.40.

en 2005 et 20 778\$ pour une personne seule vivant dans une ville de plus de 500 000\$ habitants et plus⁴⁵. Il est intéressant également de relever d'où proviennent ces revenus. Selon l'étude portant sur la situation financière des étudiantes et des étudiants collégiaux canadiens, 40% des revenus proviendraient d'un emploi, 17% de cadeaux de la famille, 15% de prêts gouvernementaux, 9% de prêts de source privée, 5% de bourses et 14% en provenance d'autres sources⁴⁶. En ce qui concerne les prêts et bourses, il faut mentionner que 22,9% des étudiantes et des étudiants collégiaux avaient eu droit à de l'aide financière du gouvernement en 2003-2004, dont 13,6% au niveau pré-universitaire et 32% au niveau technique⁴⁷. L'endettement moyen envers l'AFE s'élevait alors à 3 686\$ pour les étudiantes et les étudiants du collégial pré-universitaire et à 6 046\$⁴⁸ pour ceux du secteur technique. Les niveaux d'endettement aujourd'hui doivent être relativement semblables si l'on ne tient pas compte des deux années (2004-2005 et 2005-2006) où les plafonds de prêt ont été augmentés puisque les règles de l'AFE sont semblables à ce qui existait au moment où ces données ont été prises.

Troisièmement, au chapitre des dépenses, l'enquête de l'AFE sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants nous permet de connaître comment sont répartis les différents postes budgétaires de ces derniers. Ces données permettent une fois de plus de noter la différence existant entre les bénéficiaires de l'AFE et les non-bénéficiaires :

3. REPARTITION DES ETUDIANTS SELON L'USAGE PRINCIPAL DU REVENU D'EMPLOI ET LE STATUT A L'AFE⁴⁹

Postes de dépense	Bénéficiaires	Non-bénéficiaires
Loisir et sorties	12,5%	37,7%
Logement et nourriture	29,4%	8,7%
Frais de scolarité et achat de matériel scolaire	25,9%	23,8%
Subsistance de la famille	2,0%	1,9%
Achat de biens	3,8%	5,5%
Transport ou entretien de voiture	-	0,6%
Autres	25,9%	21,9%
Total	100,0%	100,0%

On peut remarquer à partir de ces chiffres que le montant des frais de scolarité et de matériel scolaire accapare une part importante des revenus des étudiants, tant pour les bénéficiaires de l'AFE que pour les non-bénéficiaires. Il faut mentionner également que les montants fournis par le gouvernement sont souvent loin de suffire aux besoins des étudiantes et des étudiants. Prenons l'exemple des frais scolaires qui sont couverts à hauteur de 125\$ par mois d'études pour une étudiante ou un étudiant collégial pré-universitaire et de 150\$ par mois d'études pour une étudiante ou un étudiant collégial technique⁵⁰. Selon l'enquête de l'AFE sur les conditions de vie

⁴⁵ Statistique Canada, *Les seuils de faible revenu de 2005 et les mesures de faible revenu de 2004*. Ottawa : Statistique Canada, Division de la statistique du revenu, avril 2006, p.23.

⁴⁶ FCBEM, *La situation financière des étudiants des collèges canadiens ; 3^e éditions*. Montréal : FCBEM, avril 2005, p.118.

⁴⁷ AFE, *Aide financière aux études – Statistiques ; Rapport 2003-2004*. Québec : MEQ, AFE, 2005, p.14.

⁴⁸ *Ibid.*, p.33.

⁴⁹ AFE, *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003, p.228.

⁵⁰ Règlement sur l'aide financière aux études, L.R.Q. c-A-13.3, r.2, art.29.

étudiantes, les dépenses moyennes des bénéficiaires de l'AFE au collégial pour les frais de scolarité et le matériel scolaire s'élèvent à 1 118\$⁵¹.

2.3.2 Les facteurs influençant l'accessibilité et la persévérance

Si les conditions socioéconomiques des étudiantes et des étudiants influencent leur capacité à poursuivre un projet d'études, il existe également un certain nombre de facteurs externes qui peuvent affecter la persévérance et l'accessibilité aux études post-secondaires. Dans la littérature sur le sujet, il est souvent question de facteurs comme le nombre d'heures travaillées, l'origine sociale, le niveau de scolarisation des parents ou encore les perceptions par rapport à l'éducation.

Selon les données recueillies en 1994 par Terrill et Ducharme, les notes obtenues au secondaire seraient le principal déterminant de la réussite au niveau collégial. Ces chercheurs mentionnent à cet effet que :

« Si on se base sur les coefficients de corrélation obtenus dans le cadre de ces différentes études (Terrill, 1986 ; Terrill 1988 ; Terrill 1990 ; Terrill 1992), on constate que les résultats scolaires antérieurs sont, et de loin, les meilleurs prédicteurs de la réussite et de la persévérance scolaire au collégial. Dans toute notre revue de littérature, nous n'avons pas trouvé d'autres types de variables ou de facteurs analysés par les chercheurs qui auraient révélés des corrélations aussi importantes. Ce constat est, entre autres, confirmé par les nombreuses recherches d'Astin aux Etats-Unis. »⁵²

L'étude de Terrill et Ducharme, bien qu'elle en vienne à reconnaître l'importance du facteur du rendement scolaire au collégial comme déterminant de la persévérance et de la réussite au collégial, s'est également attardée à bon nombre d'autres facteurs comme les aptitudes intellectuelles, la situation familiale, la disposition envers les études et la motivation, etc. La conclusion à laquelle les auteurs sont arrivés est que les facteurs en jeu sont multiples et qu'ils n'agissent jamais seuls. Ainsi, s'il est possible de déterminer les chances de réussite d'une étudiante ou d'un étudiant collégial à partir de son rendement scolaire au secondaire, il est fort probable que sa situation familiale, ses intérêts et sa personnalité ou encore ses aptitudes intellectuelles aient eux-mêmes influencé le rendement académique au secondaire.

En deuxième lieu, au sujet des facteurs influençant la persévérance aux études post-secondaires, le nombre d'heures travaillées parallèlement aux études a souvent été indiqué comme ayant un effet notable. En effet, plus une étudiante ou un étudiant travaille, moins il a de temps à consacrer à ses études, cela va de soi. Le CCAFE a recensé plusieurs études à ce sujet dans son document de consultation paru en mars 2003, qui affirmaient généralement qu'à partir de 15 heures travaillées par semaine, le rendement scolaire commençait à décliner⁵³. Le nombre d'heures travaillées peut également servir d'indicateur en ce qui concerne les difficultés financières que

⁵¹ AFE, *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003, p.90.

⁵² Ronald Terrill et Robert Ducharme, *Passage secondaire-collégial : Caractéristiques étudiantes et rendement scolaire*. Montréal : SRAM, 1994, p.34.

⁵³ CCAFE. *Vers une accessibilité financière à la réussite de son projet d'études ; Document de consultation*. Québec : CSE, CCAFE, mars 2003, p.53.

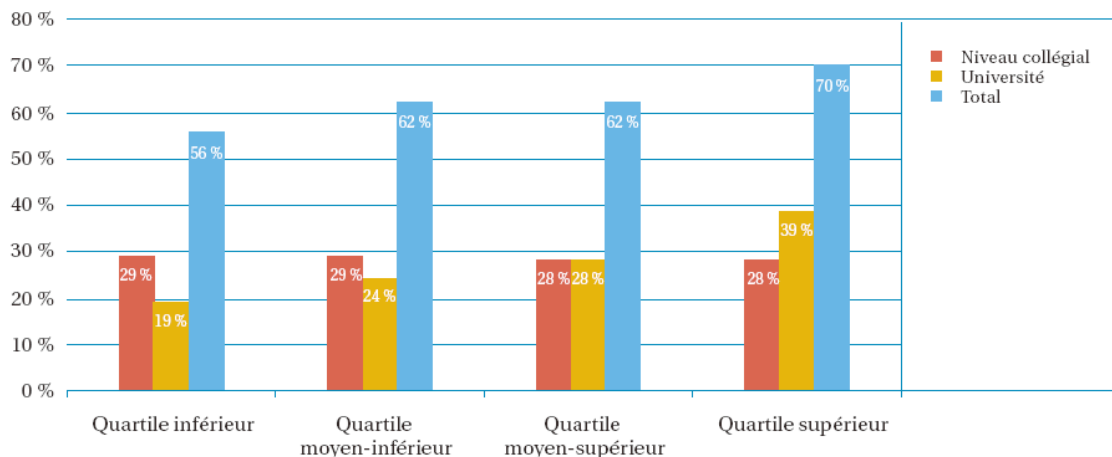
peut vivre une étudiante ou un étudiant. S'il cherche à travailler davantage, c'est souvent parce qu'il a à assumer des charges financières supplémentaires. Éventuellement, cette charge financière excessive peut engendrer le décrochage momentané ou définitif des études, l'abandon de cours ou bien l'échec de certains d'entre-eux. À ce sujet, Ricard affirme que « *le nombre d'heures travaillées influence négativement le nombre de cours suivis, qui est de 5,6 chez les étudiants qui travaillent moins de 5 heures par semaine et de 4,4 cours chez ceux qui travaillent plus de 40 heures* »⁵⁴. Dans le même ordre d'idées, la Fondation Canadienne des Bourses d'Études du Millénaire a déterminé, à partir de son enquête auprès des étudiantes et des étudiants collégiaux, que le manque d'argent pouvait engendrer une interruption des études chez 5% des étudiants, la réduction de la charge de cours chez 11% des étudiants et l'interruption et/ou réduction des études chez 13% des étudiants⁵⁵.

Un autre facteur qui a été régulièrement abordé dans l'étude des conditions d'accessibilité et de persévérance aux études est celui de l'origine socioéconomique des étudiantes et des étudiants, c'est-à-dire le niveau de revenu familial et le degré de scolarité des parents. Il est désolant d'observer qu'après avoir investi autant dans des mesures favorisant l'accessibilité, il existe toujours un fossé important dans le niveau de représentation des étudiantes et des étudiants provenant de différents niveaux socioéconomiques. À ce sujet, Statistique Canada et l'AFE ont récolté des données qui nous permettent de nous représenter la composition des effectifs étudiants en fonction des revenus des parents. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, la différence de participation aux études postsecondaires est significative entre des enfants dont les parents se situent dans le quartile de revenu inférieur, avec un taux de participation de 56%, et ceux qui se situent dans le quartile supérieur, avec un taux de participation de 70%.

⁵⁴ Philippe Ricard, *Les conditions socio-économiques des étudiants et des étudiantes des cégeps du Québec*. Montréal : Fédération des Cégeps, 1998, p.69.

⁵⁵ FCBEM, *La situation financière des étudiants des collèges canadiens ; 3^e éditions*. Montréal : FCBEM, avril 2005, p.64.

4. PROPORTION DE CANADIENS DE 18 A 21 ANS AYANT ACCÈS À UNE ÉDUCATION POSTSECONDAIRE PAR QUARTILE DE REVENU (EDTR 1998)⁵⁶



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*

Note : ^a Quartile inférieur = 33 000 \$ ou moins; moyen-inférieur = 33 000 \$ à 50 000 \$; moyen-supérieur = 50 000 \$ à 67 000 \$; quartile supérieur = 67 000 \$ ou plus. Tous les chiffres sont basés sur le revenu familial net, incluant les revenus des enfants.

Par contre, il est intéressant de constater que la différence entre les classes de revenu est pratiquement nulle pour ce qui est de la participation aux études collégiales. Ces données démontrent au moins que les collèges ont atteint leurs objectifs en ce qui concerne la capacité d'intégrer des jeunes issus de milieux différents et d'en arriver à une certaine mixité sociale. Si ces données en ce qui concerne la participation au niveau collégial sont encourageantes, il faut toutefois les mettre en perspective avec le niveau de persévérance aux études post-secondaires. À cet effet, l'étude de Ricard permet de démontrer l'impact des conditions socioéconomiques sur la réussite scolaire. Selon les données présentes dans le tableau ci-dessous, les jeunes issus de familles à faible revenu sont plus susceptibles d'accumuler les échecs durant leur parcours collégial.

5. PROPORTION DE PERSONNES AYANT ÉCHOUÉ AU MOINS UN COURS DANS LES SEGMENTS DE CLIENTÈLE ÉTUDIANTE DÉFINIS SELON LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES⁵⁷

Caractéristiques des segments (avec pourcentage d'échecs supérieur à la moyenne)	% de personnes ayant un ou des échecs dans le segment	% de l'ensemble des étudiants et des étudiantes
18 ans / fréquentes difficultés économiques / homme / revenu du père inférieur à 45 000\$	84,3%	2,2%
19-20 ans / femme / très souvent et toujours des difficultés économiques	79,5%	2,6%
21-22 ans / homme	78,7%	5,1%
19-20 ans / homme	67,0%	18,2%
19-20 ans / femme / parfois ou souvent des difficultés économiques	62,1%	8,1%
21-22 ans / femme	59,3%	6,1%
19-20 ans / femme / jamais et rarement des difficultés économiques / scolarité du père de niveau primaire, secondaire ou collégial	57,4%	7,6%
23 ans et plus / homme	56,8%	4,3%

⁵⁶ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.54.

⁵⁷ Philippe Ricard, *Les conditions socio-économiques des étudiants et des étudiantes des cégeps du Québec*. Montréal : Fédération des Cégeps, 1998, p.80.

De la même façon, il a été démontré que le niveau de scolarité des parents influait sur le parcours scolaire des étudiants. Cette influence a été remarquée notamment en ce qui concerne l'interruption des études postsecondaires, alors que 35,4% des étudiantes et des étudiants dont le père n'a qu'une scolarité primaire ont affirmé en 1997 avoir interrompu leurs études au moins une session, contre 15,6% pour ceux dont le père avait déjà obtenu un diplôme d'études collégiales.

6. INTERRUPTION DES ÉTUDES SELON LA SCOLARITÉ DU PÈRE⁵⁸

	Interruption des études depuis les études secondaires			
	Oui		Non	
	N	% (rang)	N	% (rang)
Scolarité du père				
Primaire	93	35,4%	170	64,6%
Secondaire	233	21,5%	853	78,5%
Collégial	84	15,6%	458	84,4%
Université	156	22,1%	549	77,9%
Total	566	21,8%	2030	78,2%

Enfin, dans la liste des facteurs influençant la persévérance et l'accessibilité, nous aborderons les questions liées aux problèmes financiers au cours des études. À ce sujet, les données recueillies nous permettent de connaître les perceptions des étudiants face aux difficultés économiques en les interrogeant sur des questions comme les privations au niveau des besoins primaires. Elles révèlent que 29% des étudiantes et des étudiants auraient manqué d'argent pour les vêtements, 21% pour les frais scolaires, 15% pour la nourriture, 13% pour l'automobile, autant pour le transport en commun, 10% pour les frais de santé et 8% pour payer le loyer⁵⁹.

Au niveau des frais de scolarité au collégial, il est intéressant de remarquer que près de 62% des étudiantes et des étudiants trouvent les frais scolaires au collégial trop élevés pour les services rendus, 31% les trouvent juste assez élevés, seulement 3% pas assez élevés et 5% ne le savent pas⁶⁰. Si les droits de scolarité universels à payer sont relativement faibles, il faut comprendre que les étudiantes et les étudiants doivent également déboursier pour leurs livres et matériel scolaire ainsi que pour d'autres dépenses à couvrir qui peuvent varier selon les programmes.

En ce qui concerne les raisons de ne pas poursuivre d'études post-secondaires, l'étude de Foley, citée par Usher et Junor nous en indique la proportion. Ces résultats ont été évalués en fonction de la scolarité du père chez des jeunes de 18 à 20 ans et indiquent que 22% des jeunes ne poursuivent pas leurs études pour des raisons financières chez ceux dont le père a moins qu'un secondaire complété, ils sont 24,9% pour ceux dont le père a complété son secondaire, 18,7% pour ceux dont le père a complété un diplôme d'étude collégiale ou l'équivalent et 25% pour ceux dont le père a une scolarité universitaire⁶¹.

⁵⁸ *Ibid.*, p.73.

⁵⁹ *Ibid.*, p.47.

⁶⁰ *Ibid.*, p.39.

⁶¹ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.95.

Du côté de l'AFE, on s'est plutôt interrogé sur les motifs d'interruption en milieu de parcours pour ceux qui ont entamé des études post-secondaires. L'enquête de 2003 révèle à ce propos que les problèmes financiers représentaient la cause principale d'interruption chez 22,3% des bénéficiaires de l'AFE et de 19,1% des non-bénéficiaires, comme l'indique le tableau suivant :

7. REPARTITION DES ETUDIANTS SELON LA RAISON PRINCIPALE DE L'INTERRUPTION PASSEE DU PROGRAMME D'ETUDES ET LE STATUT DE L'AIDE FINANCIERE AUX ETUDES⁶²

	Bénéficiaires (%)	Non-bénéficiaires (%)
Manque d'intérêt pour le programme d'études ou l'établissement d'enseignement	5,8	8,1
Difficulté du programme, insuffisance des résultats ou échec scolaire	3,3	5,3
Charge de travail trop lourde	2,5	3,2
Réorientation des études	9,1	7,8
Obligations professionnelles ou obtention d'un emploi	6,6	8,8
Obligations familiales	8,3	4,6
Problèmes de santé	12,4	12,0
Insuffisance des ressources financières	22,3	19,1
Besoin de vacances, de repos ou d'une pause, ou départ en voyage	11,6	7,4
Autres	8,3	13,4
NSP/NRP	-	1,4
Total	100,0	100,0

Au nombre des problèmes financiers qui freinent les projets d'études et l'accès aux institutions post-secondaires, rappelons comme nous l'avons déjà vu plus tôt que les questions de perception à l'égard de difficultés financières éventuelles sont également un facteur qui tend à bloquer l'accès aux études supérieures car les jeunes issus de milieux défavorisés tendent à sous-estimer les bénéfices des études et à en surestimer les coûts.

2.3.3 L'élasticité-prix de la demande en éducation post-secondaire

En lien avec des préoccupations d'accessibilité aux études post-secondaires, certains chercheurs se sont demandé s'il était possible d'établir un lien de cause à effet entre l'augmentation ou la baisse des droits et frais de scolarité exigés des étudiantes et des étudiants et la hausse ou la baisse des inscriptions dans les établissements d'éducation. Les économistes nomment cette interaction entre les prix et la demande d'un produit l'élasticité-prix de la demande.

Selon la loi de la demande, plus un bien est dispendieux, plus la demande pour ce bien diminue et inversement. Par contre, le lien de cause à effet entre le prix et la demande n'est pas le même pour tous les biens. Pour certains biens qui ne sont pas essentiels ou facilement substituables, l'élasticité-prix de la demande est très importante. À l'opposé, pour certains biens comme les médicaments, l'élasticité est pratiquement nulle, ce qui veut dire que les gens continueront à acheter les produits même si le prix montait en flèche parce que dans ce cas, il peut s'agir d'une question de vie ou de mort.

⁶² AFE, *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003, p.50.

Récemment, la Fondation Canadienne des Bourses du Millénaire s'est interrogée au sujet de l'élasticité-prix de la demande pour les études post-secondaires dans son étude sur les changements de politique relativement aux frais de scolarité. La conclusion à laquelle la FCBEM est arrivée suite à l'étude de changements de politiques au Canada (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, Colombie-Britannique), aux Etats-Unis (Massachusetts, Virginie, Californie), en Irlande, en Australie et en Angleterre, est que le niveau des inscriptions diminue généralement lorsqu'il y a augmentation des droits de scolarité et augmente lorsqu'il y a diminution du montant de ceux-ci.

8. RESUME DES POLITIQUES, DE L'INCIDENCE PREVUE SUR LES INSCRIPTIONS ET DE L'INCIDENCE REELLE SUR LES INSCRIPTIONS, PAR TERRITOIRE⁶³

TERRITOIRE	CHANGEMENT DE POLITIQUE	INCIDENCE PREVUE SUR LES INSCRIPTIONS	INCIDENCE REELLE
Irlande	Abolition	▲	▲
Québec	Gel	▲	–
Colombie-Britannique	Gel	▲	▲
Angleterre	Augmentation	▼	Lég. augmentation
Australie	Augmentation	▼	▲
Terre-Neuve-et-Labrador	Réduction	▲	Lég. augmentation
Manitoba	Réduction	▲	▲
Massachusetts	Réduction	▲	▲
Californie	Réduction	▲	▲
Virginie	Réduction	▲	▲

Bien évidemment, la situation attendue en fonction de l'hypothèse de base n'est pas toujours suivie comme c'est le cas avec l'Australie où l'augmentation des droits de scolarité n'a pas empêché une augmentation notable des inscriptions dans les universités du pays. Mais dans ce cas précis, il faut remarquer qu'au moment d'augmenter les droits de scolarité de façon importante, l'Australie a été le premier à adopter une politique de remboursement proportionnel au revenu⁶⁴. D'autres facteurs entrent également en ligne de compte, faisant en sorte que l'élasticité-prix de la demande, bien que généralement conforme aux principes économiques de base, demeure souvent très faible. Parmi ceux-ci, il y a par exemple les aléas des cycles économiques qui ont tendance faire diminuer l'attraction des études post-secondaires en période de prospérité et à l'accroître en période de récession, ou encore la bonne ou la mauvaise perception généralement admise véhiculée par la société par rapport à l'importance des études post-secondaires, qui également avoir un effet sur les inscriptions.

De son côté, Donald E. Heller, un chercheur dans le domaine des études post-secondaires, a également conclu qu'il existait bel et bien un lien de cause à effet entre les droits de scolarité et le niveau d'inscriptions. Dans un article paru en 1997 et basé sur l'analyse de dizaines d'études portant sur l'élasticité-prix de la demande en éducation post-secondaire depuis les années 1960 jusqu'au milieu des années 1990, Heller affirme ceci :

« Toutes les études décrites ici concordent sur un aspect : chacune a révélé une relation inversée entre les droits de scolarité et le nombre d'inscription. Les

⁶³ FCBEM, *Changement dans la politique relative aux frais de scolarité; Expériences naturelles effectuées dans cinq (5) pays*. Montréal : FCBEM, août 2004, p.53.

⁶⁴ *Ibid.*, pp.37-40.

proportions exactes peuvent avoir divergé, dépendamment de la méthodologie utilisée, la provenance des données, et le type d'étudiants ou d'institutions examinées. Par contre, la magnitude de l'effet est remarquablement similaire entre ces différentes études. À l'évidence, on peut conclure que d'une augmentation de l'ordre de 100\$ résulte une chute des inscriptions quelque part sur une échelle entre 0,50 à 1,00 point de pourcentage, une échelle cohérente avec les estimations de Leslie et Brinkman (1987). »⁶⁵ (Traduction libre)

Il faut donc être prudent avant d'appliquer les conclusions de l'étude de Heller, par contre, ces chiffres peuvent donner un bon indicateur de ce que pourrait causer un dégel des droits de scolarité à l'université par exemple. Le chercheur s'est également attardé aux réactions suscitées par l'augmentation et la diminution des bourses et des prêts ou la possibilité de participer à un programme d'alternance travail-étude. À ce sujet, Heller cite les conclusions de Moore, Studenmund et Slobko où ils affirment que :

« Les droits de scolarité et le niveau de bourses offerts affectent le niveau d'adhérents au régime d'aide financière aux études, par contre, les prêts et la possibilité d'alternance travail-étude n'ont pas d'impact significatifs. »⁶⁶ (Traduction libre)

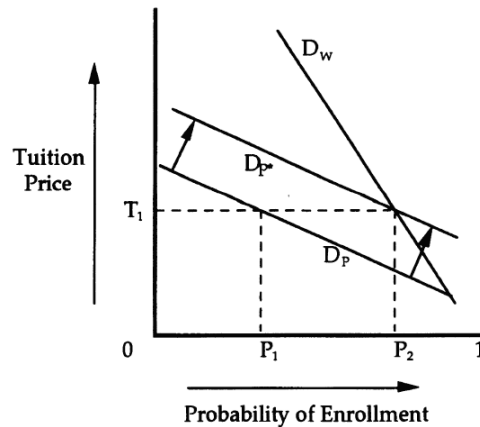
Enfin, Heller ajoute à sa théorie sur la sensibilité relative au prix dans la demande d'inscription aux études post-secondaires que l'élasticité-prix de la demande varie en fonction du revenu familial des étudiantes et des étudiants. À ce propos, il est expliqué que la plupart des études traitant de cette question confirment le fait que les étudiantes et les étudiants provenant des classes défavorisées sont beaucoup plus sensibles aux variations de tarifs que ceux provenant de milieux plus aisés. Cette situation peut être illustrée par le graphique suivant où la courbe D_w correspond à la courbe de demande des jeunes issus de milieux aisés et le courbe D_p correspond à celle des étudiantes et des étudiants provenant de milieux défavorisés. Selon l'auteur, l'augmentation des bourses pour les étudiants défavorisés (D_p^*), aurait l'effet d'une diminution des droits de scolarité puisque ces derniers seraient davantage influencés par les variations du niveau de bourses accessible.

Les travaux de Heller ne sont cependant pas explicites sur un point. En effet, si le niveau d'élasticité de la demande peut être évalué en fonction des variations de prix, cette élasticité n'est pas nécessairement linéaire. Ce qui veut dire en somme que même s'il y avait une diminution importante des coûts de l'éducation post-secondaire, il existe des limites à l'augmentation du niveau possible des inscriptions en raison de questions d'ordre démographiques et à la limite de la proportion des individus ayant les capacités intellectuelles leur permettant d'accéder aux études post-secondaires.

⁶⁵ Donald E. Heller, « Student Price Response in Higher Education: An Update to Leslie and Brinkman ». *The Journal of Higher Education*, Vol. 68, No. 6 (Nov.-Dec.), 1997, p.631.

⁶⁶ R. L. Moore, A. H. Studenmund et T. Slobko, « The effect of the financial aid package on the choice of a selective college ». *Economics of Educative Review*, No. 10 (4), 1991, p.311.

9. LA DEMANDE CHEZ LES ETUDIANTS DE MILIEUX RICHES ET DEFAVORISES AVEC LES EFFETS DE L'AIDE FINANCIERE AUX ETUDES⁶⁷



2.3.4 Conclusion

Pour conclure au sujet des facteurs influençant l'accessibilité et la persévérance aux études post-secondaires, il faut mentionner qu'il en existe sans doute d'autres qui auraient pu être abordés, par contre des motifs comme les problèmes de motivation, de santé ou encore le désir de voyager peuvent difficilement être qualifiés de barrière à l'accès et c'est par conséquent principalement sur les quelques unes détaillées que nous souhaitons nous concentrer. Junor et Usher soulignait à ce propos que :

« Les jeunes qui choisissent de ne pas s'y engager (dans les études post-secondaires) citent une foule de raisons, qu'on peut regrouper en trois catégories majeures. En ordre d'importance croissante, les trois types d'obstacles sont d'ordre pédagogique, financier et informationnel/motivationnel. »⁶⁸

Les obstacles pédagogiques représentent la capacité qu'ont les élèves d'être admis aux études post-secondaires à partir de leurs résultats scolaires. Les obstacles financiers peuvent être compris autant dans le sens du coût d'opportunité des études post-secondaires, c'est-à-dire ce à quoi l'individu doit renoncer lorsqu'il décide d'étudier plutôt que de travailler, que dans les situations qui font en sorte que l'étudiante ou l'étudiant peine à payer ses frais de scolarité et de subsistance. Le refus d'une personne de prendre le risque de s'endetter pour poursuivre des études avancées peut également constituer un obstacle. Finalement, les obstacles informationnels et motivationnels peuvent être définis comme étant les barrières psychologiques qui font en sorte que l'individu surestime les coûts et sous-estime les bénéfices des études post-secondaires, comme nous l'avons observé plus tôt, ou encore comme étant issus de la volonté de poursuivre un choix de carrière qui ne correspond pas aux études post-secondaires (secondaire professionnel, accès direct au marché du travail, etc.). Évidemment, à travers tous ces obstacles, il en existe bon

⁶⁷ Donald E. Heller, « Student Price Response in Higher Education: An Update to Leslie and Brinkman ». *The Journal of Higher Education*, Vol. 68, No. 6 (Nov.-Dec.), 1997, p.641.

⁶⁸ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.91.

nombre qui ne peuvent être réglés qu'à partir d'un jeune âge, qu'il s'agisse de mieux informer les jeunes du secondaire sur les avantages de poursuivre des études postsecondaires et des mesures d'accessibilité en place ou encore de mieux préparer ces élèves pour qu'ils aient tous les outils nécessaires pour atteindre le cégep et l'université.

Si nous tentons de répondre aux questions posées plus tôt, à savoir si le réseau collégial est véritablement accessible, il n'y a pas de réponse absolue possible, comme nous l'indiquent les travaux ayant porté sur l'élasticité-prix de la demande en éducation post-secondaire. Le fait de maintenir une certaine forme de gratuité, un gel des frais ou encore un dégel des frais de scolarité n'est pas garant en soit d'une réaction uniforme de la part des étudiantes et des étudiants. Certains diront qu'il n'est pas possible de comparer la réaction aux prix en éducation comme on peut le faire pour un autre type de bien puisque l'éducation n'est pas une marchandise. Par contre, certaines données confirment le fait qu'il existe une règle générale qui prévaut également au niveau de l'éducation post-secondaire en ce qui a trait à l'élasticité-prix de la demande. Ainsi, si une éventuelle augmentation des droits de toute autre nature ou l'implantation de droits de scolarité au collégial n'affectaient pas directement l'importance des effectifs, il serait important de se poser la question à savoir si la composition de ces effectifs est toujours aussi représentative de l'ensemble des milieux socioéconomiques. Nous l'avons vu, les obstacles financiers sont encore nombreux et les enjeux reliés aux frais de scolarité et à la forme que peut prendre le régime d'aide financière aux études devront assurément faire parti des éléments pris en compte pour améliorer l'accessibilité aux études post-secondaires.

2.4 Le rendement du diplôme

Nombreuses sont les études qui ont tenté de définir les bénéfices apportés par l'éducation post-secondaire, qu'il s'agisse d'avantages procurés au niveau individuel ou au niveau de la société. Nous ferons donc une courte revue de l'abondante littérature et des arguments généralement admis concernant le rôle positif de l'enseignement post-secondaire pour l'individu, dans un premier temps, et pour la société ensuite. Dans les deux cas, il sera question à la fois des arguments d'ordre économique et de ceux d'ordre sociologique.

2.4.1 Le rendement du diplôme pour l'individu

Tout d'abord, en ce qui concerne les bénéfices individuels qui peuvent être retirés par la diplomation, les éléments qui sont généralement avancés et qui ont pu être quantifiés à partir de plusieurs études différentes sont ceux qui se rapportent à la santé et aux habitudes de vie, à la délinquance, à l'implication sociale, à l'amélioration du contexte social des enfants et à la participation à des activités de formation continue.

Bénéfices d'ordre individuel – Le point de vu sociologique

Par rapport aux bénéfices rapportés au sujet de la santé des individus en lien avec la scolarité, l'OCDE rapportait que des personnes plus instruites ont généralement de meilleures habitudes de

vie et d'hygiène, qu'ils ont tendance à moins fumer et à faire davantage d'exercice⁶⁹. Si certains de ces bénéfices peuvent être attribués à l'origine sociale, généralement plus favorable chez les individus fréquentant les établissements d'enseignement post-secondaire, Kenkel rapporte que « *l'instruction a un effet sur la santé indépendamment du revenu, de la race, de l'origine sociale et d'autres facteurs* »⁷⁰. Ce phénomène serait dû notamment au fait que les individus ayant un haut niveau de scolarité sont plus attentifs aux informations concernant de saines habitudes nutritives et aux problèmes reliés à l'alcool et aux drogues. Junor et Usher, dans leur étude de 2004⁷¹, rapportent également le rôle positif que joue l'éducation pour la santé des individus, en citant notamment une étude de Santé Canada qui aurait démontré que « *les personnes plus scolarisées passent moins de temps dans les hôpitaux, qu'elles sont plus aptes à composer avec les déficiences et les limites physiques, et plus souvent enclines à déclarer qu'elles sont en bonne santé* »⁷². Junor et Usher soulignent également le fait que si le rôle de l'éducation dans l'amélioration générale de la santé est particulièrement mis en évidence dans les études américaines, puisqu'il n'y existe pas de système de santé publique gratuit, au Canada, les individus ayant un niveau de scolarité plus élevé seraient plus susceptibles d'avoir recours à des services de santé complémentaires (massothérapeutes, chiropraticiens, naturopathes, etc.) ; services qui ne sont pas compris dans la couverture de l'assurance maladie⁷³.

Concernant la délinquance, la plupart des études sur le sujet rapportent des données en ce qui a trait à la surreprésentation dans les prisons des personnes ayant une scolarité inférieure au diplôme d'études secondaires comparativement à ceux ayant un diplôme universitaire. À ce propos, Junor et Usher rapportent ceci :

« *Selon les statistiques, les personnes qui ne sont pas allées plus loin que le secondaire représentent 34% de la population, mais elles comptent pour 75% de la population incarcérée dans les prisons fédérales et pour plus de 70% dans les prisons provinciales.* »⁷⁴

Ces auteurs se veulent toutefois nuancés et citent une étude de Sturm⁷⁵ qui a permis d'observer que lorsque l'on isole les crimes liés au profit, les taux de criminalité sont relativement semblables indépendamment du niveau de scolarité. Les avantages que procure la poursuite d'études avancées par rapport à la délinquance seraient ainsi davantage la conséquence de l'amélioration des conditions économiques des individus. D'autre part, en plus de diminuer les risques de délinquance, les études supérieures auraient tendance à accroître l'appétit pour ce qui touche aux arts et à la culture. À cet effet, Bowen a remarqué que les diplômés du niveau collégial ont tendance à passer moins de temps devant la télévision, à être plus sélectifs dans le

⁶⁹ OCDE, *Du bien-être des nations ; Le rôle du capital humain et social*. Paris : OCDE, 2001, pp.36-39.

⁷⁰ Donald S. Kenkel, «Health Behavior, Health Knowledge, and Schooling ». *Journal of Political Economy*, Vol. 99(2), 1991, pp.287-305.

⁷¹ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004.

⁷² Santé Canada, *Rapport technique de l'Enquête promotion de la santé (1990)*. Ottawa : Ministère des Approvisionnement et Services du Canada, 1993.

⁷³ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.341.

⁷⁴ *Ibid.*, p.340.

⁷⁵ Pamela Sturm, *The Impact of West Virginia State College on the Kanawha Valley: A Case Study on the Benefits of Higher Education*. Institute : West Virginia State College, 1997.

choix des émissions regardées, à lire plus et à participer davantage à des activités culturelles et artistiques⁷⁶.

Pour ce qui est de l'implication sociale, une enquête de Statistique Canada révèle que les personnes qui ont poursuivi des études post-secondaires tendent à faire don de sommes plus élevées et à donner plus fréquemment, qu'elles consacrent plus de temps au bénévolat et qu'elles participent plus activement aux affaires publiques⁷⁷. L'OCDE a également souligné la corrélation entre le niveau d'études des individus et la participation dans la communauté dans son rapport portant sur le rôle du capital social et humain dans le bien-être des nations⁷⁸. Il y est fait référence notamment à une étude dirigée par Bynner qui signale qu'au Royaume-Uni, les diplômés de l'enseignement supérieur ont trois fois plus de chance d'être des membres actifs d'une organisation bénévole que les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires et environ deux fois plus que les personnes qui les ont achevées⁷⁹. Ce phénomène serait dû notamment au fait que les personnes poursuivant des études supérieures ont tendance à être plus ouvertes sur leur environnement et sur le monde et à développer des compétences d'organisation et des réseaux de contacts facilitant leur implication sociale.

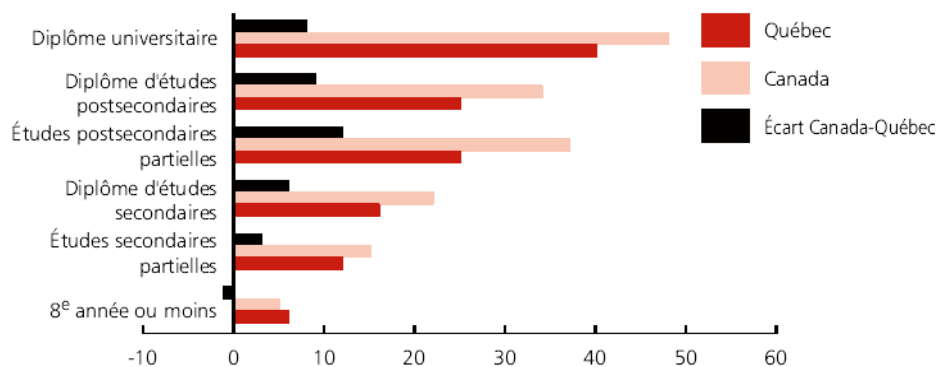
Enfin, mentionnons que le niveau de scolarité influe sur les activités de formation futures des individus ainsi que sur le niveau de scolarité atteint par leurs enfants. Dans le premier cas, le MELS, dans un rapport publié en 2004, mentionnait que les personnes possédant une formation universitaire sont surreprésentées dans les activités de formation continue par rapport à ceux qui n'ont pas poursuivi de formation post-secondaire, comme le démontre le graphique ci-dessous. Dans le même ordre d'idées, le rapport révèle qu'à l'intérieur des entreprises, le personnel de direction, les cadres et les employés de bureau ont plus souvent recours à des formations déboursées par l'entreprise que les cols-bleus. Rappelons à ce sujet que les activités de formation continue, tout comme celles la formation de base, ont généralement pour effet de relever la rémunération des individus. L'écart de revenu existant entre les diplômés du post-secondaire par rapport aux autres risque donc de s'accroître avec le temps. Pour ce qui est de la scolarité des enfants, il faut simplement se rappeler que le niveau de scolarité des parents est l'un des indicateurs des chances d'accéder aux études post-secondaires. Ainsi, plus le nombre de personnes accédant aux études post-secondaires pour la première génération est important, plus la génération suivante aura de chance d'accéder à celles-ci.

⁷⁶ Howard Bowen, *Investment in Learning: The Individual and Social Value of American Higher Education*. San Francisco : Jossey-Bass, 1977.

⁷⁷ Statistique Canada, *Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation*. Ottawa : Ministère de l'Industrie, 1998.

⁷⁸ OCDE, *Du bien-être des nations ; Le rôle du capital humain et social*. Paris : OCDE, 2001, pp.38-39.

⁷⁹ J. Bynner, S. MacIntosh, A. Vignoles, L. Dearden, H. Reed et J. van Reenen, *Wider Benefits of Learning Improving Adult Basic Skills : Benefits to the Individual and to Society*. Londres : Department for Education and Employment, London University Institute of Education, London School of Economics Center for Economic Performance et Institute for Fiscal Studies, 2001.

10. PARTICIPATION A DES ACTIVITES DE FORMATION CONTINUE SELON LE NIVEAU DE SCOLARITE⁸⁰

Sources : EEFA, compilations Statistique Canada et DRHC.

Bénéfices d'ordre individuel – Le point de vu économique

En ce qui a trait aux bénéfices individuels apportés par un niveau accru de scolarisation, l'approche économique nous permet d'étudier les retombées au niveau du revenu des individus ainsi que la propension à recourir au chômage et à l'aide sociale.

Tout d'abord, les chercheurs qui se sont penchés sur la question sont pratiquement unanimes : plus le degré de scolarité des individus est élevé, plus leurs revenus tendent à augmenter. Cette situation est vraie à l'échelle de la planète, avec certaines variantes selon les contextes nationaux. L'OCDE, dans une publication issue de la dernière rencontre des ministres de l'éducation de l'organisation et portant sur l'enseignement supérieur, a révélé le niveau de revenu des individus en fonction du niveau d'études pour l'ensemble des pays de l'OCDE, tel qu'indiqué dans le graphique ci-dessous. Pour le Canada, ces résultats montrent que le revenu d'un individu ayant complété une scolarité de niveau collégial technique (CITE 5B) est de 13% supérieur à une scolarité équivalant à un secondaire complété et de 61% pour ceux ayant complété des études de deuxième et troisième cycle universitaire⁸¹. Une étude de Krueger et Lindahl portant principalement sur la Suède mentionne également qu'une année supplémentaire d'étude se traduirait par une rémunération supérieure de 5% à 15% en moyenne pour les individus⁸². Pour leur part, Junor et Usher avancent qu'au niveau collégial, le taux de rendement privé, incluant le prix à payer pour l'éducation et les revenus additionnels qui seraient issus d'une plus grande scolarisation, s'élèveraient entre 15% et 28% pour les diplômés collégiaux et entre 16% et 20% chez les diplômés universitaires⁸³. Pour ce qui est des données universitaires, ces auteurs se basent sur une étude de Vaillancourt et Boudreau-Primeau⁸⁴, qui stipule que l'écart entre le rendement collégial et universitaire serait dû à l'effet des études de deuxième et de troisième

⁸⁰ Comité d'experts sur le financement de la formation continue, *Cap sur l'apprentissage tout au long de la vie ; Rapport du comité d'experts sur le financement de la formation continue*. Québec : MELS, 2004, p.42.

⁸¹ OCDE, *Regards sur l'éducation 2005*. Paris : OCDE, 2005, Tableau A.9.1a.

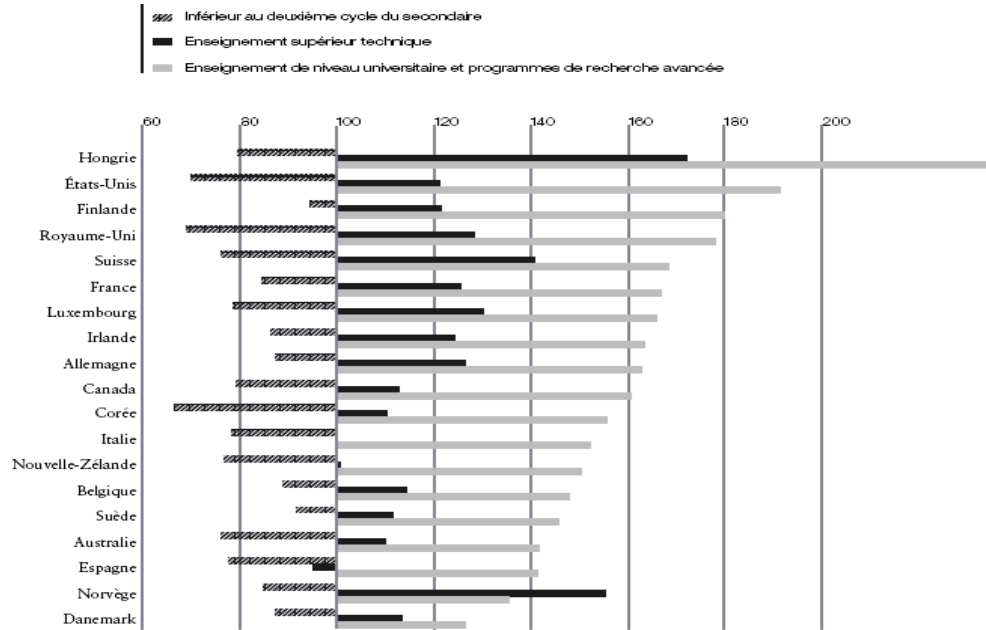
⁸² A. Krueger et M. Lindahl, « Education for Growth in Sweden and the World. Cambridge », *Swedish Economic Policy Review*, No. 6, 1999.

⁸³ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.338.

⁸⁴ François Vaillancourt et Sandrine Boudreau-Primeau, *The Returns to Education in Canada : 1990 and 1995*. Montréal : Université de Montréal, Centre de recherche et développement en économie (CRDE), 2001.

cycle universitaire, qui ont tendance à relever des taux de rendement privés plus bas en raison de la réduction de la période de travail au sein de la population active.

11. L'AVANTAGE SALARIAL PROCURE PAR LE NIVEAU DE FORMATION – REVENUS RELATIFS DE LA POPULATION AGÉE DE 25 À 64 ANS PERCEVANT DES REVENUS DU TRAVAIL (DEUXIÈME CYCLE DU SECONDAIRE = 100)⁸⁵



Source : OCDE, Regards sur l'éducation 2005, Table A9.1a.

Ensuite, concernant les conditions économiques des individus, l'un des bénéfices importants rattaché à la poursuite d'études post-secondaires est le faible taux de dépendance face à l'État. À ce sujet, la plupart des données confirment que plus le niveau de scolarité est élevé, moins les individus sont susceptibles de connaître de période de chômage. Le MELS, à partir des données du recensement de 2001, a mesuré que le taux de chômage pour un individu ayant moins de 9 ans de scolarité était de 15,6%, de 12,8% pour ceux ayant entre 9 et 11 ans de scolarité sans diplôme, de 7,9% pour ceux qui ont complété une 11^e année d'étude avec diplôme, 7,7% pour ceux ayant un diplôme d'études professionnelles, 6,6% pour ceux ayant complété un diplôme d'études collégiales, 4,6% pour les détenteurs d'un baccalauréat et 4,8% pour les individus ayant complété une maîtrise ou un doctorat. Le taux de chômage moyen à ce moment était de 8,2%⁸⁶.

2.4.2 Rendement pour la société

Nous venons de le voir, l'augmentation du niveau de scolarité général de la population a des effets bénéfiques qui affectent directement la vie des individus. Mais quels sont les bénéfices que peut en retirer la société dans son ensemble ? L'importance des efforts consacrés par les différents gouvernements au secteur de l'enseignement post-secondaire a fait l'objet d'un grand nombre d'études, tantôt pour mesurer l'impact sur la croissance économique, tantôt pour justifier

⁸⁵ OCDE, *Réunion des ministres de l'éducation de l'OCDE ; Enseignement supérieur : qualité, équité et efficience*. Athènes, les 27 et 28 juin 2006, Rapport de référence. Paris : OCDE, 2006, p.21.

⁸⁶ MELS, « La rentabilité du baccalauréat », *Bulletin statistique de l'éducation*, No. 32 (septembre 2005), p.8.

des politiques d'accessibilité comme le gel des frais de scolarité à l'université. Dans un premier temps, nous aborderons la question de la croissance économique et le rôle que peut y jouer l'éducation, particulièrement au niveau post-secondaire. Par la suite, nous traiterons des retombées des bénéfices individuels à l'échelle de la société.

Théories de la croissance et éducation

Depuis les années 1950, les économistes ont passablement modifié leurs modèles en ce qui concerne les facteurs de la croissance économique. C'est à partir de ce moment, notamment grâce aux travaux de Robert Solow, que l'on a commencé à comprendre l'importance du progrès technologique pour le maintien de la croissance économique. Solow avançait que tant qu'il y avait progrès technologique, la croissance pouvait se poursuivre⁸⁷. Par contre, à partir des années 1980, Paul Romer avance que le progrès technologique n'est pas dû uniquement à la chance, mais également à un effort de recherche et de développement soutenu, soit par des acteurs publics ou privés, notamment à partir de centres de recherche universitaire⁸⁸. Cette théorie moderne avance que la croissance peut être infinie, puisque que le capital de savoir échappe à la loi des rendements décroissants. Cette appellation représente le phénomène qui fait en sorte qu'à partir d'un certain point, la productivité marginale, mesure qui évalue l'augmentation des revenus issus de l'accroissement d'une unité supplémentaire d'un facteur de production, décroît à mesure que des ressources supplémentaires sont investies. De plus, si le savoir échappe à ce principe, cela serait dû au fait que le système compétitif actuel rendrait nécessaire d'innover constamment pour éviter de perdre l'avance prise par rapport à d'autres compétiteurs. D'autre part, le savoir s'accumulant constamment, de nouvelles innovations insoupçonnées finissent toujours par se rajouter aux autres et à engendrer de nouvelles possibilités de développement. C'est à partir de ce constat que la recherche concernant le développement de l'enseignement post-secondaire et la société du savoir a pu prendre son essor.

Concernant les bénéfices sociaux de l'éducation, l'OCDE avance dans un article paru en 2000 que le capital humain est le principal moteur de croissance économique des dernières décennies⁸⁹. À ce propos, une analyse des bilans économiques de différents pays membres et non-membres de l'OCDE a permis de constater le lien existant entre le niveau de scolarité et la croissance du PIB par habitant. L'organisation avance qu'à long terme, une année supplémentaire de scolarité dans l'ensemble de la société peut voir un impact positif permettant d'accroître de 6% en moyenne le PIB d'un pays⁹⁰. Évidemment, des facteurs conjoncturels peuvent avoir pour effet de réduire les bénéfices engendrés, mais lorsque l'on observe la situation dans plusieurs pays, telle que présentée dans le tableau suivant, la corrélation entre scolarité et niveau de vie est une constante à l'échelle internationale.

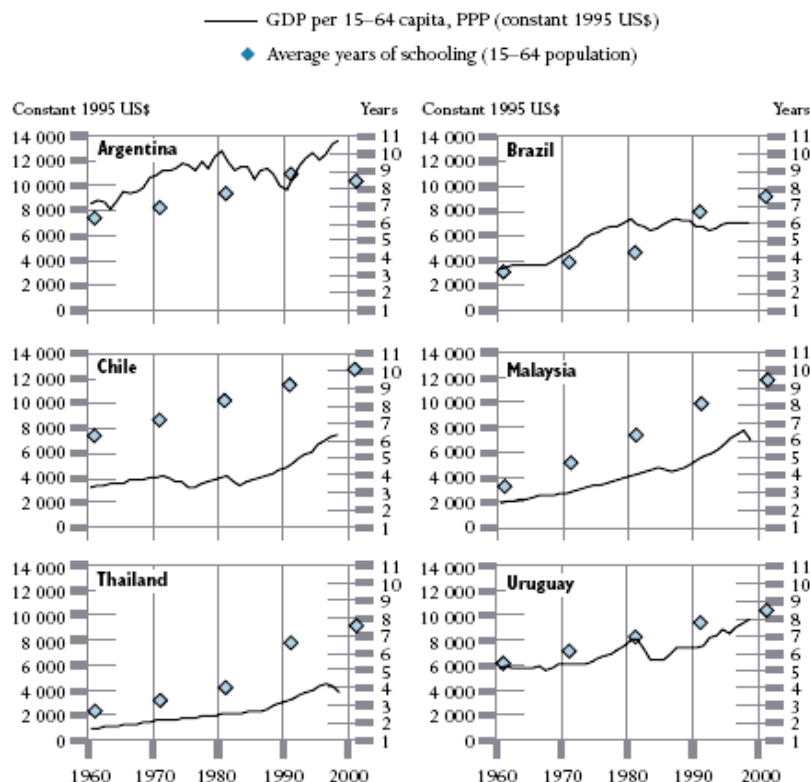
⁸⁷ Robert M. Solow. 1956. « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, pp.65-94.

⁸⁸ Cité dans : Michael Parkin et Robin Bade, *Introduction à la macroéconomie moderne – 3^e édition*. Montréal : Éditions du Renouveau Pédagogique inc., 2005, p.397.

⁸⁹ OCDE. 2000. « Links Between Policy and Growth : Cross-Country Evidence », *Perspectives Économiques de l'OCDE*, No. 68, Decembre 2000.

⁹⁰ OCDE, *Financing Education – Investments and Returns*. Paris : OCDE, 2002, p.22.

12. TENDANCES EN NOMBRE D'ANNEES MOYENNES DE SCOLARITE ET PIB PER CAPITA POUR LA POPULATION AGE ENTRE 15 ET 64 ANS – 1960 A 2000⁹¹



Note: For country-specific notes, please refer to Table 5 in Annex A4.

Sources: World Bank, 2000; Cohen and Soto, 2001.

Du bénéfice de l'éducation pour les individus aux bénéfices pour la société

Nous le mentionnions plus tôt, une éducation plus avancée permet généralement aux individus d'accroître leurs revenus, de réduire la durée et la fréquence des épisodes de chômage et d'améliorer leur état de santé général. Il faut également souligner le fait qu'une plus grande participation citoyenne, tant au niveau politique que communautaire, tend à favoriser la cohésion sociale et à renforcer la démocratie. Ceci étant dit, plusieurs chercheurs ont tenté de déterminer le taux de rendement privé et public que peut engendrer une participation à des études post-secondaires.

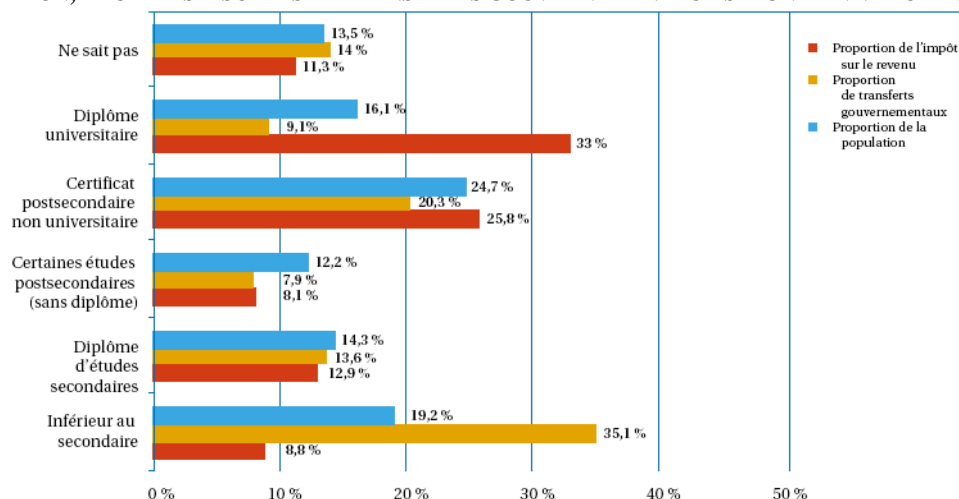
Parmi les études sur le sujet, Junor et Usher ont relevé les proportions de revenus fiscaux en provenance des particuliers ainsi que la proportion des transferts gouvernementaux en fonction de leur niveau de scolarité. Ils ont ainsi démontré que, bien qu'ils ne représentent pas plus de 15% de la population, les diplômés universitaires ont payé 35% de l'impôt sur le revenu et n'ont reçu que 8% des transferts gouvernementaux en prestation de chômage, allocations familiales et autres⁹². À l'inverse, les personnes n'ayant pas terminé leur secondaire, soit environ 20% de la

⁹¹ *Ibid.*, p.26.

⁹² Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.336.

population, ont versé un peu plus de 9% de l'impôt sur le revenu et reçu plus de 40% des transferts gouvernementaux⁹³. Les auteurs déclarent de la même façon qu'il « *n'est pas exagéré d'affirmer que l'État providence, tel qu'il existe actuellement au Canada, ne pourrait fonctionner sans les recettes fiscales nettes des diplômés du niveau post-secondaire* »⁹⁴.

13. POPULATION, RECETTES FISCALES ET TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ⁹⁵



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 2002

Dans le même ordre d'idée, le MELS a révélé, dans un article basé sur les données du recensement de 2001, que le montant des taxes et impôts prélevé chez les individus au cours de leur vie active atteignait en moyenne 327 533\$ pour ceux ne possédant pas de diplôme et dont la scolarité variait entre une 9^e et 11^e année, qu'il était de 380 293\$ pour ceux ayant un diplôme d'études secondaires, de 468 570\$ pour un diplôme d'études collégiales et de 1 049 109\$ pour les individus ayant complété au minimum un baccalauréat⁹⁶. Ainsi, en prenant principalement en compte les facteurs comme le revenu, les taxes et les impôts perçus, les paiements de transferts du gouvernement aux individus ainsi que les coûts assumés par les gouvernements dans l'éducation, l'étude du MELS chiffrait le taux de rendement public, pour une personne qui passerait d'un niveau de scolarité équivalent au diplôme d'études secondaires à un baccalauréat, à 10,9% et le taux de rendement privé à 10,5%⁹⁷. Il existe donc un équilibre à l'heure actuelle entre la rentabilité publique et privée qui est légèrement à l'avantage des gouvernements.

14. REVENUS DES INDIVIDUS ET RECETTES FISCALES PERÇUES EN FONCTIONS DU NIVEAU DE SCOLARITÉ⁹⁸

Plus haut niveau de scolarité atteint	Revenus individuels	Recettes fiscales perçues
De la 9 ^e à la 11 ^e année sans diplôme d'études secondaires	1 078 755\$	327 533\$
Diplôme d'études secondaires	1 186 700\$	380 293\$
Diplôme d'études collégiales	1 363 777\$	468 570\$
Études universitaires avec un baccalauréat	2 158 272\$	1 049 109\$

⁹³ *Idem.*

⁹⁴ *Idem.*

⁹⁵ *Ibid.*, p.337.

⁹⁶ MELS, « La rentabilité du baccalauréat », *Bulletin statistique de l'éducation*, No 32 (septembre 2005), p.2.

⁹⁷ *Ibid.*, p.6.

⁹⁸ *Ibid.*

3. L'ÉVOLUTION DU FINANCEMENT ÉTUDIANT AU COLLÉGIAL

Comme nous le mentionnions plus tôt, si nous avons abordé la question de l'accessibilité, c'est que ce principe sous-tend la politique actuelle de gratuité au collégial. Il a également été question dans le chapitre précédent du fait que le concept de gratuité, dans sa forme actuelle, a régulièrement été contesté, particulièrement de la part des étudiantes et des étudiants. Afin d'y voir plus clair et de mieux comprendre les droits et frais présents au collégial, nous allons dans un premier temps établir la nomenclature lexicale de ces droits et frais, puis nous dresserons un portrait de leur évolution dans le temps.

3.1 Définition des différents types de droits et frais

Vers la fin des années 1990, la FECQ avait mené une campagne agressive pour le retrait de certains droits et frais et le respect intégral du principe de gratuité scolaire au niveau collégial. À un certain moment dans les négociations qui avaient cours entre les représentantes et les représentants de la FECQ, la Fédération des Cégeps et le ministère de l'Éducation, on s'est aperçu qu'il existait un problème important de compréhension entre les acteurs de chacune des organisations, principalement dû au fait que chacun avait sa propre façon de nommer les droits et frais exigés aux étudiantes et aux étudiants collégiaux. Évidemment, il s'agissait d'un problème relativement secondaire, voire d'ordre très technique. Par contre, cela avait une incidence directe à la fois sur les négociations en cours et sur les pratiques ayant cours dans les cégeps. Par exemple, il a été noté à plusieurs reprises que lorsqu'un frais était aboli, suite aux pressions des étudiantes et des étudiants, il réapparaissait sous une nouvelle dénomination, d'où l'appellation de « frais champignon » utilisée alors par la FECQ et d'où l'importance de s'entendre sur un lexique commun. C'est dans cette optique qu'a été créé à l'époque le comité mixte concernant les droits et frais exigés des étudiantes et des étudiants collégiaux, composé de la Fédération des Cégeps et de la FECQ. C'est à partir du rapport qui a été produit en 2001 par ce comité⁹⁹ et du document rédigé suite aux négociations entre le MEQ, la Fédération des Cégeps et de la FECQ¹⁰⁰ que nous exposerons ici un inventaire des différents droits et frais existants avec une définition pour chacun.

3.1.1 Les droits et les frais

À la base, la distinction entre les termes « droits » et « frais » a longtemps été confuse et les différentes actrices et les différents acteurs les employaient à des fins diverses. Ainsi, la FECQ avait l'habitude de se référer davantage au terme « frais » lorsqu'il était question de droits de toute autre nature ou de droits afférents. On parlait alors de frais TAN, ou frais champignons, et de frais afférents¹⁰¹. L'emploi de ce terme aurait eu l'effet d'apparaître plus menaçant à l'égard

⁹⁹ Véronique Raymond, *Rapport sur les charges financières assumées par les étudiants et les étudiants au collégial*. Montréal : FECQ et Fédération des Cégeps, avril 2001.

¹⁰⁰ MEQ, *Document d'encadrement sur les droits prescrits en vertu de l'article 24.5 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*. Québec : MEQ, direction des affaires universitaires et collégiales, décembre 2002.

¹⁰¹ Voir : FECQ, *Frais champignons du collégial : compilation, analyse et revendications*. Montréal : FECQ, 1999.

du principe de gratuité. À l'opposé, le terme « droits » apparaissait comme plus légitime et rendait l'application de charges exigées aux étudiants plus facile.

À partir du rapport du comité conjoint FECQ-Fédération des Cégeps, une distinction a été établie entre les deux termes. Pour ce qui est des « droits », ils désignent désormais les charges financières assumées obligatoirement par les étudiantes et les étudiants et qui doivent être prescrites par règlement approuvé par le ministre, pour que les collèges puissent les percevoir. Ces droits sont désignés comme étant universels lorsque l'ensemble des étudiantes et des étudiants doivent payer, tels que les droits d'inscription, et non-universels lorsqu'ils ne s'appliquent qu'à une catégorie d'étudiantes et d'étudiants, tels que les droits de scolarité pour étudiants à temps partiel. D'autre part, les « frais » désignent à présent toute charge financière qui ne fait pas obligatoirement l'objet d'une réglementation.

3.1.2 Les droits d'inscription

Les droits d'inscriptions sont chargés à chaque session et sont plafonnés par le ministre à 20\$ par session pour les étudiantes et les étudiants à temps plein et à 5\$ par cours pour celles et ceux qui sont à temps partiel. Ces droits sont reliés aux gestes allant de la demande de l'étudiante ou de l'étudiant à suivre un cours ou des cours du programme d'étude dans lequel il a été admis jusqu'à la production de son bulletin ou relevé de notes officiel. Le paiement de ces droits correspond aux services suivant : l'annulation de cours dans les délais prescrits, l'attestation de fréquentation requise par une loi, l'attestation de fréquentation requise pour une démarche d'admission dans un établissement d'enseignement supérieur, le bulletin ou relevé de note (1^{ère} copie), les tests de classement lorsque requis par un programme, l'émission d'une commandite, les modifications de choix de cours ou d'horaire pour des raisons déterminées par règlement, les reçus officiels pour fins d'impôt et la révision de note. D'autre part, certaines charges relatives aux droits d'inscriptions ne sont pas plafonnées. Celles-ci correspondent aux éléments suivants : l'établissement des équivalences, des dispenses et des substitutions, la reconnaissance des acquis aux fins d'inscription, les pénalités pour retard d'inscription à des cours hors programme, l'inscription à certains cours optionnels ; l'inscription à des stages optionnels, notamment dans les programmes d'alternance travail-études et l'inscription à un programme optionnel (éducation internationale, alternance travail-études et sport-études).

3.1.3 Les droits d'admission

Comme les droits d'inscription, les droits d'admission sont dits universels. La différence avec ceux-ci est que les droits d'admissions ne sont assumés qu'une seule fois, au moment où l'étudiante ou l'étudiant est admis dans son programme d'étude. Ce droit est plafonné à 30\$ par programme et sert à défrayer les coûts d'ouverture du dossier de l'étudiante ou de l'étudiant et son analyse. Ce droit réfère à l'acceptation d'une étudiante ou d'un étudiant dans un programme et comprend les services d'ouverture du dossier, de changement de programme, de changement de profil et de changement de voie de sortie. Il existe des cas où des droits d'admission ne sont pas plafonnés, soit lorsqu'il s'agit de : l'analyse de dossiers d'étudiantes étrangères et d'étudiants étrangers lors de l'admission, de reconnaissance des acquis aux fins d'admission, d'auditions, tests et examens physiques pré-admission, de tests d'évaluation de connaissance de la langue

d'enseignement ou de pénalités pour retard à l'admission. Les droits d'admissions sont perçus par les cégeps pour être ensuite remis aux services régionaux d'admission.

3.1.4 Les droits afférents

Selon le rapport de 2001 portant sur les charges assumées par les étudiantes et les étudiants au collégial, l'appellation « droits afférents » serait apparue avec la modification de l'article 24.06 de la loi sur les cégeps en 1993. Ces droits s'appliquent à des services utiles ou nécessaires à l'ensemble de la population étudiante d'un établissement, mais qui ne concernent pas la prestation de cours ou la tenue d'activités pédagogiques obligatoires. Ces services comprennent : l'accueil dans les programmes, la carte étudiante, le guide étudiant, l'aide à l'apprentissage, le dépannage obligatoire en langue, le dépannage obligatoire en lien avec les cours offerts, les services d'orientation, l'information scolaire professionnelle, les documents pédagogiques remis à tous les élèves dans le cadre d'un cours (le plus souvent, ce sont des notes de cours distribuées par la professeure ou le professeur) et les avances de fonds. Les services compris dans cette liste sont plafonnés par le ministre à 25\$ par session pour les étudiantes et les étudiants à temps plein et 6\$ par cours pour les étudiantes et les étudiants à temps partiel. Tout ce qui concerne les coûts de remplacement de la carte d'identité étudiante et les coûts reliés au remplacement de documents de la bibliothèque endommagés ou perdus est considéré comme des droits afférents non-plafonnés.

3.1.5 Les droits de toute autre nature

Les droits de toute autre nature sont apparus en 1997 avec la modification de l'article 24.5 de la loi sur les cégeps. L'une des conséquences de ce changement réglementaire fut de modifier la catégorie de « droits afférents de même nature » qui était plafonnée à 55\$ par session, pour la scinder en deux catégories distinctes, les « droits afférents » qui sont plafonnés à 25\$ par session et les « droits de toute autre nature » dont les montants varient actuellement entre 30\$ et 109\$ par session. Cette nouvelle catégorie de droits a rapidement causé une levée de bouclier puisqu'elle ouvrait la porte à toute une panoplie de frais plus ou moins justifiés sinon par un sous-financement chronique du réseau collégial et dont l'approbation par le ministre, bien que requise par la loi, constituait trop souvent une formalité. La FECQ baptisa ces droits « frais champignon » à cause de leur propension à se multiplier, à apparaître et disparaître très rapidement. On s'assura alors que ces droits ne puissent s'appliquer à des services couverts par le mode d'allocation des cégeps, comme les casiers, la bibliothèque, le matériel de laboratoire, etc. Ces droits couvrent ainsi un ensemble de services périphériques et non-essentiels à la poursuite des études, mais qui profitent à toutes les étudiantes et tous les étudiants, ce qui justifie leur application généralisée. Voici ce qu'on peut retrouver parmi les services compris dans ces droits : l'accueil de masse, les activités communautaires éducatives, les activités socioculturelles, les activités sportives, l'encadrement pour l'aide financière, les assurances collectives, le placement et l'insertion au marché du travail, les services de santé et les services psychosociaux. Ces droits peuvent également comprendre des pénalités exigées à certaines catégories d'étudiantes et d'étudiants pour des services comme les pénalités pour chèques sans provision.

3.1.6 *Les frais pour services tarifés*

C'est au niveau des frais que les définitions sont le plus ambiguës. Chaque établissement possède ses propres appellations pour ces frais qui évoluent selon la dynamique interne propre à chaque cégep. Ce sont également les plus difficiles à identifier, puisqu'il n'est pas obligatoire de les délimiter dans les règlements internes de chacun des cégeps. Parmi ceux qui l'ont fait, certains cégeps peuvent décrire jusqu'à 71 objets différents dans leurs règlements portant sur les droits et frais. Concrètement, il s'agit de services variés qu'offre le cégep à toute sa population étudiante, qui est donc libre de choisir de s'en prévaloir ou pas. Ces frais sont donc de nature utilisateur-payeur ou ticket-moderateur et regroupent des services comme la location d'espace de rangement additionnel ou encore les photocopies supplémentaires de documents officiels comme les bulletins, diplômes et attestation de fréquentation scolaire. Les tarifs pour ces services sont fixés par les collèges et ne nécessitent pas l'approbation du ministre. Ils peuvent en conséquence représenter des frais beaucoup plus importants que le coût engendré par leur utilisation. On parle alors de ticket-moderateur visant à restreindre l'utilisation du service ou encore à récolter un certain profit permettant d'améliorer les services offerts dans le cégep.

3.1.7 *Les frais pour services en vente libre*

Le dernier type de frais s'applique également pour des biens et services de type utilisateur-payeur ou ticket-moderateur et s'appliquent à des services qui peuvent souvent se retrouver à l'extérieur du campus. On compte parmi ce type de frais ceux de stationnement, d'abonnement au gymnase ou à d'autres activités sportives et socioculturelles, le prix du loyer pour des résidences étudiantes administrées par le collège ou encore les repas de cafétéria. Les frais pour services en vente libre ne nécessitent pas non plus l'approbation du ministre et n'ont pas besoin de se retrouver dans les règlements internes des cégeps.

3.2 **Évolution dans le temps des frais assumés par les étudiantes et les étudiants**

Le réseau collégial faisant partie de l'enseignement post-secondaire, les établissements collégiaux ont toujours conservé une certaine autonomie les uns par rapport aux autres, mais à un degré moindre que pour les universités. Pour cette raison, il est difficile de retracer avec exactitude l'évolution de l'ensemble des droits et frais au niveau collégial. Comme nous l'avons vu plus tôt, c'est l'article 24 de la loi sur les cégeps qui régit l'application de droits et frais au collégial, article qui a été modifié à quelques reprises avec le temps. C'est à partir de 1993 que la loi sur les cégeps est modifiée de façon à permettre aux établissements d'exiger des droits d'admission et d'inscription.¹⁰² Par la suite, des modifications sont apportées à nouveau en 1997, ce qui a pour effet de permettre la prescription de droits universels de toute autre nature¹⁰³. Les droits spéciaux ont été introduits en 1993, mais comprenaient ce qui est aujourd'hui considéré comme étant des

¹⁰² Véronique Raymond, *Rapport sur les charges financières assumées par les étudiants et les étudiantes au collégial*. Montréal : FECQ et Fédération des Cégeps, avril 2001, p.117. p.30.

¹⁰³ *Idem*.

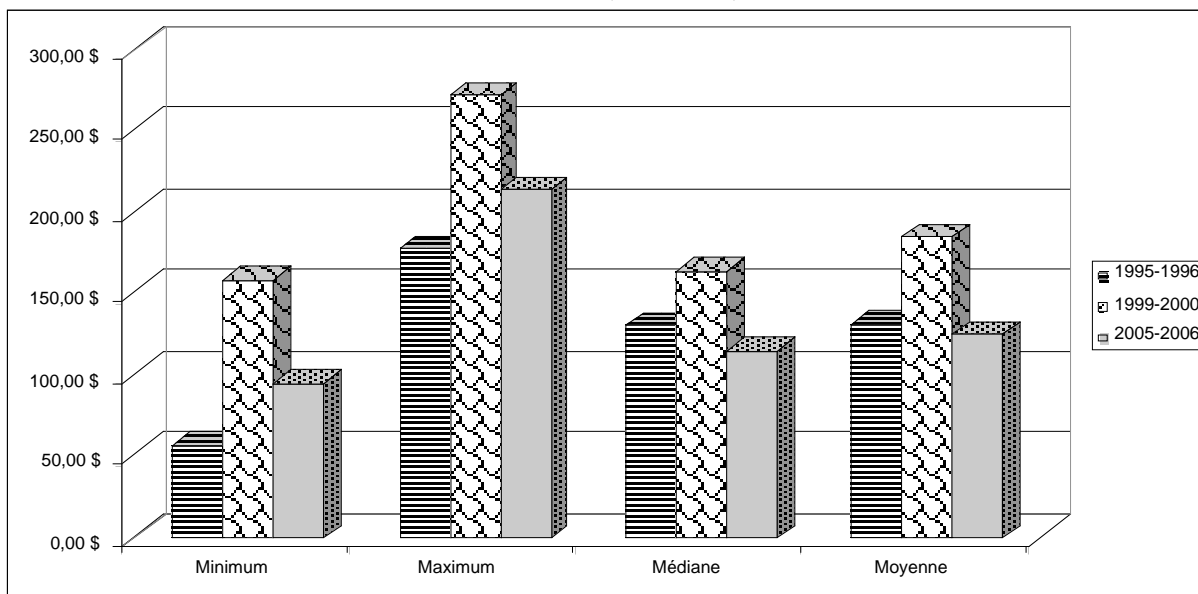
droits afférents. Ce n'est qu'en 1998 qu'ils ont pris la forme de ce qui a été baptisé « taxe à l'échec » par le mouvement étudiant. Ils ont par la suite été abolis en 2001.

Ceci étant dit, il demeure difficile de quantifier les droits et frais exigibles, particulièrement au niveau des frais pour services tarifés et en vente libre, puisqu'ils n'ont pas à être soumis à l'approbation du ministre. Il existe toutefois un certain nombre d'études qui peuvent nous y aider. Parmi celles-ci, le rapport du comité mixte de la Fédération des Cégeps et de la FECQ est sans doute le plus éclairant dans le cas qui nous intéresse. Ainsi, une analyse quantitative et qualitative des différents frais exigés a pu être effectuée à partir d'un questionnaire rempli par la plupart des collèges. Ce questionnaire a permis d'avoir une idée plus juste des types frais établis dans chacun des cégeps et leur montant. Voici donc les résultats qui ont été révélés à l'époque et qui ont pu être mis à jour depuis.

3.2.1 Les frais universels

Dans le rapport du comité mixte de 2001, les données ont permis de démontrer que les droits universels, comprenant les droits d'inscription, les droits d'admission, les droits afférents et les droits de toute autre nature, ont connu une explosion à partir de 1997, soit l'année où avait eu lieu la dernière modification législative qui avait permis l'apparition d'une nouvelle classe de droits non plafonnés par le ministre. Dans certains cas, les droits avaient alors plus que triplé sur une période allant de 1995 à 2000. Par la suite, les montants exigés s'étaient généralement stabilisés à partir de 1998 et on même commencé à baisser. Si l'on tient compte de la tendance à long terme, tel qu'indiqué sur le tableau suivant, on remarque que la moyenne des droits universels a diminué de 4,4% entre 1995 et 2005 en tenant compte de l'inflation. La moyenne des droits universels exigés est ainsi passée de 131,08\$ en 1995 à 162,96\$ en 2005.

15. ÉVOLUTION DES DROITS UNIVERSELS EXIGÉS DES ÉTUDIANTS COLLÉGIAUX DE 1995 À 2005 EN DOLLARS CONSTANT (1995 = 100)



Source : MELS, Enseignement supérieur, Direction des affaires étudiantes¹⁰⁴ ; Statistique Canada¹⁰⁵.

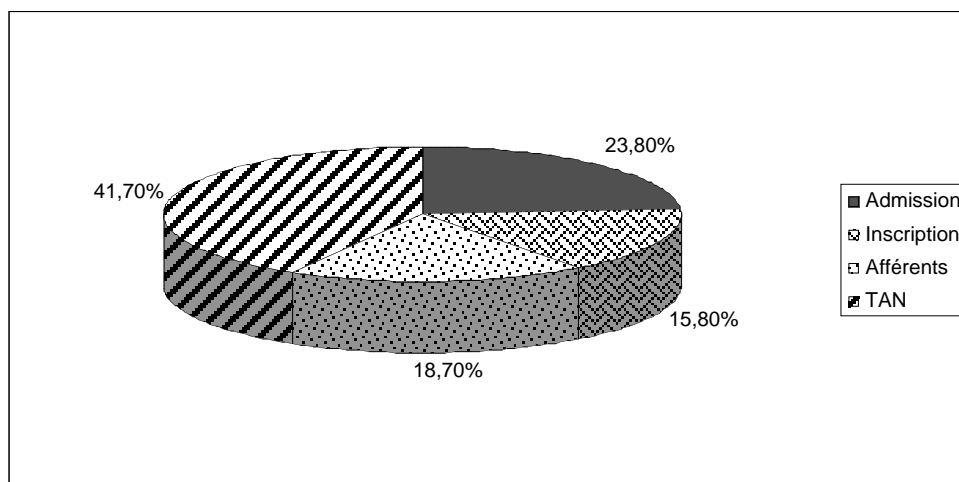
Cette diminution, qui a été rapide entre 2000 et 2005, peut notamment s'expliquer par l'application de l'entente des Bourses du Millénaire entre les gouvernements fédéral et provincial, les fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ) et la Fondation Canadienne des Bourses du Millénaire. Cette entente a entraîné une injection de 35 M\$ annuellement dans les réseaux collégial et universitaire. Au collégial, ces sommes ont permis d'acquiescer à certaines des demandes qui avaient été formulées par la FECQ dans la foulée du Sommet du Québec et de la Jeunesse et suite au dépôt du rapport du comité mixte sur les frais exigés des étudiantes et des étudiants collégiaux. Parmi ces frais abolis, on peut compter les frais de vaccination obligatoires, les frais de changement de programme, les frais de location de casier, la taxe à l'échec, les frais de révision de note et les frais pour avance de fond visant les étudiantes et les étudiants qui recourent à l'aide financière aux études.

Autre détail à remarquer lorsque l'on étudie l'évolution de ces frais : le minimum a diminuer de façon significative et le maximum augmenter au courant de ces dix années. Ce qu'il faut comprendre de ce phénomène, c'est qu'il existe une moins grande disparité entre les cégeps en ce qui a trait à la charge qui est exigée de leurs étudiantes et de leurs étudiants à titre de droits universels. Par ailleurs, 10 établissements sur les 49 dont les données étaient disponibles ont connu une diminution globale des droits exigés entre 1995 et 2005, une diminution qui va jusqu'à 17,16% au cégep Bois-de-Boulogne. D'autre part, 19 cégeps ont connu une augmentation qui n'a pas dépassé l'inflation, soit 23,1% entre 1995 et 2005. À l'opposé, 20 cégeps ont connu des augmentations de leurs droits universels de plus de 25%. La palme à ce niveau peut être décernée au cégep Dawson où les droits ont progressés de 135% en dix ans. Par contre, en termes monétaires, c'est le cégep de Saint-Hyacinthe qui a connu la plus forte augmentation avec une hausse de 135,33\$ entre 1995 et 2005, pour se retrouver aujourd'hui avec les droits universels les plus élevés au Québec, à 278\$ par année – incluant les droits d'admission.

Pour ce qui est de la répartition des droits universels entre les droits d'admission, les droits d'inscription, les droits afférents et les droits de toute autre nature, le rapport du comité mixte de 2001 indiquait qu'en moyenne, en 1998-1999, 43% des étaient issus des droits de toute autre nature, 15% des droits d'admission, 20% des droits d'inscription et 22% des droits afférents. En 2005-2006, selon les plus récentes données disponibles au MELS, les droits de toute autre nature avaient reculés légèrement, pour se retrouver à 41,70%, les droits d'admission représentaient 15,80% du total des droits universels, les droits d'inscriptions 18,70% et les droits afférents 23,80%.

¹⁰⁴ MELS, *Liste des droits universels par CÉGEP en 2005-2006*. Québec : MELS, Enseignement supérieur, Direction des affaires étudiantes, 2006.

¹⁰⁵ Statistique Canada. 2006. Mise à jour du 20 juillet. *Indice des prix à la consommation, aperçu historique*. En ligne. <http://www40.statcan.ca/102/cst01/econ46a_f.htm> (consulté le 8 août 2006).

16. REPARTITION DES DROITS UNIVERSELS PAR ANNEE – 2005-2006

Source : MELS, Enseignement supérieur, Direction des affaires étudiantes¹⁰⁶

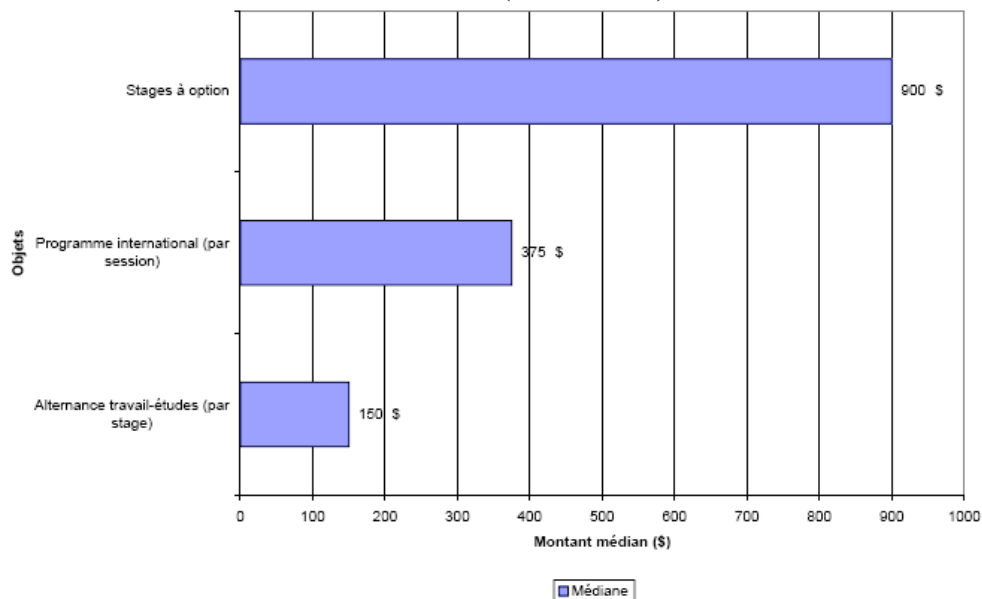
3.2.2 Les frais pour services tarifés et en vente libre

C'est à l'intérieur de la catégorie des frais pour services tarifés et en vente libre que les disparités entre les établissements sont les plus importantes. L'enquête de 2001 avait permis de démontrer que pour certains services du même ordre, les prix chargés par les collèges pouvaient être multipliés plusieurs fois. Par exemple, on notait alors que les frais que devaient déboursier les étudiantes et les étudiants pour une session au Programme International variaient entre 200\$ et 900\$. Pour ce qui est de l'alternance travail-études, 31 cégeps prévoient aujourd'hui la tarification de ce service et le coût de participation aux stages peut varier beaucoup d'un cégep à l'autre et la forme de tarification également. En effet, les tarifs exigés peuvent aller de 0\$ à Rivière-du-Loup jusqu'à 450\$ à l'École Nationale d'Aérotechnique (ÉNA), ou encore 5% des revenus du stage doivent être remis au cégep pour les étudiants de Trois-Rivières. De telles pratiques avaient déjà été dénoncées sur la place publique et avaient d'ailleurs mené à une réduction des montants déboursés dans certains cas, comme à l'ÉNA¹⁰⁷. Parmi les droits et frais les plus couramment administrés par les établissements collégiaux aujourd'hui, on retrouve les cours à option, comme les cours d'éducation physique en plein-air, les frais pour retard à l'inscription, à l'admission, pour prise de possession de l'horaire, les photocopies de documents officiels et la reconnaissance des acquis. À l'aide de la liste présentée en annexe, il est possible de se faire une idée des coûts à défrayer pour chacun de ces services. Par contre, ce ne sont pas tous les cégeps qui ont inclus l'ensemble de leurs frais pour services tarifés et en vente libre à l'intérieur de leurs règlements internes. Les résultats de l'enquête de 2001, bien qu'ils commencent à dater, peuvent nous donner une indication plus précise sur la situation qui prévaut à propos de ces frais dans le réseau collégial. Les tableaux qui suivent tracent un portrait des services qui sont les plus souvent tarifés à l'intérieur d'un cégep.

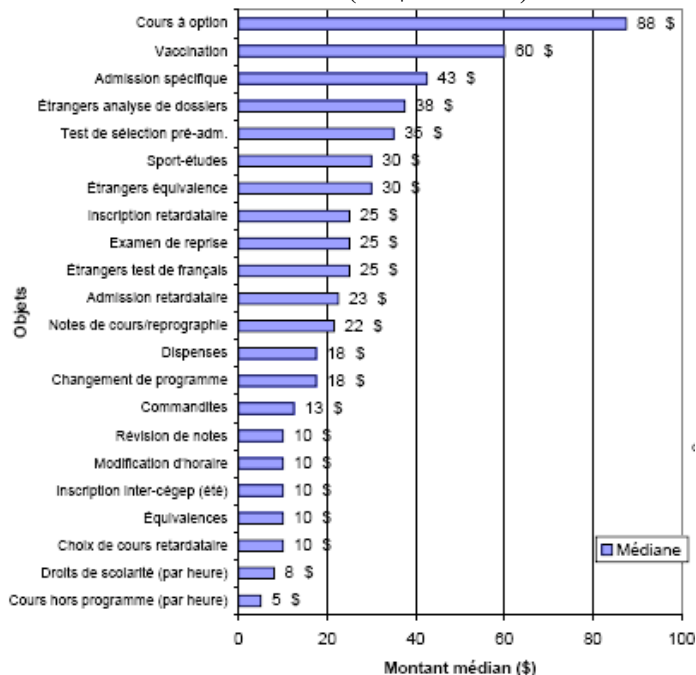
¹⁰⁶ MELS, *Liste des droits universels par CÉGEP en 2005-2006*. Québec : MELS, Enseignement supérieur, Direction des affaires étudiantes, 2006.

¹⁰⁷ Dans ce cas, un reportage avait été diffusé à la télévision dans le cadre de l'émission J.E. dénonçant les tarifs abusifs chargés pour l'alternance travail-études. Le prix à payer à l'époque équivalait aux deux premières semaines de salaire de l'étudiant, ce qui pouvait représenter plus de 1000\$ dans certains cas.

**17. DROITS EXIGIBLES DE CERTAINS ELEVES EN ORDRE DECCROISSANT D'IMPORTANCE SELON LE MONTANT
MEDIAN DEMANDE (PLUS DE 100\$)¹⁰⁸**



**18. DROITS EXIGIBLES DE CERTAINS ELEVES EN ORDRE DECCROISSANT D'IMPORTANCE SELON LE MONTANT
MEDIAN DEMANDE (100\$ ET MOINS)¹⁰⁹**



¹⁰⁸ Véronique Raymond, *Rapport sur les charges financières assumées par les étudiants et les étudiants au collégial*. Montréal : FECQ et Fédération des Cégeps, avril 2001, p.117.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.118.

3.2.3 Évolution du financement étudiant par rapport aux revenus des cégeps

Parmi tous les niveaux d'enseignement, le collégial est celui qui dépend le plus des subventions gouvernementales pour subvenir à ses besoins. Si les universités peuvent compter sur des subventions fédérales à la recherche et des droits de scolarités et le préscolaire-primaire-secondaire sur les taxes scolaires, le collégial ne dispose pas d'autres sources de revenu de cet ordre. En fait, les sommes externes sur lesquelles peuvent compter les établissements sont relativement marginales et sont constituées des revenus issus de fondations, des formations sur mesure offertes aux entreprises, des droits et frais exigés des étudiantes et des étudiants et des sommes octroyés par d'autres ministères comme le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale et de la Famille, par le biais d'Emploi-Québec, et le ministère de la Santé et des Services Sociaux, avec lesquelles des ententes ont été conclues. L'ensemble des sources de financement externes qui sont mentionnées ici ne représentent pas 20% de l'ensemble des revenus des cégeps. Plus précisément, selon le MELS, la part de financement provenant d'autres sources que le MELS est passée de 21% en 2000-2001 à 17% en 2003-2004.

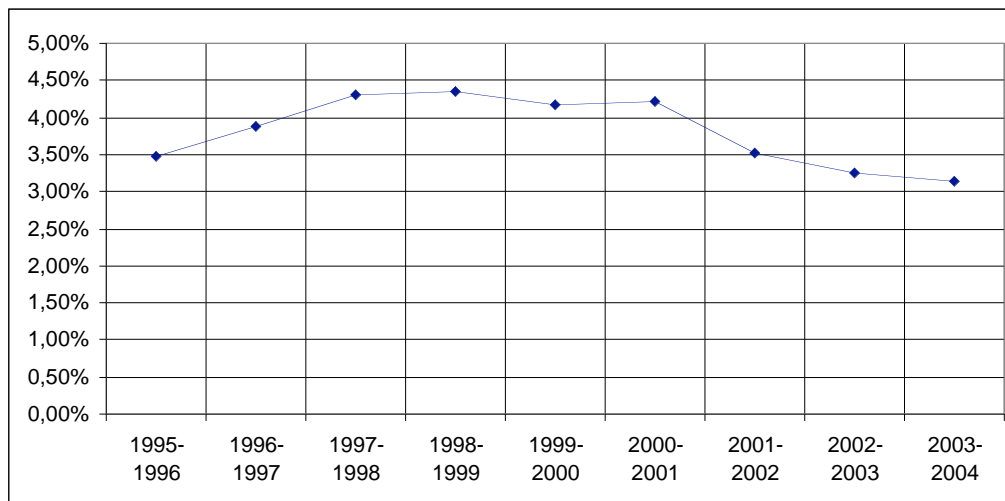
19. REVENUS DE FONCTIONNEMENT DES CEGEPS, SELON LA PROVENANCE, DE 1999-2000 A 2003-2004 (EN MILLIONS DE DOLLARS)¹¹⁰

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	1072,3	1016,1	1187,0	1227,3	1245,6
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité Sociale et de la Famille	33,6	55,0	37,4	27,7	25,9
Autres organismes gouvernementaux	12,6	19,5	20,9	23,7	22,0
Autres organismes gouvernementaux	39,7	42,6	41,8	43,0	41,0
Droits d'inscription et de scolarité	54,7	54,7	50,8	48,1	47,0
Ventes de biens et services, locations	74,7	75,5	79,2	82,9	84,2
Autres revenus	27,7	32,3	29,7	28,9	30,5
Total	1315,3	1395,7	1446,8	1481,6	1496,2

Pour ce qui est des revenus issus des étudiantes et des étudiants, les données disponibles nous permettent de répertorier les sommes qui sont issues des droits universels, qui comptent pour la majorité de l'argent qui leur est exigé, ainsi que les droits de scolarité perçus des étudiantes et des étudiants inscrits à temps partiel ou provenant de l'étranger. Pour l'année 2003-2004, ces montants représentent 3,14% des revenus totaux des collèges, soit 47 M\$. Il s'agit d'une diminution continue depuis 1999-2000, mais rappelons qu'il y a eu une diminution de près de 6% des effectifs collégiaux entre 1999 et 2004¹¹¹. D'autre part, si l'on observe les variations de la part de financement issu des étudiantes et des étudiants entre 1995 et 2004 par rapport à l'ensemble des revenus des cégeps, on constate une augmentation à partir de 1996-1997, ce qui coïncide avec les modifications législatives ayant eu cours à cette période, et une diminution à partir de 1999-2000, ce qui correspond au moment où un certain nombre de droits et frais ont été abolis ou invalidés.

¹¹⁰ Source : MELS, *Statistiques de l'Éducation – Édition 2005*. Québec : MELS, 2005 p.249.

¹¹¹ MELS. 2006. Mise à jour en octobre. *Observation et prévisions des effectifs étudiants au collégial – SIPEEC*. En ligne : <http://www.mels.gouv.qc.ca/stat/Sipeec/donnees_2005/Reseau_collégial_2004_2005.pdf> (consulté le 9 août 2006).

20. REVENUS DES COLLEGES ISSUS DES DROITS D'INSCRIPTION ET DE SCOLARITE – 1995 A 2004¹¹²

En somme, on remarque que la part du financement du réseau collégial issue des étudiantes et des étudiants est relativement mineure à l'heure actuelle et est en diminution progressive depuis quelques années. De plus, on peut ajouter que les données disponibles concordent avec les tendances observées au niveau des droits universels, qui représentent la majorité des droits et frais comptabilisés par le ministère. Il faut cependant souligner le fait qu'une part importante des contributions étudiantes est pratiquement invisible, puisque les revenus issus des frais pour services tarifés et en vente libres ne se retrouvent généralement pas dans le détail des opérations financières des collèges.

¹¹² MELS, *Statistiques de l'Éducation – Édition 2005*. Québec : MELS, 2005 p.249.

4. COMPARAISONS INTERNATIONALES

La perspective de comparaisons internationales dans l'application de politiques publiques permet généralement un apport intéressant dans la compréhension de problématiques internes. Par contre, ces comparaisons sont toujours à prendre en compte avec un certain recul. En effet, les conditions socioéconomiques, la fiscalité, la culture institutionnelle et la qualité de l'éducation, par exemple, peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre, ce qui peut rendre les comparaisons hasardeuses si l'on ne tient pas compte d'un ensemble de facteurs. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'il est question des conditions d'accessibilité aux études post-secondaires et des politiques publiques qui y sont rattachées. Ceci étant dit, nous tenterons tout de même de brosser un portrait, le plus large possible, des pratiques ayant cours dans un ensemble de pays où les niveaux de vie et les structures sociales sont relativement semblables. Nous commencerons par dresser une esquisse des tendances mondiales générales relatives aux droits de scolarité appliqués, pour ensuite étudier les particularités présentes dans les pays européens et en Amérique du Nord.

4.1 Tendances mondiales

À l'échelle mondiale, la littérature concernant les droits de scolarité et les politiques d'accessibilité financière aux études post-secondaires nous permet de dégager une tendance générale vers l'apparition ou l'augmentation de droits de scolarité au niveau post-secondaire avec un raffinement des modalités de paiement et des systèmes de support financier pour les étudiantes et les étudiants plus défavorisés. Il y a cependant eu de nombreuses fluctuations des politiques en place dans les dernières années qui ont mené, dans certains cas, à réduire les droits de scolarité ou à les geler lorsqu'ils étaient jugés trop élevés.

Au chapitre de la tendance mondiale, l'étude des FCBEM portant sur les changements de politiques ayant eu cours dernièrement dans cinq pays concernant les droits de scolarité analyse l'évolution des politiques de la façon suivante :

*« Les systèmes publics d'éducation post-secondaire étant en grande partie financés par les fonds publics, ce gain de popularité (référence à l'augmentation des inscriptions aux études post-secondaires dans les dernières décennies) alourdit le fardeau des gouvernements, d'autant plus que la demande pour d'autres services augmente aussi. Cette situation a obligé les gouvernements à revoir leur politique en matière de financement de l'éducation. Résultat : dans de nombreux pays, une plus grande partie de la charge liée au financement de l'éducation a été déplacée des contribuables vers les étudiants et leurs parents. »*¹¹³

En effet, le taux de fréquentation des établissements post-secondaires n'a pratiquement pas cessé de prendre de l'ampleur dans la majorité des pays du monde, incluant les pays occidentaux comme le Canada. Cette dynamique tend à créer des débats autour de la part de responsabilité qui

¹¹³ FCBEM, *Changement dans la politique relative aux frais de scolarité; Expériences naturelles effectuées dans cinq (5) pays*. Montréal : FCBEM, Août 2004, p.1.

doit être assumée collectivement et celle qui doit l'être de façon privée. Ce type de réflexion n'est pas l'apanage des milieux de l'éducation post-secondaire, mais peut se retrouver également au niveau des systèmes de santé, comme c'est le cas à l'heure actuelle avec la tendance de plus en plus marquée de vouloir faire appel au privé dans la prestation de soins de santé. Dans ce cas, l'arrivée massive à l'âge de la retraite des baby-boomers est en partie responsable de cette situation, qui crée d'énormes pressions sur les budgets de la santé ; ce qui s'apparente à l'augmentation rapide qu'a pu connaître le réseau d'éducation post-secondaire, principalement dans les années 1970 et 1980. D'autres, parmi les critiques les plus acerbes du type de mondialisation ayant cours actuellement, seront tentés de voir dans cette remise en question des politiques d'accessibilité aux études post-secondaires dans les pays occidentaux comme étant la résultante d'une forte tangence issue du néolibéralisme et propageant un modèle de politiques sociales davantage axé sur le principe d'utilisateur-payeur, d'où les droits de scolarité que doivent assumer les étudiantes et les étudiants dans certains pays. Parmi ces critiques, on peut compter Christian Laval, pour qui « *l'impossibilité de penser une institution autrement que comme une relation contractuelle et marchande avec des clients ou des usagers est d'ailleurs l'un des traits caractéristiques de l'esprit dominant de notre époque* »¹¹⁴.

Pour conclure au niveau des tendances mondiales en matière de politiques relatives aux droits de scolarité au niveau post-secondaire, il est important de souligner l'arrivée de nouvelles mesures dans les dernières décennies qui ont en quelque sorte complexifié les approches relatives à l'accessibilité aux études. À ce chapitre, le meilleur exemple est sans doute l'Australie qui a été le premier pays à instaurer le remboursement des prêts d'études proportionnellement aux revenus dès 1986¹¹⁵. Ce système a d'ailleurs failli être mis en application au Québec en 2005, mais le gouvernement a dû reculer à cause des pressions des étudiantes et des étudiants qui étaient alors en plein combat pour revenir au niveau de bourses précédant une coupure de 103 M\$ dans le programme d'aide financière aux études. Il existe d'autres outils qui sont utilisés pour pallier à des augmentations de droits de scolarité ou pour compléter les politiques d'accessibilité en place dans certains pays, dont des mesures fiscales comme les crédits d'impôts pour diplômés ou encore les contributions gouvernementales à des régimes d'épargne-études. Par contre, peu d'études comparatives permettent d'évaluer ce type de mesures, se concentrant plutôt sur la question des droits de scolarité et des régimes d'aide financière aux études.

4.2 Les politiques en vigueur en Europe

Les pays européens se partagent en trois tendances en ce qui a trait aux politiques de tarification des études supérieures. Pour le tiers environ des pays européens compris dans les statistiques de l'éducation d'Eurydice¹¹⁶, l'éducation est gratuite du préscolaire à l'université ; pour une autre tranche, les étudiantes et les étudiants doivent payer des droits de scolarité modestes et dans un certain nombre de pays, les droits de scolarité sont relativement élevés et comparables aux pratiques en cours aux États-Unis et au Canada.

¹¹⁴ Christian Laval, *L'école n'est pas une entreprise*. Paris : Éditions La Découverte, 2003, p.124.

¹¹⁵ FCBEM, *Changement dans la politique relative aux frais de scolarité; Expériences naturelles effectuées dans cinq (5) pays*. Montréal : FCBEM, Août 2004, p.37.

¹¹⁶ Eurydice, *Chiffres clés de l'éducation en Europe 2005*. Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005.

La première catégorie pratiquant la gratuité scolaire au niveau postsecondaire regroupe les pays suivant : la République Tchèque, le Danemark, la Grèce, Chypre, le Luxembourg, Malte, l'Écosse, la Hongrie, la Pologne, la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie. Dans le cas de la Finlande, de la Suède et de la Norvège, les seuls frais directement liés à la fréquentation d'un établissement postsecondaires sont les cotisations des associations étudiantes. En Écosse, il faut souligner que la gratuité a été instaurée à partir de l'année académique 2001-2002. Pour ce qui est de la Pologne et de Malte, la gratuité ne prévaut qu'à l'enseignement régulier de jour, les cours du soir étant payants. Les étudiantes et les étudiants des pays Baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ainsi que de la Roumanie bénéficient de la gratuité scolaire en autant qu'ils aient accès à une place subventionnée par l'État. Pour ceux-ci, des droits d'inscription mineurs peuvent également s'appliquer. Par contre, pour celles et ceux qui ne bénéficient pas de places subventionnées, soit à cause d'un contingentement ou à cause du prolongement des études au-delà d'une certaine limite, les droits de scolarité peuvent être très élevés. Plusieurs pays appliquent également ce type de ticket-modérateur en faisant assumer les coûts de l'enseignement lorsque les étudiantes et les étudiants dépassent une durée limite. C'est le cas notamment en République Tchèque, en Pologne, en Slovaquie et au Bade-Wurtemberg (Allemagne). Pour ce qui est des deux derniers États où des droits de scolarité minimes sont exigés, le montant de ces droits augmente lorsque le ticket-modérateur est appliqué.

Les pays exigeant des droits de scolarité relativement modestes sont les suivants : La France, l'Allemagne, la Slovénie, la Slovaquie, l'Islande et la Bulgarie. Dans ces pays, les droits sont généralement fixés par le gouvernement – par le Länder dans le cas des États allemands – et peuvent varier entre moins de 100€ et 400€. Par contre dans certains cas, en France notamment, la prolifération des droits afférents dans les dernières années est en train d'accroître de façon importante le fardeau assumé par l'étudiante ou l'étudiant, comme le révélait récemment l'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France), qui se bat présentement contre des hausses illégales des droits et frais dans plusieurs universités françaises¹¹⁷.

Dans la troisième catégorie, voici les pays où les droits de scolarité peuvent représenter une part importante des revenus des universités, comme cela se pratique aux États-Unis ou en Australie : la Belgique, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie, l'Angleterre, le pays de Galles, l'Irlande du Nord, et le Liechtenstein. Dans ces pays, les montants déboursés pour une année d'étude peut aller jusqu'à 1 622€ selon les données de 2002-2003, dans le cas de l'Angleterre et du pays de Galles. Il est à noter que les droits de scolarité ont été abolis en Irlande à partir de 1996¹¹⁸, mais que les frais afférents et droits d'inscriptions se chiffrent entre 600€ et 800€ par année.

Pour ce qui concerne les droits de scolarité au niveau collégial, il existe peu de données qui pourraient nous permettre de comparer directement les pratiques ayant cours dans l'ensemble des pays. Pour les pays où des données ont été compilées, la tendance générale qui peut être dégagée est que dans les États où les études universitaires sont gratuites, les études post-secondaires non-universitaires le sont aussi, comme c'est le cas au Danemark et en Finlande par

¹¹⁷ Voir : UNEF, *Frais d'inscription illégaux : le scandale continue !* Paris : UNEF, juillet 2006.

¹¹⁸ FCBEM, *Changement dans la politique relative aux frais de scolarité; Expériences naturelles effectuées dans cinq (5) pays*. Montréal : FCBEM, Août 2004, p.41.

exemple. D'autre part, dans les cas où des droits de scolarité sont perçus, les études collégiales sont généralement moins dispendieuses que les études universitaires, comme c'est le cas notamment en Angleterre avec les *further education colleges*¹¹⁹. En France, les droits et frais perçus auprès des étudiantes et des étudiants dans les IUT (Instituts universitaires techniques) sont en moyenne de 265€ par année et en Flandre (Belgique), les droits d'inscription pour les établissements post-secondaires non-universitaires varient entre 79€ et 458€ par année.

À propos de l'aide financière aux études, la plupart des pays européens ont mis sur pied, au cours des années, un système d'aide pour faciliter l'accès aux études supérieures pour les étudiantes et les étudiants les plus démunis. Il existe toutefois quatre variantes dans le type de soutien qui est apporté par le gouvernement. Tout d'abord, au Danemark, en Hongrie, à Malte, en Pologne, en Finlande, en Suède, en Écosse, en Islande, en Norvège et en Bulgarie, les étudiantes et les étudiants bénéficient d'un programme de prêts et bourses permettant de couvrir leurs frais de subsistances. Dans ces cas, les étudiantes et les étudiants sont considérés comme étant autonomes et l'argent leur est directement attribué sans passer par les parents. Pour ce qui est des pays où il existe des droits d'inscription, comme en Bulgarie et en Islande, ils ne sont pas couverts par le système d'aide financière. Ensuite, dans le deuxième type de modèle, en plus des prêts et bourses, il existe des aides financières destinées aux parents comprenant des allocations familiales et des avantages fiscaux. Parmi les pays qui suivent ce modèle, on compte la République tchèque, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, Chypre, le Luxembourg, la Slovaquie, la Roumanie. Selon les pays, les prêts et bourses peuvent être attribués directement aux parents ou aux étudiantes et étudiants. Le troisième type de système, suivi par les Pays-Bas, l'Angleterre, le pays de Galles et l'Irlande du Nord, comprend une aide financière sous forme de prêts et bourses permettant de couvrir les frais de subsistance ainsi qu'une partie des droits de scolarité. Enfin, le quatrième modèle comprend un agencement des différents types d'aide mentionnés. L'aide se compose principalement de bourses d'études en fonction du revenu familial, d'avantages fiscaux pour les parents, d'allocations familiales et d'aides pour le paiement des droits de scolarité. Les pays qui appliquent ce modèle sont la Belgique, l'Estonie, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, l'Autriche, le Portugal et le Liechtenstein.

4.3 Les politiques en vigueur en Amérique du Nord

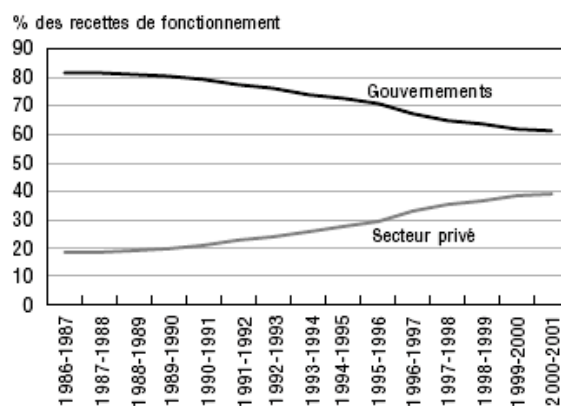
La situation des institutions postsecondaires en Amérique du Nord est relativement différente de ce qui se pratique en Europe. Les collèges et universités des États-Unis et du Canada ont toujours eu une relativement grande autonomie institutionnelle et les droits de scolarité ont toujours contribué pour une part importante de leur financement, en partie pour justement conserver un degré important d'autonomie. Cette situation ne semble pas prête de changer dans la plupart des États américains et provinces canadiennes où sont exigés des droits de scolarité importants, tant au niveau collégial qu'universitaire. Par contre, au cours des dernières décennies, on a pu expérimenter des variations dans le type de politique relativement aux droits exigés dans certains États nord-américains. En effet, l'économie du savoir nécessitant qu'une région donnée puisse être dotée d'un important bassin de main-d'œuvre hautement qualifiée, certains changements de politiques sont apparus pour attirer un plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants dans les

¹¹⁹ OCDE, *Analyse des politiques d'éducation – 2004*. Paris : OCDE, 2005, p.38.

collèges et universités. Ainsi, certaines juridictions ont modifié leurs politiques relatives aux droits de scolarité et au type d'aide offerte aux étudiantes et aux étudiants.

Tout d'abord, voyons de façon un peu plus précise à quoi ressemble la tendance générale en termes de droits de scolarité aux études post-secondaires en Amérique du Nord. Statistique Canada nous apprend, au sujet du financement des établissements universitaires canadiens, que la part de financement issu de la population étudiante est passée de 16,4% à 33,7% entre 1986-87 et 2000-01¹²⁰. Parallèlement à cette augmentation de plus du double du montant moyen des droits de scolarité, on a pu observer une chute importante des subventions gouvernementales, pour lesquelles ce sont principalement les étudiantes et les étudiants qui ont dû compenser. En effet, en 1986-87, les subventions gouvernementales comptaient pour 81,3%, alors qu'ils ne correspondaient plus qu'à 60,9% en 2000-01, c'est-à-dire une diminution de l'ordre de 1,902 G\$ en dollars de 2001¹²¹.

21. ÉVOLUTION DE LA PART DE FINANCEMENT DES GOUVERNEMENTS ET DU PRIVE DANS LES UNIVERSITÉS CANADIENNES – 1986-87 A 2000-01¹²²



Source : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financière des universités et collèges.

Pour sa part, l'étude de Junor et Usher révèle que les droits de scolarité à l'université étaient relativement stables pour l'ensemble des années 1980 au Canada, à environ 1 800\$ par année¹²³. Par contre, à partir des années 1990, les montants ont grimpé en flèche, pour atteindre 4 025\$ en 2003-04¹²⁴. Aux Etats-Unis, la situation a été relativement semblable, c'est-à-dire que la part des droits de scolarité dans le financement de l'enseignement post-secondaire a connu une croissance importante, passant de 21% en 1980-81 à 27,9%¹²⁵. De la même façon, la part des subventions gouvernementales – incluant les niveaux fédéral, provincial et municipal – aux institutions post-secondaires qui représentaient 48,3% en 1980-81, n'était plus que de 38,0% en 1995-1996¹²⁶. Une part croissante des revenus des institutions étatsuniennes provient maintenant de services

¹²⁰ Todd Robertson, « Évolution des modèles de financement des universités ». Ottawa : Statistique Canada, *Revue trimestrielle de l'éducation*, Vol. 9, No. 2, 2003, p.12.

¹²¹ *Idem.*

¹²² *Idem.*

¹²³ Sean Junor et Alex Usher, *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004, p.119.

¹²⁴ *Idem.*

¹²⁵ NCES, *Digest of Education Statistics 2001*. Washington, DC : U.S. Department of Education, 2002, p.373.

¹²⁶ *Idem.*

directs fournis aux entreprises, soit dans le cadre de contrats de formation sur mesure ou de recherches orientées et commandées.

Afin d'illustrer plus clairement l'évolution des politiques relatives aux droits et frais, voici trois types de politique ayant été appliquées au courant des dernières années dans des États canadiens et américains.

Dans un premier temps, certains États ont tenté de stabiliser les droits de scolarité en adoptant un gel de ces derniers. On compte parmi ces États la Colombie-Britannique et le Québec. Dans le cas du Québec, le gel a été pratiqué entre 1972 et 1989, pour ensuite exploser avec une augmentation de près de 190% entre 1990 et 1994 du côté universitaire et être gelés à nouveau en 1994 jusqu'à nos jours. Les droits de scolarité sont ainsi passés d'environ 500\$ par année durant la période 1972-89 à 1 303\$ par année en 2002¹²⁷. Durant la dernière période où le gel a été appliqué, les inscriptions ont eu tendance à diminuer, mais à une échelle comparable aux variations rencontrées ailleurs au Canada. La FCBEM, dans son étude de 2005 sur les politiques relatives aux droits de scolarités analyse la situation au Québec de la façon suivante :

*« Étant peu élevés, donc ne représentant qu'une faible proportion du revenu global d'un étudiant, les frais de scolarité pèseraient moins lourds dans la balance au moment de décider d'entreprendre ou non des études postsecondaires. [...] Il semble que l'obstacle le plus important à l'accès aux études postsecondaires au Québec soit le nombre de places disponibles dans les établissements. [...] Le gouvernement du Québec a su garder les études universitaires abordables pour les étudiants. Cependant, le budget total consacré aux études postsecondaires ayant baissé, le pourcentage de jeunes fréquentant l'université n'a pas augmenté, et ce, malgré la politique qui favorise le maintien de frais de scolarité à un faible niveau. »*¹²⁸

D'autre part, du côté de la Colombie-Britannique, un premier gel des droits a été pratiqué entre 1992 et 1994, puis un deuxième entre 1996 et 2001. Durant le dernier gel, les droits ont été maintenus à 2 500\$ par année et ont diminué en dollars constants de 2002 de 350\$¹²⁹. La Colombie-Britannique a par la suite déréglementé les droits de scolarité en 2002. Globalement, les inscriptions se sont accrues de façon importante dans la province pendant la décennie 1990. Par contre, il est difficile de relier cette augmentation à la politique de gel et de stabilisation des droits de scolarité puisque des facteurs d'ordre démographique, par exemple, ont pu influencer. Le véritable test viendra probablement à la suite des analyses qui porteront sur les effets de la déréglementation en cours versus la politique pratiquée dans la décennie précédente.

Dans un deuxième temps, deux provinces canadiennes, Terre-Neuve-et-Labrador et le Manitoba peuvent être prises en exemple pour analyser les impacts d'une réduction des droits de scolarité. Dans le cas de Terre-Neuve, les droits de scolarité avaient augmenté de façon importante au cours des années 1990, passant de 1 680\$ par année en 1990-91 à 3 517\$ en 1999-2000¹³⁰. La

¹²⁷ FCBEM, *Changement dans la politique relative aux frais de scolarité; Expériences naturelles effectuées dans cinq (5) pays*. Montréal : FCBEM, Août 2004, p.12.

¹²⁸ *Ibid.*, p.15.

¹²⁹ *Ibid.*, p.17.

¹³⁰ *Ibid.*, p.24.

politique de réduction des droits de scolarité est apparue en 2001-02 et avait pour but de diminuer de 25% en trois ans. Pour l'instant, la politique semble porter fruit, puisqu'après avoir connu un déclin constant depuis le début des années 1990, le niveau d'inscription à l'université a connu la plus forte hausse en dix ans avec 2,8% d'augmentation. En ce qui concerne le Manitoba, les droits de scolarité et frais connexes avaient augmenté de 78% durant la décennie 1990 (en tenant compte de l'inflation), passant de 1 890\$ pour l'année 1989-90 à 3 747\$ en 1999-2000¹³¹. En 2000, le nouveau gouvernement en place diminua de 10% les droits de scolarité et les a gelés depuis, ce qui a entraîné une augmentation des inscriptions de 20% entre 2000 et 2003.

Le troisième type de modèle observé dans les différentes tendances nord-américaines est celui d'un cadre concurrentiel et libre où les établissements fixent individuellement les montant exigés des étudiantes et des étudiants et qui peuvent varier positivement ou négativement avec le temps. Parmi les États qui ont suivi ce modèle, on retrouve le Massachussetts, la Virginie et la Californie. Dans ces États, on a pu observer des hausses de droits de scolarité durant la dernière récession des années 1990, alors que les droits de scolarité se sont mis à diminuer avec la reprise économique. Il faut voir que les étudiantes américaines et les étudiants américains bénéficient d'un vaste choix d'établissements post-secondaires, ce qui tend à accroître la concurrence existant entre les collèges et université et qui rend le marché extrêmement sensible aux prix. En Californie, les droits de scolarité ont légèrement augmenté en moyenne durant la dernière décennie, passant de 785\$ en 1992-93 (en dollars US constant de 2002) à 827\$ en 2000-01, alors que les inscriptions ont augmenté de 18,5% durant la même période au niveau du 1^{er} cycle universitaire. Pour ce qui est du Massachussetts et de la Virginie, les droits de scolarité ont diminué pendant la même période, passant respectivement de 3 624\$ par année à 3 052\$ et de 1 987\$ à 1 754\$ avec des hausses d'inscription significatives dans les deux cas.

Pour ce qui est du niveau collégial plus spécifiquement, les modèles de comparaison que nous avons étudiés relativement à la question des droits de scolarité aux États-Unis et au Canada révèlent qu'en dehors du Québec, des droits de scolarité relativement importants, mais moindres qu'à l'université, sont exigés. Ces droits de scolarité varient en fonction du type de formation (formation technique courte ou longue) et en fonction du programme d'étude (sciences humaines, arts, sciences naturelles, etc.). À ce sujet, une étude comparative effectuée pour le compte du MEQ en 2003 a permis de révéler qu'en moyenne, les droits de scolarité au niveau collégial technique au Maine sont de l'ordre de 2 040\$ par année, qu'ils sont de 2 400\$ au Nouveau-Brunswick, de 1 750\$ en Ontario et de 1 340\$ en Colombie-Britannique¹³². De plus, au niveau canadien, la FCBEM a réuni des données sur les dépenses liées aux études dans les différentes régions du Canada et du Québec. Ainsi, on constate que 71% des étudiantes et des étudiants collégiaux de la Colombie-Britannique paient entre 1 001\$ et 5 000\$ par année pour leurs études, qu'ils sont 16% à payer moins de 1 000\$ et 12% à payer plus de 5 000\$, ce qui concorde avec les données du MEQ. Dans le même ordre d'idées, plus de la moitié des étudiantes et des étudiants collégiaux dans les provinces de l'Ouest et en Ontario paient au-delà de 2 500\$ par année pour leurs droits de scolarité, et les droits exigés dans les provinces Atlantiques sont relativement concentrés entre 1 000\$ et 3 500\$ par année. Il faut mentionner également que, concernant le Québec, le pourcentage élevé d'étudiantes et d'étudiants dont les droits de scolarité sont

¹³¹ *Ibid.*, p.29.

¹³² MEQ, *Analyse comparative des modèles de formation professionnelle et technique au Québec et dans d'autres États*. Québec : MEQ, février 2003, p.147.

supérieurs à 1 000\$ provient du fait qu'une proportion importante de celles et ceux qui ont répondu au questionnaire qui a permis de recueillir ces données proviennent d'étudiants dans un cégep privé.

22. DROITS DE SCOLARITÉ ET FRAIS OBLIGATOIRES POUR L'ANNÉE EN COURS, SELON LA RÉGION¹³³

	2004 (n = 9 320)	Région				
		Col.-Brit. (n = 2 892)	Ouest (n = 2 333)	Ontario (n = 1 778)	Québec (n = 1 243)	Atlantique (n = 1 074)
0 \$	2 %	1 %	4 %	2 %	1 %	6 %
1 \$ à 500 \$	9 %	7 %	1 %	1 %	44 %	1 %
501 \$ à 1 000 \$	7 %	9 %	1 %	1 %	17 %	9 %
1 001 \$ à 2 500 \$	27 %	31 %	19 %	27 %	21 %	42 %
2 501 \$ à 3 500 \$	27 %	23 %	30 %	39 %	11 %	29 %
3 501 \$ à 5 000 \$	18 %	17 %	32 %	17 %	3 %	7 %
Plus de 5 000 \$	11 %	12 %	14 %	13 %	3 %	6 %
Total	101 %	100 %	101 %	100 %	100 %	100 %

Remarque : Le total n'est pas forcément égal à 100 % en raison de l'arrondissement. Les écarts sont statistiquement significatifs.

Finalement, au chapitre de l'aide financière aux études, nous pouvons affirmer que les programmes en place dans les différents États nord-américains sont relativement semblables, fonctionnant sur un mode contributif et supplétif. Dans tous les cas étudiés, l'aide financière est d'abord accordée sous forme de prêt pour ensuite l'être sous forme de bourse. Par contre, il existe des endroits où l'aide n'existe que sous forme de prêt, comme c'est le cas en Saskatchewan, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et dans les territoires du Yukon, du Nord-Ouest et du Nunavut¹³⁴. D'autre part, les modalités peuvent varier d'un territoire ou d'une province à l'autre en ce qui concerne les montants et les modalités d'admissibilité. Concernant les modalités de remboursement des dettes d'études, dans la plupart des provinces canadiennes, il existe certains mécanismes permettant d'alléger la dette d'études une fois le diplôme obtenu, en fonction de l'importance de la dette. En 2002-2003, la somme totale des prêts étudiants au Canada s'élevait à 2,5 G\$¹³⁵.

¹³³ FCBEM, *La situation financière des étudiants des collèges canadiens ; 3^e éditions*. Montréal : FCBEM, avril 2005, p.54.

¹³⁴ *Ibid.*, p.205.

¹³⁵ *Ibid.*, p.225.

5. LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS ENVISAGEABLES

Après avoir analysé les tenants et aboutissants de l'accessibilité financière aux études, les facteurs qui l'influencent, les bénéfices apportés aux individus et à la société, et après avoir dressé un état de la situation des droits et frais présents dans le réseau collégial, ce chapitre aura pour objet d'envisager différents scénarios de modification du statut de gratuité scolaire au collégial, en tenant compte des éléments analysés tout au long de cette recherche. Avant toute chose, il convient de rappeler les grandes lignes qui étaient ressorties de l'avis la FECQ portant sur la gratuité scolaire au collégial¹³⁶ paru en août 2001 pour définir les différents scénarios envisageables. À l'époque, quatre scénarios de modifications des politiques en place avaient été imaginés.

5.1 L'avis de 2001 de la FECQ sur la gratuité

Le premier scénario envisagé était celui où l'ensemble des dépenses des étudiantes et des étudiants sont couvertes par le gouvernement. À partir de cette projection, la gratuité aurait signifié la couverture de l'ensemble des frais de subsistance pour toutes les étudiantes et tous les étudiants – c'est-à-dire les frais de logement, de nourriture, de déplacement et d'habillement – ainsi que la fourniture du matériel scolaire. Ce scénario, qualifié de système communiste, avait été rejeté d'emblée étant donné la trop grande complexité d'application et la lourdeur administrative qui en aurait résultée pour l'État.

Le second scénario était celui du revenu de citoyenneté. Ce scénario avait été imaginé de façon à ce que les paramètres de la gratuité soient les mêmes que pour le premier scénario, à la différence que les subventions gouvernementales auraient été administrées sous forme d'allocation financière plutôt que sous forme matérielle. L'idée du revenu de citoyenneté consiste à abolir l'ensemble des programmes d'aide financière comme l'aide sociale, le chômage, l'aide financière aux études et autres allocations, afin de les refondre dans un système commun où chaque individu disposerait d'un revenu minimum garanti. Ce système fonctionnerait sur la base d'un impôt progressif qui irait d'un seuil d'imposition négatif pour ceux qui devraient bénéficier du revenu minimum garanti et augmenterait progressivement jusqu'à ce que disparaissent les subventions et que l'individu verse à l'État une part de ses revenus comme cela se fait présentement. Ce scénario, s'il n'a pas été complètement écarté, n'a pas suscité l'adhésion générale puisque aucune étude sérieuse et complète n'a encore permis de connaître les modalités d'application et les impacts d'un tel type de système au Québec.

Le troisième scénario prévoyait que le gouvernement devrait assumer uniquement les coûts directement reliés aux études, c'est-à-dire, les droits d'inscription, les droits afférents, obligatoires, le matériel didactique, etc. Ce scénario comprenait également un volet sur la révision du régime d'aide financière aux études afin de l'adapter davantage à la réalité des étudiants, notamment par une couverture plus complète des frais de subsistance. De façon globale, c'est le scénario qui a été recommandé à l'époque.

¹³⁶ FECQ, *La gratuité scolaire au collégial*. Montréal : FECQ, août 2001.

Le dernier scénario a été pensé dans l'optique d'obtenir des gains à court terme dans la perspective d'obtenir les conditions énoncées dans le troisième scénario. Il s'agit d'une stratégie étagée dans laquelle les frais les plus compromettants pour l'accessibilité aux études seraient abolis les uns après les autres.

5.2 Les scénarios envisageables de modification du cadre de la gratuité

À partir des scénarios envisagés par la FECQ en 2001 et des positions qui sont actuellement défendues, nous proposerons ici quatre différents scénarios de modification de la situation qui pourraient s'appliquer chacun à une définition distincte de l'accessibilité financière aux études. Parmi les scénarios envisageables, il y a bien sûr le statut quo, que nous n'aborderons pas ici puisqu'il n'implique aucun changement et parce qu'il a été passablement défini dans des sections antérieures de cette recherche. Les autres scénarios qui seront présentés ici seront donc les suivants :

1. Abolition des droits universels et gratuité du matériel didactique
2. Abolition de frais ciblés
3. Instauration de droits de scolarité
4. Modification du régime d'aide financière aux études

Les deux premiers scénarios, ainsi que celui portant sur une modification du régime d'aide financière aux études, vont dans le sens des pistes de solutions envisagées dans l'avis sur la gratuité. Dans le cas des scénarios un et deux, il s'agit d'étudier les deux définitions typiquement rencontrées de ce que représente la gratuité scolaire. Le troisième scénario, à l'inverse, consiste à étudier la possibilité de l'abandon du concept de gratuité scolaire au collégial. À l'intérieur de ces trois scénarios, nous détaillerons le type de modification à apporter et le type de justification pouvant s'y rapporter, pour ensuite envisager les impacts que ces modifications pourraient avoir sur la société québécoise. Dans le dernier cas, sans entrer dans les détails, nous résumerons le fonctionnement du régime d'aide financière aux études dans sa forme actuelle et certaines modifications envisageables.

5.2.1 Abolition des droits universels et gratuité du matériel didactique

Prenant en considération que l'éducation est gratuite, certains avancent qu'aucun frais obligatoire ne devrait être exigé des étudiantes et des étudiants, puisque ce genre de pratique contreviendrait au principe de gratuité. De plus, il faut reconnaître que le fait d'être aux études nécessite également des investissements au niveau du matériel didactique, c'est-à-dire les manuels, cartables, cahiers de notes, etc. Les tenants de ce type de gratuité, que l'on pourrait qualifier d'intégrale, estiment qu'un régime d'éducation gratuit devrait au moins permettre à l'étudiante ou à l'étudiant de ne pas avoir à assumer davantage de responsabilités financières que s'il était au travail à temps plein. Nous n'irons pas ici jusqu'à envisager de dédommager l'étudiante ou l'étudiant pour le coût d'opportunité de son choix d'étudier plutôt que de travailler, ce qui signifierait instaurer le salaire étudiant. (Ce type de scénario ne sera cependant pas abordé ici). Comme nous le mentionnions plus tôt, l'abolition de ces droits et la gratuité du matériel

didactique correspondent aux revendications actuelles de la FECQ visant à « rétablir la réelle gratuité scolaire »¹³⁷.

De façon un peu plus détaillée, voici ce que signifierait l'application de ce type de gratuité. Tout d'abord, cela signifie que tous les frais administratifs correspondant à l'ouverture et l'analyse du dossier des étudiantes et des étudiants compris dans les droits d'admission et droits d'inscription seraient assumés par l'État. De plus, la couverture des droits afférents signifie que les services d'orientation, d'aide pédagogique individuelle, les centres d'aide (centre d'aide en français, en mathématique et autres), la carte étudiante, les avances de fonds pour le dépannage des bénéficiaires de l'AFE en attente du traitement de leur demande et des services comme l'accueil aux étudiantes et aux étudiants seraient à la charge du gouvernement. Ensuite, les services compris dans les droits de toute autre nature seraient également assumés par le gouvernement, ce qui veut dire que l'État aurait à assumer le développement des activités socioculturelles et sportives, l'encadrement du service d'aide financière aux études, de placement et d'alternance travail-études ainsi que certains services comme ceux de psychologues, infirmières et infirmiers et travailleuses et travailleurs de corridor. À ce niveau, on peut dire que des éléments comme les services psychosociaux, le placement ou l'aide financière s'accordent facilement avec certaines missions de l'État et que des sommes sont déjà investies à destination des cégeps, notamment à travers le ministère de la Santé et des Services Sociaux pour ce qui est des services psychosociaux, le département de l'AFE du MELS pour ce qui est du régime d'aide financière aux études ou encore l'enveloppe financière du MELS concernant l'alternance-travail-études¹³⁸. Ainsi, si le financement intégral de ces services était assumé par l'État, il faudrait approfondir la définition de la mission des établissements collégiaux afin de s'assurer du maintien et de la qualité de ces services au sein des cégeps. Finalement, pour ce qui est du matériel didactique, il faut souligner qu'à l'exception du matériel appartenant à l'élève, ce type de charge financière est assumé par l'État dans le cadre de la gratuité scolaire pour les niveaux préscolaires à secondaires. Il faut toutefois souligner que les manuels requis pour les cours de niveau collégial sont généralement plus dispendieux et nécessitent d'être changés plus régulièrement, principalement au niveau technique. De plus, si l'État devait assumer ce type de dépense, il y a fort à parier que les manuels appartiendraient aux établissements collégiaux et ne pourraient pas bénéficier aux étudiants après leurs études comme c'est le cas actuellement.

Ceci étant dit, quels seraient les impacts financiers de l'adoption de ce scénario ? La partie concernant les droits universels est facile à résoudre, les chiffres sont connus, cela représenterait des dépenses additionnelles de l'ordre de 50 M\$ par année, comme cela a été indiqué à la section 3.2.3. Par contre, pour ce qui est du matériel didactique, les estimations sont plus difficiles à établir. Tout d'abord, les sources de données disponibles ne font généralement pas de distinction entre les étudiantes et les étudiants techniques et pré-universitaires en ce qui concerne les dépenses engendrées par la poursuite des études. L'enquête de l'AFE de 2003 révélait pour sa part que la moyenne des frais assumés par les étudiantes et les étudiants collégiaux pour le matériel didactique était de 514\$ par année pour les bénéficiaires de l'AFE et 445\$ pour les non-

¹³⁷ FECQ, *Cahier des affaires socio-politiques*. Montréal : FECQ, XVI^e AGA, avril 2006, CASP 01, p.11.

¹³⁸ MELS. 2006. Mise à jour du 19 avril. *Régime budgétaire et financier des cégeps, Annexe S-016-v.1 : Alternance travail-études (ATE)*. En ligne. <<http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/FTP/reg-bud/Prive/028-v13.doc>> (page consultée le 17 août 2006).

bénéficiaires¹³⁹. L'enquête de la FCBEM a, quant à elle, révélé que près de 20% des étudiantes et des étudiants collégiaux québécois dépensaient moins de 200\$ par année pour leur matériel scolaire, entre 201\$ et 500\$ par année pour 43% d'entre eux, entre 501\$ et 750\$ pour 22% et plus de 751\$ pour 15%¹⁴⁰. Ces données semblent concorder avec la moyenne des frais estimée par l'AFE. Si nous voulons tenter d'estimer les coûts globaux engendrés par l'application d'une mesure comme la gratuité du matériel didactique, nous considérerons que les frais assumés par le gouvernement avoisineraient en moyenne 500\$ par étudiants ou étudiant. En multipliant ce montant par la prévision des effectifs pour l'année 2006-07, soit près de 160 000 élèves¹⁴¹, cela représente une dépense additionnelle pour le MELs de l'ordre de 80 M\$. Le coût estimé de l'application du premier scénario est donc de 130 M\$ annuellement. Les sommes que devraient assumer le gouvernement sont donc relativement importantes et nécessiteraient une augmentation de l'ordre de 10,2% du budget alloué aux cégeps par le MELs¹⁴².

Coût estimé de la mesure :	
Couverture des droits universels :	50 M\$ annuellement
Couverture du matériel didactique :	80 M\$ annuellement
Total :	130 M\$ annuellement

Au niveau de la société québécoise, outre une certaine amélioration des conditions de vie des étudiantes et des étudiants collégiaux, il est possible que cette mesure entraîne une hausse des inscriptions. En considérant que les droits universels sont en moyenne de 162,96\$ par étudiante ou étudiant et par année et que l'on prend comme estimation un montant de 500\$ pour prendre en compte, cela représenterait une diminution de la charge assumée par les étudiantes et les étudiants de l'ordre de 660\$ par année. Si l'on se fie aux les chiffres avancés par Heller (voir section 2.3.3), si 100\$ de diminution des frais relatifs à la poursuite des études entraîne une hausse des inscriptions entre 0,5% et 1%, cela représenterait une augmentation des inscriptions entre 5 280 et 10 560 étudiantes et étudiants. Ces chiffres semblent relativement élevés, compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle 59,3% des jeunes en âge de fréquenter le cégep y étudient¹⁴³ et de ce nombre, 72,2% des étudiantes et des étudiants pré-universitaires réussissent à obtenir leur diplôme et 62,6% de celles et ceux du collégial technique¹⁴⁴. Cela dit, ces chiffres ne sont peut-être pas si loin de la réalité, puisque le taux d'accès au collégial a déjà été de 63,3% en 1995-1996, soit 4% de plus qu'aujourd'hui¹⁴⁵. De plus, l'adoption de ces mesures aurait sans doute un

¹³⁹ AFE, *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003, p.255.

¹⁴⁰ FCBEM, *La situation financière des étudiants des collèges canadiens ; 3^e éditions*. Montréal : FCBEM, avril 2005, p.55.

¹⁴¹ MELs. 2006. Mise à jour en octobre. *Observation et prévisions des effectifs étudiants au collégial – SIPEEC*. En ligne : <http://www.mels.gouv.qc.ca/stat/Sipeec/donnees_2005/Reseau_collégial_2004_2005.pdf> (consulté le 9 août 2006).

¹⁴² Le calcul est fait à partir des chiffres disponibles dans le budget de dépenses du gouvernement du Québec pour l'année 2006-07 : Conseil du Trésor, *Budget de dépenses 2006-2007 ; Volume II : Crédit des ministères et organismes*. Québec : Conseil du Trésor, mars 2006, p.8-8.

¹⁴³ MELs, *Indicateurs de l'éducation – Édition 2006*. Québec : MELs, 2006, p.68.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.81.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.68.

effet bénéfique également sur celles et ceux qui quittent leurs études avant d'avoir obtenu leur diplôme à cause de problèmes financiers.

D'autre part, tentons d'estimer le rendement social d'une telle mesure. Nous tiendrons compte ici du fait que le coût de formation d'un diplômé collégial pré-universitaire est de 130 296\$ et qu'il est de 166 512\$ pour un diplômé du collégial technique¹⁴⁶ ; que 56% des DEC sont décernés au secteur pré-universitaire et 44% en secteur technique¹⁴⁷ et que le montant des revenus gouvernementaux issus des taxes et impôts d'un individu ayant un diplôme collégial est de 468 570\$¹⁴⁸. La différence entre les coûts de formation et les revenus gouvernementaux pour un diplômé pré-universitaire sont donc de 338 274\$ et de 302 058\$ pour un diplômé du secteur technique. Par contre, considérons que les individus qui accéderont maintenant au collégial auraient autrement accédé directement au marché du travail avec un diplôme d'études secondaires ou un DEP, ce qui fait en sorte qu'ils auraient générés des revenus au gouvernement de 380 293\$ au cours de leur vie active et que leur éducation aurait coûté 103 956\$ aux contribuables. Cela fait en sorte que les revenus supplémentaires en taxes et impôts pour le gouvernement se chiffrent respectivement à 61 938\$ par rapport au diplôme d'études collégiales pré-universitaires et à 25 722\$ par rapport au diplôme d'études collégiales technique. De plus, le nombre de diplômés pré-universitaires additionnels se chiffrerait entre 2 957 et 5 914 par année, alors qu'ils seraient entre 2 323 et 4 646 pour les techniciennes et les techniciens. Les revenus additionnels du gouvernement québécois représenteraient alors entre 242,9 M\$ et 485,8 M\$. Par contre, il faut prendre en compte le fait que les fruits d'une telle politique ne se font pas sentir à court terme, entre autre parce que les revenus de taxe et d'impôt les plus importants générés par un individu proviennent des dernières années de sa vie active. En prenant cela en compte et le fait que la somme additionnelle de 130 M\$ doit être récurrente et que les retombées fiscales pour le gouvernement le sont aussi, il en résulte des revenus nets, allant de 112,9 M\$ à 355,8 M\$.

Bien évidemment, ces calculs sont faits de façon extrêmement sommaire et sont basés sur des estimations très conservatrices, mais peuvent toutefois donner une bonne idée du coût de l'abolition des droits universels au collégial et l'instauration de la gratuité du matériel didactique. D'autre part, si la mesure n'apparaît pas rentable du point de vue économique à partir des calculs effectués, il faut rappeler que les diplômés collégiaux sont moins susceptibles d'avoir recours à des transferts gouvernementaux à titre de revenus de chômage ou d'aide sociale, qu'ils sont généralement plus en santé et plus actifs au sein de la société, ce qui peut difficilement être quantifié, mais peut enrichir passablement notre société à tous les points de vue.

5.2.2 Abolition de frais ciblés

¹⁴⁶ Ces données correspondent aux chiffres disponibles pour l'année 2003-04. *Ibid.*, p.26.

¹⁴⁷ MELs, *Statistiques de l'éducation ; Édition 2005*. Québec : MELs, 2005, p.154.

¹⁴⁸ À ce niveau nous prenons le DEC comme base commune de comparaison, il n'existe pas à proprement parlé de données nous permettant de distinguer le secteur pré-universitaires du secteur technique puisque la majorité des diplômés du secteur pré-universitaires se dirigent vers l'université plutôt que sur le marché du travail directement. De plus, il est à signaler que les données sur les montants de taxes et impôts perçus en fonction du niveau de scolarité atteint sont calculées pour une période de 50 ans (15 ans à 64 ans). MELs, « La rentabilité du baccalauréat », *Bulletin statistique de l'éducation*, No 32 (septembre 2005), p.2.

Ce scénario sera beaucoup moins élaboré que le précédent. La raison est bien simple : si la FECQ décide de s'attaquer à certains frais ciblés, elle devra le faire selon les positions dont elle se dotera elle-même. Ce rapport n'est pas un avis en soit ni un document d'orientation. Cela étant, comme deuxième option, les étudiantes et les étudiants collégiaux pourraient en venir à choisir de se battre pour l'abolition de certains frais spécifiques comme cela a été la tactique entre 1999 et 2001. À ce niveau, nous émettrons ici un certain nombre d'avenues envisageables.

La stratégie qui avait été adoptée à l'époque était de prendre les droits et frais à la pièce et de questionner leur raison d'être individuellement. Les droits et frais pouvant constituer une entrave à l'accessibilité avaient été visés en premier lieu. À ce niveau, on pouvait retrouver des frais reliés à la révision de note, au changement de programme et à la production de documents officiels visant l'accès à l'université par exemple. Chacun de ces frais pouvait constituer en soit un frein à la poursuite du projet d'étude pour des raisons évidentes. Le deuxième type de frais qui avait été combattu comprenait des éléments qui sont supposés être couverts par le régime financier des collèges et qui étaient tout de même compris soit dans les droits de toute autre nature ou encore dans les frais pour services tarifés. Parmi les frais abolis de ce côté, on note entre autres les frais de location de casier. Ainsi, voici un certain nombre de possibilités envisageables avec l'adoption d'un tel positionnement.

En premier lieu, au niveau de la reconnaissance des acquis, qu'il s'agisse d'acquis de formation ou d'acquis extrascolaires, la majorité des cégeps exigent des frais qui peuvent être relativement élevés. Ces frais peuvent être tarifés de différentes façons et varient de façon importante en fonction du type de reconnaissance et du cégep. Par exemple, la reconnaissance des acquis peut être facturée jusqu'à 500\$ au cégep Marie-Victorin pour une demande, cela peut être facturé entre 1\$ et 4\$ par heure de cours pour un cours reconnu, il y a également des établissements où la reconnaissance est facturée par cours, entre 10\$ et 75\$ par cours ou encore 30\$ par compétences reconnues. La reconnaissance des acquis est un service qui est de plus en plus nécessaire à la société, notamment à cause du va-et-vient qu'il peut y avoir au cours d'une vie entre les études et les périodes de formation ou encore à cause de la quantité importante de personnes issues de l'immigration qui doivent se faire reconnaître leur diplôme d'origine pour leur insertion sur le marché du travail québécois ou pour poursuivre leurs études au Québec. De plus, il s'agit d'un moyen d'éviter de dédoubler les dépenses liées à l'éducation pour le gouvernement et à accélérer le temps de passage aux études pour les étudiantes et les étudiants qui y ont recours. Par contre, il s'agit d'un service fourni sur une base individuelle et qui se justifie plus difficilement sur une base collective.

Un autre secteur où l'imposition de droits et frais peut être discutable est celui des services de santé et psychosociaux dans les cégeps. La Fédération des Cégeps a souligné récemment l'importance de ces services pour la population étudiante du réseau collégial et la dégradation de ces services, dont le financement a chuté drastiquement dans les dernières années¹⁴⁹. Ce type de service est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS), mais des ententes existent avec le MELS et entre les CLSC et les cégeps. Ainsi, le fait d'intégrer un montant à l'intérieur des droits de toute autre nature pour s'assurer la présence d'une infirmière dans un cégep ou encore le paiement d'honoraires de visite à un psychologue à l'intérieur des

¹⁴⁹ Fédération des Cégeps, *Rapport de recherche sur les services psychosociaux et les services de santé dans les collèges en 2002-2003*. Montréal : Fédération des Cégeps, 2004.

murs d'un cégep sont des pratiques qui sont questionnables. L'application de ces services pourrait être améliorée et uniformisée à l'ensemble du réseau si une enveloppe budgétaire issue d'une entente entre le MELS et le MSSS permettait de couvrir ces dépenses.

Il existe également certains services offerts pour lesquels des enveloppes budgétaires existent déjà et qui sont supposés couvrir les besoins existants. C'est le cas notamment des services d'alternance travail-études pour lesquels des sommes sont octroyées pour assurer que du personnel puisse être dégagé pour travailler sur la recherche de milieux de stage et le soutien aux élèves qui désirent participer à ces derniers. Il est donc surprenant d'observer les sommes importantes exigées des étudiantes et des étudiants ayant accès à ces programmes et la variation importante de ces frais d'un établissement à l'autre. De plus, il peut être fort questionnable de voir des frais exigés à des étudiantes et des étudiants qui ont réussi à trouver leur milieu de stage par initiative personnelle. Ce type de frais pourrait ainsi être aboli ou réglementé pour éviter les abus.

Ensuite, une autre approche possible serait d'exiger qu'un prix plus « juste » soit appliqué pour l'utilisation de services tarifés et en vente libre. Présentement, il existe une panoplie de frais qui peuvent être qualifiés de « ticket-modérateur ». Il s'agit de frais qui sont relativement élevés pour éviter que les services auxquels ils se rattachent soient trop utilisés ou encore qui servent de pénalités visant à « responsabiliser » l'étudiante ou l'étudiant. Parmi la première catégorie, on compte des frais pour copies de documents administratifs, comme les attestations d'études collégiales ou les copies de bulletin. Dans certains cégeps, des documents comme les attestations de fréquentation scolaire peuvent être gratuits, alors que d'autres établissements peuvent exiger des frais de 10\$ par demande et pour des documents administratifs archivés, ces frais peuvent monter jusqu'à 20\$. Lorsqu'on parle d'une attestation de fréquentation scolaire, il s'agit d'une feuille photocopiée à laquelle s'ajoute le sceau officiel du cégep, une opération qui peut prendre de quelques secondes à quelques minutes. Un frais de 5\$ ou 10\$ pour une telle opération peut difficilement en représenter le coût réel, même en tenant compte du salaire horaire du personnel en charge. Pour ce qui est des frais de pénalité, ils peuvent varier entre 10\$ et 50\$ pour des chèques sans provision ou encore entre 5\$ et 50\$ pour des retards à l'inscription. Il faudrait peut-être se questionner sur la pertinence de ce type de pénalité individuellement ou de façon plus globale ou encore tenter de plafonner le montant des pénalités et les cas où il serait justifié de continuer à les appliquer.

Finalement, une autre avenue envisageable serait de tenter de revenir à la situation qui prévalait avant 1997 et la modification de l'article 24 de la loi sur les cégeps permettant l'apparition d'une nouvelle catégorie de droits non-plafonnés. Ainsi, cette limitation du montant maximum de droits universels pourrait permettre de stabiliser le niveau des sommes exigées des étudiantes et des étudiants collégiaux et d'éviter une fluctuation trop importante en période de compression budgétaire. Ce plafonnement des droits de toute autre nature permettrait également d'uniformiser le coût des études collégiales pour l'ensemble du réseau et d'éviter ainsi les déséquilibres qui ont pu se créer depuis 1997 et qui peuvent avoir nuit dans certains cas à l'accessibilité ou l'apparence d'accessibilité financière aux études.

5.2.3 *Instauration de droits de scolarité*

En opposition avec les scénarios visant à réduire ou éliminer les charges financières assumées par les étudiants, tentons maintenant d'imaginer quelles pourraient être les conséquences de l'instauration de droits de scolarité au collégial.

Premièrement, pour réaliser cette analyse, nous prendrons pour exemple les tarifs actuellement en place pour les études collégiales à temps partiel, c'est-à-dire 2\$ par période d'une heure de cours. Une étudiante ou un étudiant collégial est considéré comme étant à temps plein lorsqu'il est inscrit à 4 cours ou durant 12h par semaine, ce qui représente un total de 180h contact par session. De l'autre côté, celles et ceux qui cumulent le plus d'heures de cours par semaines dans les programmes techniques peuvent se retrouver avec environ 35h de cours par semaine, ce qui représente 525h contact par session. En considérant que les droits de scolarité s'établissent à 2\$/h, cela porterait le montant des droits de scolarité entre 360\$ et 1 050\$ par session. Sur une base de comparaison, les étudiants universitaires de premier cycle sont considérés à temps plein à partir de 4 cours par session ou 12 unités et les droits de scolarité s'élèvent à 55,61\$ par unité. Les sessions les plus chargées pour un étudiant au baccalauréat comprennent rarement plus de 6 cours ou 18 crédits. Le montant des droits de scolarité varie donc entre 667,32\$ et 1 000,98\$ par session. Comme il n'existe pas de donnée disponible concernant le nombre d'heures auxquelles les étudiantes et les étudiants collégiaux assistent en moyenne par semaine, nous utiliserons comme base de calcul la médiane entre le seuil minimum d'heures contacts pour individu étudiant à temps plein (12h) et le maximum généralement observé (35), soit 23,5h, ce qui voudrait dire 705\$ de droits de scolarité par session en moyenne et 1 410\$ par année. Si l'on multiplie cette somme par le nombre d'étudiantes et d'étudiants qui devraient être inscrits à l'enseignement régulier dans les cégeps pour l'année 2006-2007, cela voudrait dire environ 225,6 M\$ supplémentaires dans les coffres des cégeps. La Fédération des Cégeps estimant que le sous-financement actuel du réseau collégial équivaut à 245 M\$¹⁵⁰, cet apport supplémentaire d'argent frais serait probablement en mesure de régler une partie des problèmes financiers actuels du réseau et d'améliorer la qualité de l'enseignement au collégial.

Revenus additionnels issus de la mesure :	
Imposition de droits de scolarité de 2\$/heure contact	
Moyenne de 23,5h/semaine	
Effectifs prévus pour 2006-2007 d'environ 160 000 étudiants	
Total :	225,6 M\$ annuellement

Cela étant dit, tout comme une baisse des droits et frais exigés entraînerait une augmentation des inscriptions en fonction des théories avancées sur l'élasticité-prix de la demande, une hausse des montants exigés aura l'effet inverse. De cette façon, considérant une élasticité-prix de la demande entre 0,5% et 1% pour chaque tranche de 100\$, une hausse de l'ordre de 1 410\$ par année aurait pour effet de diminuer les effectifs collégiaux entre 7,05% et 14,1%, ce qui représente entre 11 280 et 22 560 étudiantes et étudiants en moins. En reprenant les chiffres concernant la

¹⁵⁰ Selon le dernier communiqué en date où la Fédération des Cégeps fait mention de ses réclamations pour régler les problèmes de sous-financement des cégeps : Fédération des Cégeps, *Transferts fédéraux au postsecondaire : la Fédération des Cégeps intensifie ses actions*. Montréal : Fédération des Cégeps, communiqué de presse du 16 août 2006.

rentabilité sociale des diplômes, une diminution des effectifs de cet ordre aurait comme répercussion une diminution des revenus fiscaux entre 518,9 M\$ et 1,038 G\$ par année. Les pertes nettes qui résulteraient d'une telle politique seraient ainsi entre 293,3 M\$ et 812,2 M\$ par année.

L'exercice que nous venons de faire permet de se faire une idée sommaire des impacts économiques directs qui pourraient résulter de l'implantation de droits de scolarité au collégial. Par contre, d'autres impacts se feraient assurément ressentir, comme la hausse des inscriptions à temps partiel. Il y a lieu également de se questionner sur la diminution des effectifs dans différents milieux. Par exemple, les conditions socioéconomiques des étudiantes et des étudiants du cégep Bois-de-Boulogne ne sont pas les mêmes que celles qui prévalent au cégep de Rosemont et peuvent varier fortement entre le campus de Val d'Or et le cégep de Beauce-Appalaches. Une diminution de 7% à 14% ne se ressentirait pas de la même façon d'une région à l'autre et une diminution importante des effectifs dans certains cégeps de régions périphériques pourrait avoir des impacts dramatiques comme la fermeture de programmes ou d'établissements qui, au-delà de l'accessibilité financière aux études, pourrait affecter également l'accessibilité géographique. C'est donc un ensemble de facteurs très complexes qu'il faudrait prendre en considération et non un simple cadre macroéconomique.

5.2.4 *Modification du régime d'aide financière aux études*

En ce qui concerne l'aide financière aux études (AFE), nous étudierons ici les différents paramètres pouvant être modifiés afin d'améliorer la façon dont l'AFE est distribuée. En premier lieu, nous aborderons les éléments qui sont couverts par le régime, les critères d'admissibilité et enfin, les modalités de remboursement des dettes d'études. À tous les niveaux, il ne sera question que des principes, nous n'entrerons pas dans les détails des paramètres puisqu'il existe une infinité de possibilités d'ajustement de ces paramètres.

Tout d'abord, il faut rappeler que l'AFE, dans sa forme actuelle, se base sur des principes supplétifs et contributifs. C'est-à-dire que l'étudiante ou l'étudiant et sa famille doivent être les premiers à fournir les efforts nécessaires à la poursuite de leur projet d'études et le gouvernement comble le manque à gagner. Ainsi, les critères d'admissibilité au programme de l'AFE se basent sur le niveau de revenu de l'étudiante ou de l'étudiant – incluant les revenus d'emploi, les bourses d'étude, les pensions alimentaires, les revenus familiaux et les revenus du ou de la conjointe. Au Québec, l'étudiante ou l'étudiant est considéré comme étant autonome de ses parents s'il a quitté la résidence familiale depuis au moins deux ans ou s'il étudie à la maîtrise ou au doctorat. Les étudiantes et les étudiants au secondaire professionnel, au collégial pré-universitaire et technique et à l'université, tous cycles confondus, ont accès à l'AFE, qu'ils soient à temps plein ou à temps partiel. Si l'on souhaite améliorer l'AFE donc, il est possible d'ajuster les paramètres d'admissibilité en exonérant totalement les revenus de bourses, en diminuant la contribution de l'étudiante ou de l'étudiant, en éliminant la contribution parentale pour celles et ceux qui ne résident plus chez ses parents ou en ne considérant pas les pensions alimentaires comme un revenu (comme cela se fait au niveau fédéral) par exemple.

Ensuite, un certain nombre de paramètres peuvent être ajustés au niveau de la forme sous laquelle l'aide financière est accordée. Règle générale, dans la plupart des pays où il existe un système

d'aide financière, elle est d'abord accordée sous forme de prêt et dans certains cas, comme au Québec, une aide est accordée sous forme de bourse une fois la limite de prêt atteinte. Il est ainsi possible de jouer sur le ratio entre le montant des bourses et celui des prêts. Les proportions actuelles au Québec sont de 47,3% de bourses et 52,7% de prêts¹⁵¹. De plus, l'aide peut être accordée sur une base annuelle, trimestrielle ou mensuelle. Avant 2004, l'aide était administrée une fois par session d'études et envoyée directement à l'étudiante ou l'étudiant qui en faisait la demande. À partir de cette dernière année, les prestations ont commencé à être accordées sur une base mensuelle et versées directement à l'institution financière avec laquelle l'élève fait affaire, avec des montants légèrement supérieurs en début de session afin de couvrir les dépenses supérieures encourues pour les dépenses en matériel scolaire et droits de scolarité.

Au niveau des dépenses admises maintenant, voyons les facteurs qui sont pris en compte. Les dépenses qui sont comprises dans le calcul du montant d'aide octroyé comprennent la couverture des frais de subsistance (nourriture, vêtements, logement), de transport, des frais scolaires (matériel scolaire et droits de scolarité), des sommes particulières pour les étudiantes et les étudiants résidant dans des régions et MRC précises et des frais pour médicaments, orthèses visuelles et autres soins. De plus, des sommes sont accordées aux étudiantes et aux étudiants avec enfant à charge pour les frais de subsistance de l'enfant et les frais de garde¹⁵². En observant les différents paramètres inclus dans les dépenses admises donc, on peut remarquer que les ajustements possibles consisteraient à modifier les montants attribués pour chacun des frais admis ou encore, l'admission d'autres types de frais comme la couverture de soins dentaires par exemple. En ce qui concerne l'ajustement des montants attribués, il faut noter que cela fait maintenant plus de quatre ans que les dépenses admises n'ont pas augmenté dans leur ensemble¹⁵³. Il est intéressant également d'observer que les seuls frais qui sont indexés automatiquement sont ceux pour services de garde, qui ont suivi la hausse des frais de garderies de 5\$ à 7\$ par jour. Enfin, il existe un plafond d'endettement possible à chacun des ordres d'enseignement et un nombre de sessions maximum pendant lesquelles une étudiante ou un étudiant peut bénéficier du programme de l'AFE. Ce plafonnement sert en quelque sorte de ticket-moderateur pour éviter que les étudiantes et les étudiants ne traînent trop longtemps aux études ou qu'ils accumulent des montants d'endettement insurmontables par la suite.

Finalement, au niveau des mesures de remboursement de la dette, voici comment les différentes modalités peuvent s'appliquer. Présentement, l'étudiante ou l'étudiant ne doit payer ses prêts qu'à partir du moment où il a terminé ses études et les intérêts commencent à courir à partir de ce moment. Le remboursement se fait selon des modalités qui doivent faire l'objet d'une entente entre l'étudiant et son institution financière. Il existe un programme de remboursement différé qui permet de bénéficier de quatre périodes de six mois dans une vie où l'individu ayant à rembourser un prêt peu cesser ses versements, dans le cas où ses revenus seraient insuffisants. De

¹⁵¹ Le niveau du plafond de prêt ayant été ramené à celui qui prévalait avant la coupure de 103 M\$ en 2004, ces chiffres correspondent à ceux fournis dans l'avis du CCAFE du mois de juin 2004. CCAFE, *Hausse des montants maximum des prêts et des niveaux d'endettement ; Allocation pour l'achat de matériel informatique et exemption de base pour les montants reçus à titre de pension alimentaire ; Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études*. Québec : CSE, CCAFE, juin 2004, p.15.

¹⁵² Il est intéressant de noter que les seuls frais qui sont indexés automatiquement sont ceux pour services de garde qui ont suivi la hausse des frais de garderies de 5\$ à 7\$ par jour.

¹⁵³ CCAFE, *La modernisation du programme de prêts et bourses ; Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études*. Québec : CSE, CCAFE, mars 2004, p.6.

plus, si un bénéficiaire de l'AFE remplit certaines exigences relativement au montant de la dette accumulée et du temps requis pour compléter ses études, une partie de ses dettes d'études peuvent être effacées avec le programme de remise de dette. Ce type de programme est courant dans d'autres provinces canadiennes notamment. Le ministre peut également éliminer en partie ou en totalité des dettes d'études pour motifs humanitaires, lorsque des cas extrêmes lui sont présentés.

Au niveau du remboursement des prêts d'études, il existe également la possibilité de payer les dettes d'études proportionnellement au revenu (RPR). Ce type de système est en place en Suède et en Australie notamment et permet d'éviter que l'individu ne se retrouve dans une position fâcheuse, advenant une diminution abrupte des revenus, ou encore si ceux-ci sont insuffisants aux yeux des institutions financières pour rembourser son prêt. Le RPR a été encensé par les uns et décrié par les autres, mais en fait, c'est principalement les modalités d'application de ce type de système qui peuvent prêter à controverse. Par exemple, dans certains endroits, l'instauration du RPR a permis de justifier le dégel ou l'instauration des droits de scolarité. L'un des paramètres importants auquel il faut prêter attention avec le RPR, c'est le nombre d'années maximum durant lequel le prêt doit être remboursé. En effet, si aucun plafond n'est fixé, dans certains cas, les paiements peuvent s'échelonner sur une durée dépassant celle de la vie active d'un individu, à cause du montant élevé de l'endettement et de l'accumulation importante des intérêts qui peut faire en sorte que le montant payé au bout du compte soit plusieurs fois plus important que la dette initiale d'études. L'autre paramètre du RPR qui peut modifier grandement son impact, c'est le niveau de revenu à partir duquel il peut s'appliquer à un individu. Par exemple, la mouture du RPR qui avait été élaboré au mois de janvier 2005 par le ministre de l'Éducation de l'époque ne permettait qu'à une infime minorité d'accéder au programme qu'il voulait instaurer. Ce projet avait d'ailleurs été écarté par la suite, à cause des pressions étudiantes.

6. CONCLUSION

Voilà, nous avons abordé à peu près tous les éléments entourant le concept de la gratuité scolaire et les problématiques reliées à celui de l'accessibilité financière aux études. Cette recherche n'a pas pour objet de répondre aux questions posées plus tôt de façon précise, puisqu'il existe une multitude de manières de répondre à des questions comme « qu'est-ce que la gratuité scolaire ? », tout dépendant du point de vue adopté. Par contre, ce document permettra sans doute de fixer un certain cadre théorique dans lequel les éléments justifiants des politiques d'accessibilité aux études post-secondaires et les impacts de leur mise en application devraient ressortir de façon beaucoup plus claire, permettant ainsi un débat éclairé.

Par rapport au réseau collégial, les différentes composantes du régime de gratuité actuel devraient apparaître mieux circonscrites. Par rapport à la question des droits et frais appliqués dans les cégeps, nous possédons maintenant une meilleure connaissance des pratiques en place et de l'évolution du financement du réseau collégial à partir des montants exigés des étudiantes et des étudiants. Certains scénarios de modification ont d'ailleurs été envisagés, mais il pourrait en exister une infinité. Encore une fois, la démarche entreprise ici servira davantage de cadre théorique à l'application de futures réflexions ou revendications qu'à montrer la voie de ce qui doit être fait.

Concernant les différents scénarios envisagés et les théories sous-jacentes qui ont servi à leur élaboration, il importe d'apporter certaines précisions. Ainsi, si certains ont tenté de chiffrer les pertes que pourrait subir la société en dégelant les droits de scolarité à l'université ou en introduisant des droits de scolarité au niveau collégial, ce type de raisonnement et le degré de validité des hypothèses avancées a souvent été contesté. Aussi, le discours axé uniquement sur l'aspect symbolique de la gratuité comme étant la seule voie permettant d'arriver à une véritable accessibilité aux études supérieures ne suffit plus à justifier les politiques en place, avec les coûts croissants des dépenses au niveau de l'enseignement supérieur et le peu de résultats quand à la progression des classes défavorisées dans leur représentation parmi les étudiantes et les étudiants collégiaux et universitaires.

Le débat qui existe à l'heure actuelle vient du fait qu'il existe à la fois une partie importante de bénéfices rapportés directement à l'individu et pour lesquels certains diront que l'ensemble de la société n'a pas à payer, tandis que pour les autres, les bénéfices que retirent l'ensemble de la société des retombées issues de politiques favorisant l'accessibilité aux études supérieures sont tellement grandes qu'elles justifient des mesures comme le gel des frais de scolarité au niveau universitaire ou la gratuité au niveau collégial. D'autres parlent d'un juste équilibre entre les deux et à cela, nous pourrions ajouter des préoccupations d'équité intergénérationnelle. La question est donc fort complexe et nécessite que l'on en aborde chacun des aspects en évitant les raccourcis.

BIBLIOGRAPHIE

- AFE. *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*. Québec : MEQ, AFE, 2003.
- AFE. *Aide financière aux études – Statistiques ; Rapport 2003-2004*. Québec : MEQ, AFE, 2005.
- Bowen, Howard. *Investment in Learning: The Individual and Social Value of American Higher Education*. San Francisco : Jossey-Bass, 1977.
- Bynner, J., S. MacIntosh, A. Vignoles, L. Dearden, H. Reed et J. van Reenen, *Wider Benefits of Learning Improving Adult Basic Skills : Benefits to the Individual and to Society*. Londres : Department for Education and Employment, London University Institute of Education, London School of Economics Center for Economic Performance et Institute for Fiscal Studies, 2001.
- CCAFE. *L'accessibilité financière à la réussite du projet d'études*. Québec : CSE, CCAFE, mai 2004.
- CCAFE. *Vers une accessibilité financière à la réussite de son projet d'études ; Document de consultation*. Québec : CSE, CCAFE, mars 2003.
- CCAFE. *Hausse des montants maximum des prêts et des niveaux d'endettement ; Allocation pour l'achat de matériel informatique et exemption de base pour les montants reçus à titre de pension alimentaire ; Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études*. Québec : CSE, CCAFE, juin 2004.
- CCAFE. *La modernisation du programme de prêts et bourses ; Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études*. Québec : CSE, CCAFE, mars 2004.
- Comité d'experts sur le financement de la formation continue. *Cap sur l'apprentissage tout au long de la vie ; Rapport du comité d'experts sur le financement de la formation continue*. Québec : MELS, 2004.
- Commission Royale d'Enquête présidée par Monseigneur Parent, *Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, Québec : gouvernement du Québec, 1966.
- Cour d'appel de Montréal. *Procès-verbal de l'appel pour l'action en nullité, règlement/Appel d'un jugement du 28 mai 1990*. Cause numéro 500-09-000959-908. Numéro de la première instance : 405-05-000083-881. Province de Québec : District de Montréal. Par l'honorable juge André Biron, de la cour supérieure du district de Drummond, 1996.
- Dumont, Fernand. *Le lieu de l'homme: la culture comme distance et mémoire*. Montréal : HMH, 1968.

Équipe de travail sur le maintien de l'accès à des services éducatifs, présidé par Michel Gervais. *L'éducation : l'avenir du Québec ; Rapport sur l'accès à l'éducation*. Québec : MELS, octobre 2005.

Eurydice. *Chiffres clés de l'éducation en Europe 2005*. Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005.

FCBEM. *La situation financière des étudiants des collèges canadiens ; 3^e éditions*. Montréal : FCBEM, avril 2005.

FCBEM. *Changement dans la politique relative aux frais de scolarité; Expériences naturelles effectuées dans cinq (5) pays*. Montréal : FCBEM, août 2004.

FECQ. *Taxe à l'échec : une mesure d'exclusion pour aider les étudiants à réussir*. Montréal : FECQ, mars 1998.

FECQ. *Les frais dans les collèges et la modification de l'article 24.5 : pour y voir un peu plus clair*. Montréal : FECQ, 1999.

FECQ. *Frais champignons du collégial : compilation, analyse et revendications*. Montréal : FECQ, 1999.

FECQ. *La gratuité scolaire au collégial*. Montréal : FECQ, août 2001.

FECQ. *Cahier des affaires socio-politiques*, Montréal : FECQ, XVI AGA, avril 2006.

Fédération des Cégeps. *Un cégep résolument ancré dans l'enseignement supérieur*. Montréal : Fédération des Cégeps, mai 2004.

Fédération des Cégeps. *Rapport de recherche sur les services psychosociaux et les services de santé dans les collèges en 2002-2003*. Montréal : Fédération des Cégeps, 2004.

Fédération des Cégeps. *Transferts fédéraux au postsecondaire : la Fédération des Cégeps intensifie ses actions*. Montréal : Fédération des Cégeps, communiqué de presse du 16 août 2006.

Groupe de travail sur les frais exigés des parents. *Rapport sur les frais exigés des parents*. Québec : MEQ, août 2004.

Heller, Donald E. « Student Price Response in Higher Education: An Update to Leslie and Brinkman ». *The Journal of Higher Education*, Vol. 68, No. 6 (Nov.-Dec.), 1997.

Ipsos-Reid, *Les attitudes des Canadiens envers le financement des études postsecondaires : qui devrait payer et comment?*

- Junor, Sean et Alex Usher. *Le prix du savoir 2004; L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : FCBEM, 2004.
- Kenkel, Donald S. « Health Behavior, Health Knowledge, and Schooling ». *Journal of Political Economy*, Vol. 99(2), 1991.
- Kruger, A. et M. Lindahl. « Education for Growth in Sweden and the World ». *Swedish Economic Policy Review*, No. 6, 1999.
- Laval, Christian. *L'école n'est pas une entreprise*. Paris : Éditions La Découverte, 2003.
- MELS. « La rentabilité du baccalauréat », *Bulletin statistique de l'éducation*, No. 32 (septembre 2005).
- MELS. *Frais exigés des parents ; Quelques balises*. Québec : MELS, 2005.
- MELS. *Statistiques de l'Éducation – Édition 2005*. Québec : MELS, 2005.
- MELS. *Indicateurs de l'éducation – Édition 2006*. Québec : MELS, 2006.
- MELS. *Liste des droits universels par CÉGEP en 2005-2006*. Québec : MELS, Enseignement supérieur, Direction des affaires étudiantes, 2006.
- MELS. 2006. Mise à jour en octobre. *Observation et prévisions des effectifs étudiants au collégial – SIPEEC*. En ligne : http://www.mels.gouv.qc.ca/stat/Sipeec/donnees_2005/Reseau_collegial_2004_2005.pdf (consulté le 9 août 2006).
- MELS. 2006. Mise à jour du 19 avril. *Régime budgétaire et financier des cégeps, Annexe S-016-v.1 : Alternance travail-études (ATE)*. En ligne. <http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/FTP/reg-bud/Prive/028-v13.doc> (page consultée le 17 août 2006).
- MELS. 2006. Mise à jour du 19 avril. *Régime budgétaire et financier des cégeps, Annexe C-028-v.1 : Droits de scolarité des étudiants étrangers et des étudiants canadiens non-résidents du Québec*. En ligne. <http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/FTP/reg-bud/Prive/028-v13.doc> (page consultée le 17 août 2006).
- MEQ. *Les frais scolaires au collégial*. Québec : MEQ, Direction générale de l'enseignement collégial, 1982.
- MEQ. *Document d'encadrement sur les droits prescrits en vertu de l'article 24.5 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*. Québec : MEQ, direction des affaires universitaires et collégiales, décembre 2002.
- MEQ. *Analyse comparative des modèles de formation professionnelle et technique au Québec et dans d'autres États*. Québec : MEQ, février 2003.

Moore, R. L., A. H. Studenmund et T. Slobko. « The effect of the financial aid package on the choice of a selective college ». *Economics of Educative Review*, No. 10 (4), 1991.

NCES. *Digest of Education Statistics 2001*. Washington, DC : U.S. Department of Education, 2002.

OCDE. « Links Between Policy and Growth : Cross-Country Evidence », *Perspectives Économiques de l'OCDE*, No. 68, Décembre 2000.

OCDE. *Du bien-être des nations ; Le rôle du capital humain et social*. Paris : OCDE, 2001.

OCDE. *Financing Education – Investments and Returns*. Paris : OCDE, 2002.

OCDE. *Analyse des politiques d'éducation – 2004*. Paris : OCDE, 2005.

OCDE. *Regards sur l'éducation 2005*. Paris : OCDE, 2005.

OCDE. *Réunion des ministres de l'éducation de l'OCDE ; Enseignement supérieur : qualité, équité et efficience*. Athènes, les 27 et 28 juin 2006, Rapport de référence. Paris : OCDE, 2006.

Parkin, Michael et Robin Bade. *Introduction à la macroéconomie moderne – 3^e édition*. Montréal : Éditions du Renouveau Pédagogique inc., 2005.

Publications du Québec. 2006. Mise à jour du 17 août. *Projet de loi No. 106, Loi modifiant la loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, Assemblée Nationale, 37^e législature, 1^{ère} session*. En ligne.
<<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2005C16F.PDF>> (page consultée le 17 août 2006).

Publications du Québec. 2006. Mise à jour du 17 août. *Loi sur l'instruction publique, L.R.Q. chapitre I-13*. En ligne. <<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/home.php#>> (page consultée le 17 août 2006).

Publications du Québec. 2006. Mise à jour du 17 août. *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, L.R.Q. chapitre C-29*. En ligne.
<<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/home.php#>> (page consultée le 17 août 2006).

Publications du Québec. 2006. Mise à jour du 17 août. *Règlement sur les droits de scolarité qu'un collège d'enseignement général et professionnel doit exiger, Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, L.R.Q. chapitre C-29, r.3.5*. En ligne.
<<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/home.php#>> (page consultée le 17 août 2006).

Publications du Québec. 2006. Mise à jour du 17 août. *Règlement sur l'aide financière aux études, Loi sur l'aide financière aux études, L.R.Q. chapitre C-13.3, r.2*. En ligne.

<<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/home.php#>> (page consultée le 17 août 2006).

Querry, A. « Le mot de la fin : Pour une gratuité scolaire intégrale ». In : *Cégep propos : Le cégep est-ce gratuit ? Oui... et non*. Montréal : Fédération des Cégeps, no. 75, décembre 1981.

Ricard, Philippe. *Les conditions socio-économiques des étudiants et des étudiantes des cégeps du Québec*. Montréal : Fédération des Cégeps, 1998.

Robertson, Todd. « Évolution des modèles de financement des universités ». Ottawa : Statistique Canada, *Revue trimestrielle de l'éducation*, Vol. 9, No. 2., 2003.

Santé Canada. *Rapport technique de l'Enquête promotion de la santé (1990)*. Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services du Canada, 1993.

Solow, Robert M. « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, 1956.

Statistique Canada. *Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation*. Ottawa : Ministère de l'Industrie, 1998.

Statistique Canada. *Les seuils de faible revenu de 2005 et les mesures de faible revenu de 2004*. Ottawa : Statistique Canada, Division de la statistique du revenu, avril 2006.

Statistique Canada. 2006. Mise à jour du 20 juillet. *Indice des prix à la consommation, aperçu historique*. En ligne. <http://www40.statcan.ca/102/cst01/econ46a_f.htm> (consulté le 8 août 2006).

Sturm, Pamela. *The Impact of West Virginia State College on the Kanawha Valley: A Case Study on the Benefits of Higher Education*. Institute : West Virginia State College, 1997.

Terrill, Ronald et Robert Ducharme. *Passage secondaire-collégial : Caractéristiques étudiantes et rendement scolaire*. Montréal : SRAM, 1994.

UNEF. *Frais d'inscription illégaux : le scandale continue !* Paris : UNEF, juillet 2006.

Vaillancourt, François et Sandrine Boudreau-Primeau. *The Returns to Education in Canada : 1990 and 1995*. Montréal : Université de Montréal, Centre de recherche et développement en économique (CRDE), 2001.

Raymond, Véronique. *Rapport sur les charges financières assumées par les étudiants et les étudiants au collégial*. Montréal : FECQ et Fédération des Cégeps, avril 2001.

Citation de lois et de projets de lois ????

Utilisation du « op. cit. » pour les notes de bas de page ???

ANNEXE I – FRAIS EXIGES DANS LES DIFFERENTS COLLEGES

Listes des droits et frais exigés aux étudiants et étudiantes collégiaux			
Compilation effectuées à partir des règlements en vigueur à l'automne 2005 dans l'ensemble des cégeps publics			
Cégep	Dénomination des droits et frais	Montant	Fréquence
Abitibi-Témiscamingue			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard d'admission	20 \$	Retard
	Droit d'inscription	20 \$	Session
	Frais afférents	25 \$	Session
	Droits de toute autre nature	60 \$	Session
	Retard d'inscription	25 \$	Retard
	Retard au choix de cours	15 \$	Retard
	Demande d'équivalence de cours	20 \$	Cours
	Reconnaissance d'acquis	2 \$	Période
	Alternance travail-études	100 \$	Stage
Ahuntsic			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Session d'été	5 \$	Cours
	Frais afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Frais afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Demande d'équivalence de cours	30 \$	Cours
	Test d'aptitudes physiques	15 \$	Programme
	Test d'intérêt personnel	50 \$	Programme
	Adhésion au P.É.C.C.	50 \$	Programme
	Reconnaissance d'acquis	2 \$	Période
	Alternance travail-études	125 \$	Stage
	Retard au Centre de diffusion	1 \$	Semaine
	Retard de paiement des droits	20 \$	Retard
	Cours hors programme	5 \$	Période
	Étudiant libre	4 \$	Période
	Auditeur	10,50 \$	Période
	Droits pour services au étudiants - Temps plein	45 \$	Session
	Droits pour services au étudiants - Temps partiel	6 \$	Cours
	Reproduction de documents archivés	5 \$	Copie
	Attestation de fréquentation scolaire non requise par une loi	5 \$	Copie
	Duplicata de reçu pour fins d'impôt	5 \$	Copie
	Duplicata d'horaire	5 \$	Copie
	Duplicata du bulletin d'études collégiales	5 \$	Copie
Alma			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger	75 \$	Programme

Test de préadmission en Techniques policières	175 \$	Programme
Audition de préadmission en musique	10 \$	Programme
Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
Reconnaissance d'acquis - Analyse de dossier	25 \$	Programme
Reconnaissance d'acquis - Admission	30 \$	Programme
Reconnaissance d'acquis - 2e cours et suivants	20 \$	Cours
Retard de choix de cours	20 \$	Retard
Retard pour prise de possession d'horaire	20 \$	Retard
Retard d'inscription	20 \$	Retard
Modification d'horaire à partir d'un système informatisé	10 \$	Retard
Alternance travail-études	150 \$	Stage
Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
Remplacement de la carte d'identité	5 \$	Copie
Bibliothèque - Retard	0,10 \$	Jour/docume nt
Bibliothèque - Retard de document ou appareil audiovisuel sous réserve	1\$ (Max 5\$/document)	Jour/unité
Bibliothèque - Perte de document	10\$ + remplacement	Document
Bibliothèque - Document endommagé	Coût de la réparation	Document
Bris de matériel	Coût de la réparation	Unité
Droits de toute autre nature - Temps plein	45 \$	Session
Droits de toute autre nature - Temps partiel	25 \$	Session
Pénalité pour chèque sans provision	25 \$	Chèque
Attestation de fréquentation ou d'inscription non requise par une loi	2 \$	Copie
Émission supplémentaire d'un horaire	2 \$	Copie
Émission supplémentaire d'un reçu	2 \$	Copie
Émission supplémentaire de relevés pour fins d'impôts	2 \$	Copie
Émission supplémentaire d'un bulletin (dossier actif)	2 \$	Copie
Émission supplémentaire d'un bulletin (dossier archivé)	5 \$	Copie
Émission supplémentaire d'une copie du diplôme (dossier archivé)	5 \$	Copie
Photocopie d'une pièce au dossier actif	2 \$	Copie
Photocopie d'une pièce au dossier archivé	5 \$	Copie
Envoi par courrier ou télécopieur d'une pièce au dossier - Canada	2 \$	Envoi
Envoi par courrier ou télécopieur d'une pièce au dossier - Extérieur du Canada	5 \$	Envoi
Envoi par courrier ou télécopieur d'une pièce au dossier - Courrier recommandé	10 \$	Envoi
Envoi par courrier ou télécopieur d'une pièce au dossier - Courrier prioritaire	10 \$	Envoi
Consultation de dossier pour personnes qui ne pas inscrites à titre d'élève	25 \$	Consultation
Analyse de dossier pour personnes qui ne sont pas inscrites à titre d'élève	50 \$	Analyse
Participation à l'équipe de football collégial AA	190 \$	Année

	Participation à l'équipe de soccer collégial AA	45 \$	Année
	Participation à d'autres équipes sportives collégiales AA	90 \$	1ère inscription
		45 \$	Nouvelles inscriptions
	Assermentation officielle autre que pour l'AFE et admission	5 \$	Demande
	Reprographie	0,10 \$	Copie
	Télécopie	1,25 \$	1ère page
		0,25 \$	pages suivantes
André-Laurendeau			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Choix de cours optionnel	Max 140\$	Cours
	Reconnaissance des acquis extrascolaires	2 \$	Période
	Baccalauréat international	300 \$	Session
	Alternance travail-études	125 \$	Stage
	Camp d'arpentage en génie civil	Max 125\$	Camp
	Retard pour prise de possession d'horaire	25 \$	Retard
	Droits afférents - Temps plein	20 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours hors programme	5 \$	Période
	Droits de toute autre nature - Temps plein	50 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	15 \$	Cours
Baie-Comeau			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis	1 \$	Période
		Max 400\$	Année
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité	3 \$	Copie
	Remplacement de relevés pour fins d'impôt	5 \$	Copie
	Photocopie	0,10 \$	Copie
	Photocopie - Registrariat	0,25 \$	Copie
	Remplacement de documents endommagés ou perdus à la bibliothèque	Coût de remplacement	Document
	Droits de toute autre nature - Temps plein	30 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	8 \$	Cours
	Assurances collectives	2 \$	Session
Beauce-Appalache			
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Désinscription dans les temps requis	5 \$	Session
	Droits afférents	25 \$	Session
	Droits de toute autre nature	41 \$	Session

Bois-de-Boulogne			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard d'inscription	25 \$	Retard
	Retard de choix de cours	25 \$	Retard
	Modification d'horaire	25 \$	Session
	Réactivation d'une inscription annulée	25 \$	Session
	Inscription inter-cégep (cours d'été)	25 \$	Session
	Changement de cours en dehors des périodes prévues	25 \$	Session
	Activités complémentaires, programmes d'Arts et Lettres	Max 75 \$	Session
	Activités complémentaires, programmes de Sciences, Lettres et Arts	Max 62,5 \$	Session
	Activités optionnelles liées à un cours	Max 50 \$	Session
	Frais afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Frais afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Perte, bris ou mauvaise utilisation de matériel	Coût de réparation ou de remplacement	Unité
	Droits de toute autre nature - Temps plein	40 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	10 \$	Cours
	Pénalité pour chèque sans provisions	20 \$	Chèque
Champlain			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard à l'admission	10 \$	Retard
	Analyse de dossier pour étudiant étranger	50 \$	Programme
	Test d'anglais à l'admission pour étudiants étrangers - Campus St-Lambert	25 \$	Programme
	Test d'anglais à l'admission - Campus St-Lawrence	25 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	25 \$	Session
	Retard pour la prise de possession de l'horaire - Campus Lennoxville	25 \$	Session
	Modification d'horaire en dehors des délais prescrits - Campus Lennoxville et St-Lawrence	5 \$	Cours
	Branchement au Proxy	25 \$	Session
	Droit d'inscription au Baccalauréat international	400 \$	Session
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis	25 \$	Cours
		Max 100 \$	Demande
	Droits de toute autre nature - Temps plein - Campus Lennoxville	70 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps plein - Campus St-Lambert et St-Lawrence	65 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	15 \$	Session
	Cours hors programme	6 \$	Période
	Cours hors programme - Session d'été	2 \$	Période

Chicoutimi			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Droits afférents	25 \$	Session
	Droits de toute autre nature	56 \$	Session
	Retard de paiement des droits afférents	15 \$	Retard
	Attestation supplémentaire de certification	2 \$	Copie
	Attestation de fréquentation autres que celles prévues par une loi	1 \$	Copie
	Copie du dossier complet de l'étudiant	5 \$	Copie
	Copie d'une pièce consignée au dossier	1 \$	Copie
	Copie supplémentaire du bulletin d'études collégiales	2 \$	Copie
	Modification d'horaire pour raison personnelle	10 \$	Modification
	Copie supplémentaire de l'horaire individuel	1 \$	Copie
	Copie supplémentaire des relevés pour fins d'impôt	6 \$	Copie
	Copie d'une description de cours	3 \$	Copie
	Retard dans le retour d'un document au centre des médias	0,10 \$	Jour
	Stationnement zone plateau	18,50 \$	Session
	Stationnement zone est et ouest	37 \$	Session
Dawson			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard pour frais d'inscription	50 \$	Retard
	Reconnaissance des acquis	10 \$	Cours
		Max 50 \$	Demande
	Frais afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Frais afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Cours hors programme	2 \$	Période
	Frais pour cours d'éducation physique optionnels	Max 250\$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	37 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	10 \$	Session
	Cérémonie de diplomation	5 \$	Programme
Drummondville			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard à l'admission	25 \$	Retard
	Audition ou entrevue de sélection pré-admission dans certains programmes	10 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger	75 \$	Programme
	Test d'évaluation de connaissance de la langue d'enseignement dans le cadre d'une demande d'admission	30 \$	Programme
	Reconnaissance des acquis dans le cadre de l'admission	25 \$	Demande
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	25 \$	Retard
	Droit d'inscription au programme Sports-Études	30 \$	Session
	Reconnaissance des acquis dans le cadre de l'inscription	25 \$	Demande
	Modification d'horaire autre que les cas prévus au règlement	15 \$	Demande

	Cours hors programme	5 \$	Cours
	Cours d'été	5 \$	Cours
	Cours optionnel d'éducation physique - Canot-camping	45 \$	Session
	Cours optionnel d'éducation physique - Plein air	40 \$	Session
	Cours optionnel d'éducation physique - Randonnée pédestre	40 \$	Session
	Cours optionnel d'éducation physique - Golf	40 \$	Session
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Pénalité pour retard au Centre de documentation - Volumes	0,25 \$	Jour/Document
	Pénalité pour retard au Centre de documentation - Disques compacts	1 \$	Jour/Document
	Pénalité pour retard au Centre de documentation - Cassettes	1 \$	Jour/Document
	Bris ou perte de document au Centre de documentation	5\$ + coût de remplacement	Document
	Droits de toute autre nature - Temps plein	67 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	41 \$	Session
	Retard de paiement des droits de toute autre nature	25 \$	Retard
Édouard-Montpetit			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Tests de sélection aux programmes de denturologie et de techniques dentaires	35 \$	Programme
	Test d'évaluation de la langue d'enseignement (pour les étudiants n'ayant pas complété leurs études secondaires en français au Québec)	35 \$	Programme
	Retard à l'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours optionnel d'éducation physique de plein air	Max 200 \$	Session
	Droit d'inscription au stage préparatoire au programme d'alternance travail-étude de l'ÉNA	30 \$	Stage
	Droit d'inscription au programme d'alternance travail-étude de l'ÉNA	450 \$	Stage
	Reconnaissance des acquis - Équivalence	10 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis - Évaluation des acquis extrascolaires	2 \$	Période
	Reconnaissance des acquis - Évaluation des acquis extrascolaires pour les stages	235 \$	Cours
	Retard à l'inscription - Temps plein	20 \$	Retard
	Retard à l'inscription - Temps partiel	5 \$	Retard
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	10 \$	Copie
	Remplacement de document ou d'équipement endommagé ou brisé	8 \$ plus coût de remplacement	Unité
	Droits de toute autre nature - Temps plein - Campus Longueuil	60 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps plein - Campus ÉNA	65 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	10 \$	Session

	Pénalité pour chèque sans provision	30 \$	Chèque
François-Xavier Garneau			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Auditions, tests et examens physiques de pré-admission	Max 50 \$	Programme
	Analyse du dossier scolaire pour fins spécifiques	75 \$	Programme
	Retard à l'admission	30 \$	Retard
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droit d'inscription au Baccalauréat international	Max 500 \$	Session
	Droit d'inscription au programme Sport-Études ou Arts-Études	Max 100 \$	Année
	Droit d'inscription à des cours offerts par Internet	Max 100 \$	Cours
	Frais à acquitter pour certains cours - Transport	Max 50 \$	Cours
	Frais à acquitter pour certains cours - Éducation physique	Max 400 \$	Cours
	Frais à acquitter pour certains cours - Transport et droit d'entrée	Max 60\$	Cours
	Frais à acquitter pour certains cours - Matériel spécialisé demeurant propriété de l'étudiant	Max 100 \$	Cours
	Frais à acquitter pour certains cours - Alternance travail-études	Max 500 \$	Stage
	Frais à acquitter pour certains cours - Stage facultatif exigeant des vaccins	Max 150 \$	Vaccin
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Remplacement de document endommagé ou perdu à la bibliothèque	10 \$ + coût de remplacement	Document
	Retard de remise d'un document à la bibliothèque	0,25 \$	Jour/Document
		Max 5 \$	Document
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Alternance travail-études	200 \$	Stage
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Cours hors programme	2 \$	Période
	Droits de toute autre nature	30 \$	Session
Gérald-Godin			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard à l'admission	20 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Retard
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	20 \$	Retard
	Alternance travail-études - À partir du service de placement	160 \$	Stage
	Alternance travail-études - Stage trouvé par l'étudiant	60 \$	Stage
	Reconnaissance d'équivalence de cours	10 \$	Demande
	Reconnaissance des acquis	4 \$	Période
	Reconnaissance des acquis - Gestion du dossier	20 \$	Dossier

	Reconnaissance des acquis - Expérience de reconnaissance au programme de Techniques d'éducation à l'enfance	30 \$	Compétence
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Réactivation de compte sur le réseau informatique	5 \$	Réactivation
		5 \$ +	
	Perte ou endommagement d'un document à la bibliothèque	Remplacement des documents	Document
	Retard à l'emprunt de matériel spécialisé	2 \$	Heure
		Max valeur de l'appareil	Max 8h/jour
	Droits de toute autre nature	55 \$	Session
	Pénalité pour chèque sans provision	15 \$	Chèque
	Retard de remise de document à la bibliothèque	0,25 \$	Jour
		Après 5 jours, traité comme une perte	
	Modification d'horaire pour raisons personnelles	15 \$	Modification
	Copie supplémentaire d'une attestation de fréquentation scolaire	2 \$	Copie
	Copie supplémentaire du certificat pour fins d'impôts	4 \$	Copie
	Compte d'utilisation des imprimantes - Temps plein	10 \$	Session
	Compte d'utilisation des imprimantes - Temps partiel	5 \$	Session
	(À l'épuisement du solde des cartes peuvent être vendues au besoin)		
	Traduction anglaise d'un bulletin descriptif	50 \$	Traduction
	Accès au stationnement	85 \$	Session
	Accès au stationnement	150 \$	Année
Granby-Haute-Yamaska			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	15 \$	Retard
	Droit d'inscription pour étudiant désinscrit - Temps plein	20 \$	Retard
	Droit d'inscription pour étudiant désinscrit - Temps partiel	5 \$	Retard
	Reconnaissance d'acquis de formation scolaire	30 \$	Cours
	Reconnaissance d'acquis de formation extrascolaire	2 \$	Période
	Reconnaissance d'acquis concernant un stage	100 \$	Demande
	Droit d'inscription à l'alternance travail-études	25 \$	Stage
	Droits afférents - Temps plein	24 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	50 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	25,50 \$	Session
Heritage			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours hors programme	4 \$	Période

	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Retard à l'admission	25 \$	Retard
	Tests de classement (mathématiques, anglais, français...)	25 \$	Test
	Retard de remise de document à la bibliothèque	0,25 \$	Jour
	Perte ou endommagement de document à la bibliothèque	15 \$ + coût de remplacement	Document
	Retard à l'inscription	50 \$	Retard
	Copie de documents officiels	10 \$	Copie
	Inscription à des cours optionnels - Visite de musée	25 \$	Cours
	Inscription à des cours optionnels - Canoe Camping	80 \$	Cours
	Inscription à des cours optionnels - Golf	100 \$	Cours
	Alternance travail-études	70 \$	Stage
	Programme coopératif	20 \$	Session
	Droits afférents	25 \$	Session
	Droits de toute autre nature	50 \$	Session
	Frais reliés à l'informatique - Utilisateur léger (dépendamment du programme)	10 \$	Session
	Frais reliés à l'informatique - Utilisateur moyen (dépendamment du programme)	20 \$	Session
	Frais reliés à l'informatique - Utilisateur lourd (dépendamment du programme)	25 \$	Session
	Ouverture des laboratoires informatiques en dehors des heures normales (dépendamment du programme)	25 \$	Session
	Copie de plan de cours	5 \$	Copie
	Copie de la carte d'identité étudiante	10 \$	Copie
	Copie de l'attestation de fréquentation scolaire	10 \$	Copie
	Copie de l'attestation d'admission	5 \$	Copie
	Copie de l'horaire	5 \$	Copie
	Envoi par télécopieur, courrier, appels interurbains	10 \$	Envoi
	Copie du bulletin	5 \$	Copie
John-Abbott			
	Droits d'admission	30 \$	Programme
	Droits d'admission pour étudiant étranger	50 \$	Programme
	Test de pré-admission au programme de Techniques policière	75 \$	Programme
	Tests médicaux pour étudiants admis sous conditions en Techniques policière	230 \$	Programme
	Droits d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droits d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription - Temps plein	50 \$	Retard
	Retard à l'inscription - Temps partiel	15 \$	Retard
	Branchement au Proxy (sur demande)	50 \$	Session
	Reconnaissance des acquis	10 \$	Cours
	Cours optionnels	Max 500 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	42 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	10 \$	Cours
	Copie supplémentaire de bulletin	5 \$	Copie

	Copie supplémentaire de l'inscription	5 \$	Copie
	Copie supplémentaire du livret d'information d'un programme	5 \$	Copie
	Copie supplémentaire du descriptif des cours	5 \$	Copie
	Copie supplémentaire de reçus pour fins d'impôts	5 \$	Copie
	Copie de documents archivés	5 \$	Copie
	Attestation de fréquentation scolaire autre que prévue par la loi	5 \$	Copie
	Descriptif de cours envoyé à d'autres institutions	5 \$	Copie
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	10 \$	Copie
	Remplacement de l'agenda	5 \$	Copie
	Frais de convocation (???)	35 \$	Convocation
	Assurances pour étudiant étranger	600 \$	Année
	Assurances pour accident	20 \$	Année
	Envoi du diplôme par la poste	7 \$	Envoi
	Participation à une équipe sportive	Max 100 \$	Année
	Participation à un comité étudiant	Max 100 \$	Année
	Visite chez l'orienteur	15 \$	Visite
	Inscription à un atelier d'aide aux études	15 \$	Session
	Voyage à vocation sociale, culturelle et éducative	Max 500 \$	Voyage
	Pénalité pour chèque sans provision	15 \$	Chèque
Jonquière			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Test d'admission pour les programmes de Techniques de production télévisuelle et de postproduction, Techniques de communication dans les médias, Techniques d'intégration multimédia et Techniques d'éducation spécialisée.	10 \$	Programme
	Retard à l'admission	10 \$	Retard
	Analyse d'équivalences pour les étudiants canadiens hors-Québec	30 \$	Programme
	Analyse d'équivalences pour les étudiants étrangers	45 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Alternance travail-études	160 \$	Stage
	Droit d'inscription sports-arts-études	25 \$	Session
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Randonnée pédestre	18 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Plongée	35 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Ski de fond	30 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Tennis	35 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Canot camping	43 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Golf	45 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Hockey	35 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Cyclo-camping	30 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Marche et entraînement	16 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Randonnée à vélo	30 \$	Cours
	Droit d'inscription pour cours optionnels - Curling	30 \$	Cours
	Inscription au camp optionnel de Techniques d'aménagement et d'urbanisme	40 \$	Inscription
	Droit d'inscription pour cours optionnel - <i>Évaluation et diversité du vivant 101-NYA-05</i>	Max 300 \$	Cours
	Droit d'inscription à un camp optionnel en Techniques	Max 75 \$	Inscription

d'éducation à l'enfance		
Droit d'inscription à une activité optionnelle en Techniques d'éducation spécialisée	25 \$	Inscription
Retard dans la prise de possession de l'horaire	20 \$	Retard
Modification d'horaire pour raisons personnelles	15 \$	Demande
Reconnaissance des acquis - Équivalences ou dispenses	10 \$	Cours
Reconnaissance des acquis - Équivalences ou dispenses - Personne non inscrite au collège	20 \$	Cours
Reconnaissance des acquis de formation - Frais administratifs	25 \$	Dossier
Reconnaissance des acquis de formation	2 \$	Période
Droits afférents - Campus Jonquière	30,50 \$	Session
Droits afférents - Campus Charlevoix	24,50 \$	Session
Perte ou bris de matériel	10 \$ + coût de remplacement	Unité
Demande d'analyse de dossier	10 \$	Demande
Demande d'analyse de dossier - élève non inscrit	25 \$	Demande
Remplacement de la carte d'identification étudiante	5 \$	Copie
Droits de toute autre nature - Campus Jonquière	97,90 \$	Année
Droits de toute autre nature - Campus Charlevoix	92 \$	Année
Pénalité pour chèque sans provision	10 \$	Chèque
Copie d'attestation de fréquentation scolaire non requise par la loi	2 \$	Copie
Copie d'attestation d'admissibilité au diplôme d'études collégiales	3 \$	Copie
Copie supplémentaire du bulletin - dossier actif	3 \$	Copie
Copie supplémentaire du bulletin - dossier archivé	5 \$	Copie
Copie du DEC ou de l'AEC - dossier actif	3 \$	Copie
Copie du DEC ou de l'AEC - dossier archivé	5 \$	Copie
Copie non officielle du certificat de naissance, relevé du secondaire ou tout autre document non émis par le cégep - dossier actif	2 \$	Copie
Copie non officielle du certificat de naissance, relevé du secondaire ou tout autre document non émis par le cégep - dossier archivé	5 \$	Copie
Copie supplémentaire de l'horaire	2 \$	Copie
Copie supplémentaire de reçu pour fins d'impôts	3 \$	Copie
Impression numérique spécialisée pour usage personnel de l'élève	Max 5 \$	Copie
Traduction du bulletin - frais de base	20 \$	Dossier
Traduction du bulletin - par session	15 \$	Session
Envoi postal ou par télécopieur	2 \$	Envoi
Retard pour remise de document à la bibliothèque	0,15 \$	Jour
Vignette de stationnement annuel	62 \$	Année
Vignette de stationnement sessionnelle	40 \$	Session
Vignette de stationnement mensuelle	30 \$	Mois
Vignette de stationnement hebdomadaire	15 \$	Semaine
Vignette de stationnement quotidien	4 \$	Jour
Vignette de stationnement horaire	1 \$	Heure
Réémission d'une vignette	15 \$	Copie
Lanaudière		

Droit d'admission	30 \$	Programme
Retard à l'admission	30 \$	Retard
Réadmission	30 \$	Programme
Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
Cours au choix - Canot-camping - Campus L'Assomption	160 \$	Cours
Cours au choix - Canot-camping - Campus Joliette	70 \$	Cours
Cours au choix - Canot-camping - Campus Terrebonne	100 \$	Cours
Cours au choix - Histoire de la civilisation occidentale en France - Campus Joliette	150 \$	Cours
Cours au choix - Géographie du tourisme en France - Campus Joliette	150 \$	Cours
Cours au choix - Cours complémentaire à Paris - Campus Terrebonne	200 \$	Cours
Cours au choix - Musculation - Campus L'Assomption	75 \$	Cours
Cours au choix - Plein air - Campus Joliette et Terrebonne	70 \$	Cours
Cours au choix - Premiers soins - Campus Joliette	48 \$	Cours
Cours au choix - Randonnée pédestre - Campus L'Assomption	85 \$	Cours
Cours au choix - Sports de glace - Campus L'Assomption	75 \$	Cours
Cours au choix - Ski de fond - Campus Joliette et Terrebonne	35 \$	Cours
Cours au choix - Cyclo urbain - Campus Terrebonne	35 \$	Cours
Reconnaissance des acquis - Dispense ou équivalence	15 \$	Cours
Reconnaissance des acquis - Élaboration et évaluation du portfolio	200 \$	Demande
Reconnaissance des acquis - Mécanisme d'évaluation par compétence	20 \$ à 50 \$	Compétence
Duplicata de documents officiels du collège	5 \$	Copie
Copie d'une épreuve d'évaluation	5 \$	Copie
Copie additionnelle d'un agenda étudiant	5 \$	Copie
Remplacement de la carte d'identité étudiante	10 \$	Copie
Retard de choix de cours	20 \$	Retard
Remplacement d'un équipement perdu ou endommagé	15 \$ + coût de remplacement	Unité
Pénalité pour chèque sans provision	30 \$	Chèque
Envoi de courrier recommandé	10 \$	Envoi
Modification d'horaire pour fins personnelles	20 \$	Demande
Achat de blocs d'impression	2 \$	40 pages
	4 \$	100 pages
Remplacement de document endommagé ou perdu à la bibliothèque	15 \$ + coût de remplacement	Document
Retard de remise de document à la bibliothèque	0,25 \$	Jour
	Max 5 \$	Document
Retard de remise de périodique à la bibliothèque	0,50 \$	Jour
	Max 2 \$	Document
Retard de remise d'appareil audiovisuel à la bibliothèque	1 \$	Jour
	Max 4 \$	Appareil
Retard de remise d'un prêt spécial à la bibliothèque	1 \$	Jour
	Max 7 \$	Prêt

	Reconnaissance des acquis extrascolaires	2 \$	Période
	Droits de toute autre nature - Temps plein	55 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	15 \$	Cours
La Pocatière			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger (incluant les droits d'admission)	75 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis - Dispense de cours ou équivalence	10 \$	Demande
	Examen de reprise	20 \$	Demande
	Alternance travail-études	300 \$	Stage
	Cours à option - Cyclotourisme	25 \$	Cours
	Cours à option - Ski de fond	12 \$	Cours
	Cours à option - Ski alpin / plache à neige	150 \$	Cours
	Cours à option - Autonomie et randonnée pédestre	75 \$	Cours
	Cours à option - Autonomie et activités extérieures d'hiver	75 \$	Cours
	Cours à option - Chimie-gastronomie	30 \$	Cours
	Cours à option - Stage-band I	30 \$	Cours
	Cours à option - Stage-band II	30 \$	Cours
	Cours à option - Randonnée pédestre - Campus Montmagny	30 \$	Cours
	Cours à option - Canot camping - Campus Montmagny	30 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Cours hors programme	12 \$	Période
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Remplacement de document endommagé ou perdu à la bibliothèque	Coût de remplacement	Document
	Retard de remise de document à la bibliothèque	0,15 \$	Jour
		Max 5 \$	Document
	Droits de toute autre nature - Temps plein	40 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	10 \$	Session
	Pénalité pour chèque sans provision	15 \$	Chèque
Lévis-Lauzon			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Pénalité pour chèque sans provision	25 \$	Chèque
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	21,20 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	45,80 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	14 \$	Cours
Limoilou			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours à option - Initiation au dessin	25 \$	Cours
	Cours à option - Photographie artistique	45 \$	Cours

	Cours à option - Le cinéma : de Lumière à Spielberg	10 \$	Cours
	Cours à option - Exploration sportive plein air	40 \$	Cours
	Cours à option - Ski alpin	135 \$	Cours
	Cours à option - Planche à neige	135 \$	Cours
	Cours à option - Ski de fond	40 \$	Cours
	Cours à option - Randonnée nature - automne	15 \$	Cours
	Cours à option - Randonnée nature - hiver	35 \$	Cours
	Cours à option - Expédition camping	60 \$	Cours
	Cours à option - Plongée	15 \$	Cours
	Cours à option - Golf	95 \$	Cours
	Droit d'inscription à l'alternance travail-études	35 \$	Inscription
	Alternance travail-études	425 \$	Stage
	Droit supplémentaire d'inscription (en cas de désinscription pour retard)	20 \$	Session
	Retard à la prise de possession de l'horaire	20 \$	Session
	Modification de l'horaire pour motifs personnels	20 \$	Demande
	Cours hors programme	6 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	15 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	4 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Retard à la remise de document de référence, sous réserve ou de vidéocassette à la bibliothèque	1 \$	Jour
		Max 10 \$	Document
	Retard à la remise de tout autre document à la bibliothèque	0,20 \$	Jour
		Max 5 \$	Document
	Retard à la remise d'appareil photo ou projecteur vidéo	5 \$	Jour
		Max 15 \$	Unité
	Perte ou endommagement de matériel de la bibliothèque	10 \$ + Coût de réparation ou de remplacement	Unité
	Droits de toute autre nature - Temps plein	55 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	14 \$	Cours
	Pénalité pour chèque sans provision	20 \$	Chèque
Lionel-Groulx			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Audition en musique, théâtre et théâtre musical	25 \$	Audition
	Retard à l'admission	50 \$	Retard
	Analyse de dossier à l'admission pour étudiant étranger	50 \$	Programme
	Reconnaissance des acquis extrascolaires aux fins d'admission	100 \$	Demande
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Programme sport-études	30 \$	Session
	Retard à la prise de possession de l'horaire	25 \$	Session
	Reconnaissance des acquis extrascolaires aux fins d'inscription	2 \$	Période
	Alternance travail-études	150 \$	Stage
	Cours à option d'éducation physique	Max 30 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	18 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie

	Droits facultatifs pour documents distribués en classe	20 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps plein	54 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	14 \$	Cours
	Pénalité pour chèque sans provision	20 \$	Chèque
	Copie d'attestation de droit à un DEC	5 \$	Copie
	Copie d'attestation de fréquentation scolaire	3 \$	Copie
	Copie d'attestation de toute autre nature non requise par la loi	3 \$	Copie
	Lettre personnalisée	5 \$	Copie
	Copie d'horaire	3 \$	Copie
	Copie d'un reçu	5 \$	Copie
	Copie de relevés pour fins d'impôt	5 \$	Copie
	Copie de bulletin - dossier actif	10 \$	Copie
	Copie de bulletin - dossier archivé	20 \$	Copie
	Copie d'une proposition personnelle de choix de cours	3 \$	Copie
	Copie d'un plan de cours actif	10 \$	Copie
	Copie d'un plan de cours archivé	20 \$	Copie
	Envoi par courrier ou télécopieur - Canada	3 \$	Envoi
	Envoi par courrier ou télécopieur - Extérieur du Canada	5 \$	Envoi
	Envoi par courrier ou télécopieur - Courrier recommandé	15 \$	Envoi
	Avance de fonds à l'AFE	15 \$	Demande
	Droit d'inscription - Cours d'été	15 \$	Session
	Photocopies	0,10 \$	Copie
	Porte folio - théâtre production	40 \$	Demande
	Porte folio - théâtre interprétation	150 \$	Demande
	Centre de conditionnement physique	10 \$	Session
		18 \$	Année
	Simulation de l'épreuve uniforme de français	20 \$	Demande
	Vignette annuelle de stationnement pour auto	100 \$	Année
	Vignette annuelle de stationnement pour moto	25 \$	Année
	Vignette quotidienne de stationnement	6 \$	Jour
	Vignette de stationnement perdue ou volée	50 \$	Demande
	Transport - Programmes de santé animale, TPHE et GEEA	20 \$	Session
Maisonneuve			
	Droits de toute autre nature - Temps plein	50 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	17,50 \$	Session
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droits d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis	1,50 \$	Période
		Max 300 \$	Demande
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
Marie-Victorin			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger	30 \$	Programme
	Reconnaissance des acquis aux fins d'admission	30 \$	Programme
	Réactivation d'un dossier inactif	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session

Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
Reconnaissance des acquis aux fins d'inscription	30 \$	Session
Reconnaissance des acquis - cours de formation générale	30 \$	cours
	Max 300 \$	Demande
Reconnaissance des acquis - cours spécifiques	30 \$	Cours
	40 \$	Compétence
	50 \$	Stage
	Max 500 \$	Demande
Retard à l'inscription	25 \$	Retard
Pénalité pour modification d'entente en reconnaissance des acquis	30 \$	Modification
Retard à la confirmation de choix de cours	15 \$	Retard
Cours à option - Initiation à l'éducation physique	18 \$	Cours
Cours à option - Escalade	35 \$	Cours
Cours à option - Golf	65 \$	Cours
Cours à option - Projet de plein air	18 \$	Cours
Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
Retard à la remise de document à la bibliothèque	0,25 \$	Jour
	Max 10 \$	Document
Retard à la remise de document de référence à la bibliothèque	1 \$	Heure
	Max 10 \$	Document
Perte ou endommagement d'un document à la bibliothèque	5 \$ + coût de remplacement	Document
Modification d'horaire pour motifs personnels	20 \$	Demande
Cours hors programme	6 \$	Période
Droits de toute autre nature - Temps plein	55 \$	Session
Droits de toute autre nature - Temps partiel	15 \$	Cours
Pénalité pour chèque sans provision	50 \$	Chèque
Attestation d'inscription ou de fréquentation scolaire	5 \$	Demande
Attestation de confirmation d'inscription	5 \$	Demande
Attestation de droit à un DEC	5 \$	Demande
Lettre personnalisée	7 \$	Demande
Copie d'horaire	2 \$	Copie
Copie d'un reçu	2 \$	Copie
Copie de relevés pour fins d'impôts	2 \$	Copie
Copie de bulletin - dossier actif	2 \$	Copie
Copie de bulletin - dossier archivé	15 \$	Copie
Copie d'une proposition de choix de cours	2 \$	Copie
Copie d'un plan de cours actif	5 \$	Copie
Copie d'un plan de cours archivé	10 \$	Copie
Copie d'une pièce au dossier	2 \$	Copie
Envoi par courrier - Au Canada	2 \$	Envoi
Envoi par courrier - Extérieur du Canada	5 \$	Envoi
Envoi par courrier - Courrier recommandé	15 \$	Envoi
Bilan d'un cheminement scolaire - Dossier actif	10 \$	Demande
Bilan d'un cheminement scolaire - Dossier archivé	35 \$	Demande
Description d'un cours ministériel	5 \$	Demande

	Description d'un cours institutionnel actif	5 \$	Demande
	Description d'un cours institutionnel archivé	10 \$	Demande
	Avance de fond à l'AFE	15 \$	Demande
	Photocopie à l'AFE	0,10 \$	Copie
	Impression dans les laboratoires de graphisme	25 \$	Session
	Reconnaissance des acquis - Matériel didactique pour formation manquante	50 \$	Session
	Location d'une armoire de rangement	10 \$	Session
	Impression sur imprimante couleur HP	0,50 \$	Copie
	Impression sur imprimante à encre noire	0,05 \$	Copie
	Impression sur imprimante PHASER/TECKTRONIX (11x17)	1 \$	Copie
	Impression sur imprimante PHASER/TECKTRONIX (8,5x11)	0,50 \$	Copie
	Assermentation officielle autre que pour l'AFE	5 \$	Demande
	Stationnement	165 \$	Année
		100 \$	Session
		5 \$	Jour
	Stationnement - soir	60 \$	Session
	Reprographie	0,10 \$	Copie
	Simulation de l'épreuve ministérielle de français	20 \$	Demande
Matane			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard à l'admission	15 \$	Programme
	Reconnaissance des acquis - Ouverture de dossier	25 \$	Dossier
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Inscription à des activités de formation manquante	25 \$	Cours
	Retard à l'inscription	15 \$	Retard
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Droits de toute autre nature - Temps plein	40 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	10 \$	Cours
Montmorency			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard à l'admission	50 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours à option - Canot-camping I	50 \$	Cours
	Cours à option - Canot-camping II	45 \$	Cours
	Cours à option - Orienteering	30 \$	Cours
	Cours à option - Orientation et analyse topographique	35 \$	Cours
	Cours à option - Ski de randonnée	25 \$	Cours
	Programme sports-études	30 \$	Session
	Reconnaissance des acquis de formation	2 \$	Période
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	43 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	9 \$	Cours

Outaouais			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Alternance travail-études	125 \$	Stage
	Cours à option - Santé plein-air - Automne	60 \$	Cours
	Cours à option - Santé plein-air - Hiver	75 \$	Cours
	Cours à option - Canot	75 \$	Cours
	Cours à option - Vélo de montagne	75 \$	Cours
	Cours à option - Camping de randonnée	60 \$	Cours
	Cours à option - Vie active plein air - Automne	65 \$	Cours
	Cours à option - Vie active plein air - Hiver	75 \$	Cours
	Cours à option - Carte et boussole	15 \$	Cours
	Cours à option - Racquetball	40 \$	Cours
	Cours à option - Ski alpin	100 \$	Cours
	Cours à option - Semaine d'hiver	170 \$	Cours
	Cours à option - Ski de randonnée	25 \$	Cours
	Cours à option - Création artistique/photo	20 \$	Cours
	Cours à option - Plein air expérientiel	425 \$	Cours
	Examen médical à l'admission - Techniques policière	350 \$	Test
	Test préadmission d'intérêt à la profession - Techniques policière	50 \$	Test
	Obtention du certificat de bonne conduite - Techniques policière	25 \$	Copie
	Cours hors programme	6 \$	Période
	Retard à l'inscription	25 \$	Retard
	Retard à la prise de possession de l'horaire	25 \$	Retard
	Modification de l'horaire pour motifs personnels	15 \$	Demande
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature	65 \$	Session
Région de l'Amiante			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Commandite	30 \$	Demande
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Alternance travail-études	250 \$	Stage
	Retard à l'inscription/Réinscription - Temps plein	20 \$	Session
	Retard à l'inscription/Réinscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Établissement des équivalences de formation pour étudiant étranger	22 \$	-
	Retard à l'inscription	25 \$	Retard
	Reconnaissance des acquis - Cours	90 \$	Demande
	Reconnaissance des acquis - Stage	180 \$	Demande
	Reconnaissance des acquis - Étude préliminaire du dossier	25 \$	Dossier
	Droit d'inscription - Session d'été	10 \$	Session
	Droits afférents	???	???
	Droits de toute autre nature - Temps plein	40 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	8 \$	Cours

	Copie du bulletin et autres documents au dossier	1 \$	Copie
	Copie de relevé pour fins d'impôts	5 \$	Copie
	Copie d'une description de cours ou de plan de cours	0 \$	Copie
	Lettre pour employeur	0 \$	Copie
	Copie de l'horaire	1 \$	Copie
	Retard pour la remise d'un document à la bibliothèque	0,15 \$	Jour
	Perte de document à la bibliothèque	35\$ + Coût de remplacement	Document
	Formulaires de tout ordre (attestation de fréquentation scolaire, aide financière, SAAQ, RRQ, assurances, bourses d'anglais...)	0 \$	Copie
	Analyse de dossier	0 \$	Demande
	Demande d'équivalence	0 \$	Demande
	Orientation et test psychométrique	0 \$	Demande
	Rencontre avec un conseiller à l'orientation	0 \$	Rencontre
	Stationnement	0,25 \$	30 min.
		2 \$	Jour
		15 \$	Mois
		45 \$	Session
		80 \$	Année
	Réémission de la vignette de stationnement	5 \$	Copie
	Impression laser	5 \$	Copie
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Reconnaissance des acquis - Étude de dossier et processus	Entre 125\$ et 450\$	Demande
Rimouski			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	30 \$	Retard
	Retard à la prise de possession de l'horaire	20 \$	Retard
	Modification de l'horaire pour motifs personnels	20 \$	Demande
	Inscription à l'alternance travail-études	50 \$	Programme
	Alternance travail-études	100 \$	Stage
	Reconnaissance des acquis - Analyse de dossier	2 \$	Période
	Reconnaissance des acquis - Demande d'équivalence	10 \$	Cours
	Sport-études	150 \$	Année
		90 \$	Session
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	50 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	12 \$	Cours
Rivière-du-Loup			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard à l'admission	20 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Réinscription suite à un retard	10 \$	Retard
	Cours à option en éducation physique	Max 75 \$	Cours

	Stage international	Max 800 \$	Stage
	Cours complémentaire à option	Max 50 \$	Cours
	Inscription au sports-études	60 \$	Année
	Alternance travail-études	0 \$	Stage
	Reconnaissance des acquis - Équivalence	10 \$	Demande
	Reconnaissance des acquis - Ouverture et analyse de dossier	30 \$	Dossier
	Reconnaissance des acquis - Formation manquante	1 \$	Période
	Reconnaissance des acquis - Substitution de cours	10 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	20 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	5 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	45 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	12 \$	Cours
	Attestation de fréquentation scolaire non requise par la loi	1 \$	Copie
	Copie de reçus	1 \$	Copie
	Copie de l'horaire	1 \$	Copie
	Copie de relevé pour fins d'impôt	2 \$	Copie
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Copie de l'agenda	2 \$	Copie
	Retard pour remise de document à la bibliothèque	0,25 \$	Jour
	Pénalité pour chèque sans provision	15 \$	Chèque
	Atelier de préparation à l'épreuve uniforme de français	10 \$	Inscription
	Envoi du diplôme par courrier recommandé	5 \$	Envoi
Rosemont			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Alternance travail-études	150 \$	Stage
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Pénalité pour chèque sans provision	25 \$	Chèque
	Cours hors programme	6 \$	Période
	Droits de toute autre nature - Temps plein	45 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	12 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein - Été	15 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel - Été	4 \$	Cours
	Attestation de fréquentation scolaire non requise par la loi	5 \$	Copie
	Copie du bulletin avec description de cours	50 \$	Copie
	Copie du relevé de notes ou du bulletin	5 \$	Copie
	Copie de l'émission de commandite	5 \$	Copie
	Copie d'un document archivé	5 \$	Copie
	Copie de reçu pour fins d'impôt	5 \$	Copie
	Copie de l'horaire	5 \$	Copie
	Envoi de diplôme par courrier recommandé	10 \$	Envoi
	Achat d'impression pour laboratoire informatiques	4 \$	50 copies
	Modification d'horaire pour motifs personnels	10 \$	Demande
	Retard pour prise de possession de l'horaire	20 \$	Retard
	Retard pour confirmation de choix de cours	20 \$	Retard

	Retard à l'inscription	20 \$	Retard
	Retard à l'admission	20 \$	Retard
	Retard pour paiement des frais universels (afférents et TAN)	20 \$	Retard
	Droit d'inscription inter-cégep - Session d'été	10 \$	Session
Saint-Félicien			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Alternance travail-études	200 \$	Stage
	Alternance travail-études - Si le stage est trouvé par l'étudiant	75 \$	Stage
	Cours hors programme - Golf - Campus St-Félicien	15 \$	Cours
	Cours hors programme - Golf - Campus Chibougameau	40 \$	Cours
	Cours hors programme - Canot	25 \$	Cours
	Cours hors programme - Ski de fond - Campus St-Félicien	20 \$	Cours
	Cours hors programme - Ski de fond - Campus Chibougameau	10 \$	Cours
	Cours hors programme - Randonnée pédestre	20 \$	Cours
	Cours hors programme	9 \$	Période
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature	45 \$	Session
	Club des sportifs	20 \$	Année
	Copie du bulletin - Dossier actif	3 \$	Copie
	Copie du bulletin - Dossier archivé	5 \$	Copie
	Certificat de naissance	3 \$	Copie
	Copie de l'horaire	3 \$	Copie
	Copie de relevé pour fins d'impôt	3 \$	Copie
	Envoi par télécopieur	5 \$	Envoi
	Attestation de DEC	3 \$	Copie
	Attestation de fréquentation scolaire	3 \$	Copie
	Copie aux laboratoires informatique	0,10 \$	Copie
Saint-Hyacinthe			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger	Max 600 \$	Demande
	Reconnaissance des acquis extrascolaires	Max 400 \$	Demande
	Audition préadmission	Max 50 \$	Audition
	Retard à l'admission	25 \$	Retard
	Maximum de frais de retard par session	50 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis - Équivalence	Max 20 \$	Demande
	Reconnaissance des acquis - Dispense ou substitution de cours	Max 20 \$	Demande
	Reconnaissance des acquis - Pour un cours	Max 400 \$	Demande
	Cours à option	Max 200 \$	Cours
	Alternance travail-études	Max 150 \$	Stage
	Programme optionnel	Max 150 \$	Cours
	Activité optionnelle offerte hors programme	Max 150 \$	Activité
	Retard à la prise de possession de l'horaire	25 \$	Retard
	Retard à l'inscription	25 \$	Retard

	Pénalité pour chèque sans provision	25 \$	Retard
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de matériel spécialisé endommagé ou perdu	Max 150 \$	Unité
	Retard pour choix de cours	25 \$	Retard
	Droits de toute autre nature	109 \$	Session
Saint-Laurent			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Test préadmission en musique	10 \$	Audition
	Analyse de dossier pour étudiant étranger	30 \$	Programme
	Test préadmission de français	30 \$	Test
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours à option - Cyclotourisme	30 \$	Cours
	Cours à option - Initiation à la plongée sous-marine	6 \$	Cours
	Cours à option - Plongée sous-marine	25 \$	Cours
	Cours à option - Randonnée pédestre	Max 60 \$	Cours
	Cours à option - Loisir plein-air - Automne	75 \$	Cours
	Cours à option - Loisir plein-air - Hiver	75 \$	Cours
	Cours à option - Tourisme et loisir	45 \$	Cours
	Alternance travail-études	50 \$	Stage
	Reconnaissance des acquis - Ouverture du dossier	30 \$	Dossier
	Retard au choix de cours	25 \$	Retard
	Retard à la prise de possession de l'horaire	25 \$	Retard
	Modification de l'horaire pour motifs personnels	25 \$	Demande
	Retard à l'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Retard à l'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	52,50 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	12 \$	Cours
	Inscription à une équipe sportive - Basketball masculin AA	40 \$	Session
	Inscription à une équipe sportive - Flag-football féminin A	30 \$	Session
	Inscription à une équipe sportive - Hockey féminin AA	90 \$	Session
	Inscription à une équipe sportive - Hockey masculin AA	150 \$	Session
	Inscription à une équipe sportive - Soccer extérieur masculin AA	30 \$	Session
	Inscription à une équipe sportive - Soccer intérieur féminin A	15 \$	Session
	Inscription à une équipe sportive - Volleyball féminin AA	40 \$	Session
	Inscription à une équipe sportive - Volleyball masculin AA	40 \$	Session
Saint-Jérôme			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger aux fins d'admission	70 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis extrascolaires pour fin d'inscription	2 \$	Période
	Cours à option - Arts plastiques	20 \$	Cours
	Cours à option - Arts et ordinateur	20 \$	Cours

	Cours à option - Cinéma	15 \$	Cours
	Cours à option - Photographie	60 \$	Cours
	Cours à option - Plongée sous-marine	30 \$	Cours
	Cours à option - Golf	80 \$	Cours
	Cours à option - Ski de fond	30 \$	Cours
	Cours à option - Ski alpin	20 \$	Cours
		Frais de transport et remonte-pente en sus	
	Cours à option - Randonnée en canot - Campus Mont-Laurier	50 \$	Cours
	Cours à option - Canot camping - Campus Mont-Laurier	50 \$	Cours
	Cours à option - Natation - Campus Mont-Laurier	50 \$	Cours
	Cours à option - Ski de fond - Campus Mont-Laurier	70 \$	Cours
	Cours à option - Conditionnement physique - Campus Mont-Laurier	70 \$	Cours
	Cours à option - Aquaforme - Campus Mont-Laurier	50 \$	Cours
	Cours à option - Randonnée pédestre - Campus Mont-Laurier	30 \$	Cours
	Cours à option - Vélo plein air - Campus Mont-Laurier	10 \$	Cours
	Alternance travail-études	200 \$	Stage
	Retard au choix de cours	30 \$	Retard
	Retard à la prise de possession de l'horaire	30 \$	Retard
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	10 \$	Copie
	Remplacement de document endommagé ou perdu à la bibliothèque	10 \$ + Coût de remplacement	Document
	Droits de toute autre nature - Temps plein	75 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	6 \$	Cours
Saint-Jean-sur-Richelieu			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Reconnaissance des acquis - Équivalence pour étudiant étranger	45 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours à option - Activités en plein air	25 \$	Cours
	Cours à option - Céramique, art et technique	25 \$	Cours
	Cours à option - Dessin d'expression et pratique de la couleur	25 \$	Cours
	Sport-études	30 \$	Session
	Alternance travail-études	150 \$	Stage
	Alternance travail-études - Stage trouvé par l'étudiant	50 \$	Stage
	Modification d'horaire via Bleumanitou	25 \$	Demande
	Retard au choix de cours	10 \$	Retard
	Retard à la prise de possession de l'horaire	15 \$	Retard
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	3 \$	Copie
	Remplacement de l'agenda	6 \$	Copie
	Remplacement d'un document endommagé ou perdu à la bibliothèque	5 \$ + Coût de remplacement	Document

	Retard pour la remise d'un volume à la bibliothèque	0,20 \$	Jour
	Retard pour la remise de volume réservé	2 \$	Jour
	Cours hors programme	6 \$	Période
	Droits de toute autre nature - Temps plein	87 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	22 \$	Cours
Sainte-Foy			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Cours à option - Plongée sous-marine	70 \$	Cours
	Cours à option - Randonnée pédestre	32 \$	Cours
	Cours à option - Canot en eau vive	95 \$	Cours
	Cours à option - Tennis	80 \$	Cours
	Cours à option - Vélo de montagne	25 \$	Cours
	Cours à option - Golf	80 \$	Cours
	Cours à option - Patin à roues alignées	20 \$	Cours
	Cours à option - Autonomie et hockey sur glace	68 \$	Cours
	Cours à option - Soccer	30 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis	2 \$	Période
	Cours hors programme	6 \$	Période
	Sport-études	30 \$	Session
	Retard dans la prise de possession de l'horaire	25 \$	Retard
	Retard dans le choix de cours	25 \$	Retard
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	10 \$	Copie
	Pénalité pour chèque sans provision	15 \$	Chèque
	Remplacement de document perdu ou endommagé à la bibliothèque	Coût de remplacement	Document
	Attestation de fréquentation scolaire autre que prévue par la loi	5 \$	Première copie
		1 \$	Copie additionnelle
	Droits de toute autre nature - Temps plein	65 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	17 \$	Cours
Sept-Îles			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	5 \$	Retard
	Retard à la remise d'horaire - après avoir avisé le service concerné de son retard	25 \$	Retard
	Retard à la remise d'horaire - sans avoir avisé le service concerné de son retard	40 \$	Retard
	Alternance travail-études	300 \$	Stage
	Droits de toute autre nature - Temps plein	30 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	6 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours

Shawinigan

Droit d'admission	30 \$	Programme
Analyse de dossier pour étudiant étranger aux fins d'admission	50 \$	Programme
Analyse de dossier pour étudiant étranger - Avec reconnaissance des acquis	125 \$	Programme
Reconnaissance des acquis extrascolaires aux fins d'admission	75 \$	Programme
Retard à l'admission	10 \$	Retard
Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
Reconnaissance des acquis extrascolaires aux fins d'inscription	75 \$	Cours
Retard à l'inscription	10 \$	Retard
Cours hors programme	2 \$	Période
Cours à option - Planche à neige	140 \$	Cours
Cours à option - Canot-camping	45 \$	Cours
Cours à option - Cours complémentaire - Initiation au processus artistique	30 \$	Cours
Cours à option - Cours complémentaire - Apprendre à dessiner	25 \$	Cours
Cours à option - Dessin réaliste	30 \$	Cours
Cours à option - Langage artistique	65 \$	Cours
Cours à option - Art et société	15 \$	Cours
Cours à option - Intégration multidisciplinaire II	Min 10 \$	Cours
Alternance travail-études	225 \$	Stage
Stage international	225 \$	Stage
Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
Remplacement de la carte d'identité étudiante	7 \$	Copie
Remplacement du mot de passe pour l'accès au réseau informatique	7 \$	Demande
Remplacement de l'agenda	5 \$	Copie
Remplacement de document endommagé ou perdu à la bibliothèque	10 \$ + Coût de remplacement	Document
Transport stage - Techniques d'éducation à l'enfance et de soins infirmiers	50 \$	Session
Droits de toute autre nature - Temps plein	50 \$	Session
Droits de toute autre nature - Temps partiel	16 \$	Cours
Pénalité pour chèque sans provision	25 \$	Chèque
Attestation d'inscription ou de fréquentation autre qu'exigé par la loi	5 \$	Copie
Attestation de confirmation d'inscription	5 \$	Copie
Attestation de droit à un DEC	5 \$	Copie
Attestation de toute autre nature non requise par la loi	5 \$	Copie
Lettre personnalisée	7 \$	Copie
Envoi du DEC par la poste	10 \$	Envoi
Copie du bulletin - dossier actif	3 \$	Copie
Copie du bulletin - dossier archivé	5 \$	Copie
Copie de l'horaire	3 \$	Copie
Copie de plan de cours actif	3 \$	Copie
Copie de plan de cours inactif	15 \$	Copie
Copie de proposition de choix de cours	3 \$	Copie
Copie de reçu	3 \$	Copie

	Copie de relevés pour fins d'impôt	10 \$	Copie
	Copie d'une pièce au dossier	3 \$	Copie
	Envoi par courrier ou télécopieur	3 \$	Envoi
	Envoi par courrier ou télécopieur - À l'extérieur du Canada	8 \$	Envoi
	Envoi par courrier ou télécopieur - Au Canada	6 \$	Envoi
	Envoi par courrier ou télécopieur - Courrier recommandé	15 \$	Envoi
	Bilan de cheminement scolaire - Consultation des banques de cours informatisés - cours d'été	10 \$	Cours
	Bilan de cheminement scolaire - Dossier actif - session courante	5 \$	Demande
	Bilan de cheminement scolaire - Dossier archivé	10 \$	Demande
	Bilan de cheminement scolaire - Dossier archivé depuis plus de 5 ans	35 \$	Demande
	Assermentation officielle autre que pour l'AFE	5 \$	Demande
	Reprographie	0.1 \$	Copie
	Simulation de l'épreuve uniforme de français	20 \$	Demande
	Traduction du bulletin	75 \$	Demande
	Modification d'horaire sur bleumanitou	15 \$	Demande
Sherbrooke			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger	50 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Sport-études	30 \$	Session
	Alternance travail-études	150 \$	Stage
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Session
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Remplacement de document endommagé ou perdu à la bibliothèque	15 \$ + Coût de remplacement	Document
	Droits de toute autre nature	40 \$	Session
	Pénalité pour chèque sans provision	15 \$	Chèque
Sorel-Tracy			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Alternance travail-études	150 \$	Stage
	Modification d'horaire pour motifs personnels	20 \$	Demande
	Cours à option en éducation physique	75 \$	Cours
	Retard à la prise de possession de l'horaire	15 \$	Retard
	Retard au choix de cours	15 \$	Retard
	Reconnaissance des acquis - Équivalence et dispense	25 \$	Dossier
	Reconnaissance des acquis - Analyse de dossier	50 \$	Demande
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Retard à la remise de document à la bibliothèque	0,20 \$	Jour
	Perte ou endommagement de document à la bibliothèque	5 \$ + Coût de remplacement	Document

	Retard à la remise de document de référence à la bibliothèque	0,20 \$	Heure
	Modificaiton d'horaire par bleumanitou	20 \$	Demande
	Cours hors programme	6 \$	Période
	Retard de paiement des droits universels	15 \$	Retard
	Pénalité pour chèque sans provision	10 \$	Chèque
	Droits de toute autre nature - Temps plein	87 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	21,75 \$	Cours
	Attestation de fréquentation scolaire non requise par la loi	4 \$	Copie
	Attestation de confirmation d'inscription	4 \$	Copie
	Attestation de droit à un DEC	4 \$	Copie
	Attestation de toute autre nature non requise par la loi	4 \$	Copie
	Lettre peronnalisée	4 \$	Copie
	Formulaire pré-imprimé à compléter	5 \$	Copie
	Copie d'horaire	4 \$	Copie
	Copie de relevés pour fins d'impôt	4 \$	Copie
	Copie du bulletin	4 \$	Copie
	Copie de proposition de choix de cours ou de choix de cours	4 \$	Copie
	Copie de plan de cours	4 \$	Copie
	Copie de pièce au dossier étudiant	4 \$	Copie
	Envoi par courrier du DEC	10 \$	Envoi
	Envoi par courrier - Au Canada	1 \$	Envoi
	Envoi par courrier - À l'extérieur du Canada	5 \$	Envoi
	Envoi par courrier - Courrier recommandé	10 \$	Envoi
	Stationnement annuel étudiant	69 \$	Année
	Stationnement sessionnel étudiant	45 \$	Session
	Stationnement soir-fin de semaine	35 \$	Année
	Stationnement soir-fin de semaine	28 \$	Session
	Stationnement - Horodateur	1 \$	Heure
	Stationnement - Horodateur	5 \$	Jour
	Support de vignette	2 \$	Unité
Trois-Rivières			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Retard à l'admission	25 \$	Programme
	Analyse de dossier pour l'admission d'étudiant étranger	30 \$	Programme
	Reconnaissance des acquis extrascolaires aux fins d'admission	30 \$	Programme
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	25 \$	Retard
	Sport-études	30 \$	Session
	Alternance travail-études	5% du salaire du stage	Stage
	Modification de l'horaire pour motifs personnels	20 \$	Demande
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	3 \$	Copie
	Cours hors programme	5 \$	Période
	Droits de toute autre nature - Temps plein	50 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	9 \$	Copie

Valleyfield

Droit d'admission	30 \$	Programme
Droit d'inscription - Temps partiel	20 \$	Session
Droit d'inscription - Temps plein	5 \$	Cours
Droits Afférents - Temps plein	25 \$	Session
Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
Droits de toute autre nature - Temps plein	60 \$	Session
Droits de toute autre nature - Temps partiel	15 \$	Cours
Cours à option - Cyclotourisme	25 \$	Cours
Cours à option - Ski alpin	105 \$ à 225 \$	Cours
Cours à option - Ski de fond	80 \$	Cours
Cours à option - Ensemble II - Ski alpin	40 \$	Cours
Cours à option - Ensemble II - Ski de fond	22 \$	Cours
Cours à option - Golf	45 \$	Cours
Cours à option - Randonnée pédestre	25 \$	Cours
Alternance travail-études	195 \$	Stage
Analyse du dossier scolaire - étudiant non inscrit	40 \$ ou 50 \$	Heure
Analyse de dossier à la demande d'entreprises ou d'organismes	75 \$	Heure
Service d'orientation	50 \$	Heure
Sport-études	80 \$	Session
		Heures requise pour le traitement de la demande
Reconnaissance des acquis	50 \$	
	Max 200 \$	Cours
Retard à la remise du choix de cours	5 \$	Retard
Retard à la prise de possession de l'horaire	5 \$	Retard
Retard pour paiement de frais d'inscription	25 \$	Retard
Réadmission	30 \$	Programme
Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	5 \$ + Coût de remplacement	Document
Perte ou bris de volume		
Retard à la remise de document à la bibliothèque	0,25 \$	Jour
Droit d'inscription - Cours d'été	15 \$	Session
Copie de l'horaire	2 \$	Copie
Copie de reçus pour fins d'impôt - dossier actif	5 \$	Copie
Copie de reçus pour fins d'impôt - dossier archivé	15 \$	Copie
Copie du bulletin - dossier actif	5 \$	Copie
Copie du bulletin - dossier inactif	10 \$	Copie
Copie du DEC - dossier actif	5 \$	Copie
Copie du DEC - dossier archivé	10 \$	Copie
Attestation de fréquentation scolaire - dossier actif	5 \$	Copie
Attestation de fréquentation scolaire - dossier archivé	10 \$	Copie
Copie du formulaire d'inscription	5 \$	Copie
Copie de pièce au dossier - dossier actif	5 \$	Copie
Copie de pièce au dossier - dossier archivé	10 \$	Copie
Copie de plan de cours - Cours actif	5 \$	Copie
Copie de plan de cours - Cours anactif	10 \$	Copie

	Modification de l'horaire pour motifs personnels	15 \$	Demande
Victoriaville			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Analyse de dossier pour étudiant étranger aux fins d'admission	75 \$	Programme
	Retard à l'admission	20 \$	Retard
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Retard à l'inscription	20 \$	Retard
	Retard à la prise de possession de l'horaire	5 \$	Retard
	Reconnaissance des acquis - Dispense ou équivalence	10 \$	Cours
		Max 50 \$	Demande
	Modification d'horaire pour motifs personnels	15 \$	Demande
	Alternance travail-études	100 \$	Stage
	Frais pour projets personnels pour cours spécifiques	20 \$ à 600 \$	Cours
	Reconnaissance des acquis extrascolaires - Ouverture du dossier	30 \$	Dossier
	Reconnaissance des acquis extrascolaires - Substitution ou équivalence	10 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	25 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	6 \$	Cours
	Remplacement de la carte d'identité étudiante	5 \$	Copie
	Remplacement de l'agenda étudiant	5 \$	Copie
	Droits de toute autre nature - Temps plein - Campus Victoriaville	52 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel - Campus Victoriaville	14 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein - EQMBO de Montréal	30 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel - EQMBO de Montréal	7 \$	Cours
	Pénalité pour chèque sans provision	10 \$	Chèque
	Copie de pièces au dossier	2 \$	Copie
	Copie de reçu pour fins d'impôt	10 \$	Copie
	Envoi du diplôme par courrier recommandé	5 \$	Envoi
	Relevé de notes - dossier actif	3 \$	Copie
	Relevé de notes - dossier archivé	5 \$	Copie
	Retard à la remise de document à la bibliothèque	0,10 \$	Jour
	Photocopie	0,10 \$	Copie
	Impression à partir de lecteurs-imprimeurs de microfilms et microfiches	0,10 \$	Copie
	Stationnement	65 \$	Année
		40 \$	Session
		40 \$	Période estivale
		20 \$	Soirée
		0,50 \$	Heure
		3 \$	Jour
	Salle de conditionnement physique	50 \$	3 mois
		70 \$	6 mois
		95 \$	Année

		30 \$	15 entraînement s
Vieux-Montréal			
	Droit d'admission	30 \$	Programme
	Reconnaissance des acquis extrascolaires	2 \$	Période
	Droit d'inscription - Temps plein	20 \$	Session
	Droit d'inscription - Temps partiel	5 \$	Cours
	Cours à option - Sciences humaines profil Optimonde	850 \$	Programme
	Alternance travail-études	350 \$	Stage
	Alternance travail-études - Stage trouvé par l'étudiant	175 \$	Stage
	Cours à option - 391-154-87	250 \$	Cours
	Cours à option - 391-119-87	130 \$	Cours
	Droits afférents - Temps plein	4,58 \$	Session
	Droits afférents - Temps partiel	1,10 \$	Cours
	Droits de toute autre nature - Temps plein	68,42 \$	Session
	Droits de toute autre nature - Temps partiel	17,40 \$	Cours

ANNEXE II – ÉVOLUTION DES DROITS UNIVERSELS

Évolution des droits universels exigés des étudiants collégiaux de 1995 à 2005 en dollars courant							
Cégeps	Total des droits universel 1995-1996	Total des droits universels 1999-2000	Variation 1995-2000 (\$)	Variation 1995-2000 (%)	Total des droits universels 2005-2006	Variation 1995-2005 (\$)	Variation 1995-2005 (%)
Abiti-Témiscamingue	88,00 \$	200,00 \$	112,00 \$	127,27%	180,00 \$	92,00 \$	104,55%
Ahuntsic	135,00 \$	194,00 \$	59,00 \$	43,70%	150,00 \$	15,00 \$	11,11%
Alma	117,00 \$	180,00 \$	63,00 \$	53,85%	130,00 \$	13,00 \$	11,11%
André-Laurendeau	165,00 \$	205,00 \$	40,00 \$	24,24%	150,00 \$	(15,00 \$)	-9,09%
Baie-Comeau	128,00 \$	184,00 \$	56,00 \$	43,75%	124,00 \$	(4,00 \$)	-3,13%
Beauce-Appalaches	82,50 \$	270,00 \$	187,50 \$	227,27%	139,00 \$	56,50 \$	68,48%
Bois-de-Boulogne	169,00 \$	180,00 \$	11,00 \$	6,51%	140,00 \$	(29,00 \$)	-17,16%
Chicoutimi	138,50 \$	202,00 \$	63,50 \$	45,85%	170,00 \$	31,50 \$	22,74%
Dawson	57,00 \$	180,00 \$	123,00 \$	215,79%	134,00 \$	77,00 \$	135,09%
Drummondville	139,00 \$	206,00 \$	67,00 \$	48,20%	221,00 \$	82,00 \$	58,99%
Édouard Monpetit	165,00 \$	264,00 \$	99,00 \$	60,00%	180,00 \$	15,00 \$	9,09%
François-Xavier Garneau	130,00 \$	180,00 \$	50,00 \$	38,46%	170,00 \$	40,00 \$	30,77%
Gaspésie et des îles	127,00 \$	180,00 \$	53,00 \$	41,73%	120,00 \$	(7,00 \$)	-5,51%
Gérald-Godin	NA	230,00 \$	NA	NA	170,00 \$	NA	
Granby-Haute-Yamaska	121,00 \$	228,00 \$	107,00 \$	88,43%	144,00 \$	23,00 \$	19,01%
Heritage	170,00 \$	200,00 \$	30,00 \$	17,65%	160,00 \$	(10,00 \$)	-5,88%
Jonh-Abbott	129,00 \$	180,00 \$	51,00 \$	39,53%	144,00 \$	15,00 \$	11,63%
Jonquière (Jonquière)	145,00 \$	180,00 \$	35,00 \$	24,14%	134,90 \$	(10,10 \$)	-6,97%
(Charlevoix)	ND	ND	ND	ND	127,00 \$	ND	
La Pocatière	88,50 \$	180,00 \$	91,50 \$	103,39%	140,00 \$	51,50 \$	58,19%
Lévis-Lauzon	148,00 \$	180,00 \$	32,00 \$	21,62%	144,00 \$	(4,00 \$)	-2,70%
Limoilou	124,00 \$	180,00 \$	56,00 \$	45,16%	150,00 \$	26,00 \$	20,97%
Lionel Groulx	115,18 \$	180,00 \$	64,82 \$	56,28%	164,00 \$	48,82 \$	42,39%
Maisonneuve	121,00 \$	175,00 \$	54,00 \$	44,63%	150,00 \$	29,00 \$	23,97%
Marie-Victorin	165,00 \$	190,00 \$	25,00 \$	15,15%	150,00 \$	(15,00 \$)	-9,09%
Matane	130,00 \$	180,00 \$	50,00 \$	38,46%	140,00 \$	10,00 \$	7,69%
Montmorency	156,00 \$	180,00 \$	24,00 \$	15,38%	146,00 \$	(10,00 \$)	-6,41%
Outaouais	120,00 \$	225,00 \$	105,00 \$	87,50%	182,00 \$	62,00 \$	51,67%

GRATUITÉ SCOLAIRE AU COLLÉGIAL – L'ACCESSIBILITÉ EN PERSPECTIVES

Région de L'amiante	178,00 \$	180,00 \$	2,00 \$	1,12%	150,00 \$	(28,00 \$)	-15,73%
Régional Champlain (Lennoxville)	145,00 \$	260,00 \$	115,00 \$	79,31%	200,00 \$	55,00 \$	37,93%
(St-Lambert)	163,00 \$	260,00 \$	97,00 \$	59,51%	190,00 \$	27,00 \$	16,56%
(St-Lawrence)	130,00 \$	260,00 \$	130,00 \$	100,00%	190,00 \$	60,00 \$	46,15%
Régional Lanaudière	142,00 \$	192,00 \$	50,00 \$	35,21%	170,00 \$	28,00 \$	19,72%
Rimouski	123,00 \$	180,00 \$	57,00 \$	46,34%	140,00 \$	17,00 \$	13,82%
Rivière-du-Loup	128,00 \$	180,00 \$	52,00 \$	40,63%	140,00 \$	12,00 \$	9,38%
Rosemont	110,00 \$	180,00 \$	70,00 \$	63,64%	150,00 \$	40,00 \$	36,36%
Sainte-Foy	158,00 \$	180,00 \$	22,00 \$	13,92%	170,00 \$	12,00 \$	7,59%
Saint-Félicien	88,00 \$	180,00 \$	92,00 \$	104,55%	150,00 \$	62,00 \$	70,45%
Saint-Hyacinthe	145,67 \$	182,00 \$	36,33 \$	24,94%	278,00 \$	132,33 \$	90,84%
Saint-Jean-sur-le-Richelieu	175,00 \$	239,00 \$	64,00 \$	36,57%	230,00 \$	55,00 \$	31,43%
Saint-Jérôme	175,00 \$	275,00 \$	100,00 \$	57,14%	210,00 \$	35,00 \$	20,00%
Saint-Laurent	78,00 \$	205,00 \$	127,00 \$	162,82%	165,00 \$	87,00 \$	111,54%
Sept-îles	93,00 \$	180,00 \$	87,00 \$	93,55%	120,00 \$	27,00 \$	29,03%
Shawinigan	121,00 \$	175,00 \$	54,00 \$	44,63%	130,00 \$	9,00 \$	7,44%
Sherbrooke	77,50 \$	185,00 \$	107,50 \$	138,71%	140,00 \$	62,50 \$	80,65%
Sorel-Tracy	162,50 \$	284,00 \$	121,50 \$	74,77%	234,00 \$	71,50 \$	44,00%
Trois-Rivières	122,00 \$	180,00 \$	58,00 \$	47,54%	160,00 \$	38,00 \$	31,15%
Valleyfield	111,00 \$	180,00 \$	69,00 \$	62,16%	180,00 \$	69,00 \$	62,16%
Vanier	140,00 \$	300,00 \$	160,00 \$	114,29%	240,00 \$	100,00 \$	71,43%
Victoriaville	134,00 \$	180,00 \$	46,00 \$	34,33%	164,00 \$	30,00 \$	22,39%
Vieux Montréal	150,00 \$	180,00 \$	30,00 \$	20,00%	156,00 \$	6,00 \$	4,00%
Minimum	57,00 \$	175,00 \$	118,00 \$	207,02%	124,00 \$	67,00 \$	117,54%
Maximum	178,00 \$	300,00 \$	122,00 \$	68,54%	278,00 \$	100,00 \$	56,18%
Médiane	130,00 \$	181,00 \$	51,00 \$	39,23%	150,00 \$	20,00 \$	15,38%
Moyenne	131,08 \$	203,40 \$	72,32 \$	55,17%	162,96 \$	31,88 \$	24,32%

Source : MELS, Enseignement supérieur, Direction des affaires collégiales (2006); Véronique Raymond (2001)

ND = Données non disponibles

NA = Ne s'applique pas

	Évolution des droits universels exigés des étudiants collégiaux de 1995 à 2005 en dollars constant (1995 = 100)						
	Total des droits universel 1995-1996	Total des droits universels 1999-2000	Variation 1995-2000 (\$)	Variation 1995-2000 (%)	Total des droits universels 2005-2006	Variation 1995-2005 (\$)	Variation 1995-2005 (%)
Minimum	57,00 \$	158,73 \$	101,73 \$	178,47%	95,36 \$	38,36 \$	67,30%
Maximum	178,00 \$	272,10 \$	94,10 \$	52,87%	213,78 \$	35,78 \$	20,10%
Médiane	130,00 \$	164,17 \$	34,17 \$	26,28%	115,35 \$	(14,65 \$)	-11,27%
Moyenne	131,08 \$	184,48 \$	53,40 \$	40,74%	125,32 \$	(5,76 \$)	-4,39%

Source : MELS, Enseignement supérieur, Direction des affaires collégiales (2006); Véronique Raymond (2001); Statistique Canada (2006)